

INSTRUCTION N° 60-26 - B 1-M 0
du 28 Janvier 1960

CLASSEMENT
B 1 - M 0

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	625 B1 M0	du	1.1.62
n°		du	
n°		du	
n°		du	

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n°		du	
----	--	----	--

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE
ET ACQUISITIONS IMMOBILIERES

I. — NOTIFICATION DE TEXTES

II. — APPLICATION DES DISPOSITONS DU DECRET DU 16 JUILLET 1793

DOCUMENT A ANNOTER

— Instruction n° 59-135 B 1 M du 4 août 1959.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	ES	DS	IS
SIA	TGP	RF	P	BA	EPA	EPI
ACT	PA	UF	CCM	HLM	TCE	ASA

DIFFUSION
G
15

Par instruction n° 59-135 B1 M du 4 août 1959 intitulée « Expropriation pour cause d'utilité publique, ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique » ont été commentés, d'une manière générale, les principes régissant les transferts de propriété prononcés dans le cadre des dispositions de cette ordonnance.

Depuis le 4 août 1959 les textes suivants ont été publiés :

- circulaire interministérielle du 1^{er} septembre 1959 concernant l'application de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique (Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, déclaration d'utilité publique, enquête parcellaire, arrêté de cessibilité) (*Journal officiel* du 15 septembre, page 9027).
- circulaire du Ministre de l'Industrie et du Commerce du 29 octobre 1959 relative à la procédure de déclaration d'utilité publique des centrales thermiques (*Journal officiel* du 4 novembre, page 10501).
- décret n° 59-1335 du 20 novembre 1959 portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de l'ordre judiciaire compétentes en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et à la procédure suivie devant lesdites juridictions ainsi qu'à la fixation des indemnités (*Journal officiel* du 25 novembre, page 11295).

L'attention des comptables est appelée sur le fait que les dispositions de ce dernier décret, qui doit être suivi d'une circulaire d'application, entrera seulement en vigueur aux dates et dans les conditions prévues aux articles 63 et suivants.

Ces textes, ainsi que ceux reproduits *in extenso* dans l'instruction du 4 août 1959 figurent en annexe sous la forme de feuillets mobiles destinés à prendre place ultérieurement et selon leur ordre chronologique dans l'« Instruction générale sur les acquisitions immobilières de l'Etat et des collectivités publiques » annoncée par cette instruction. A cet effet, les comptables seront approvisionnés le moment venu en reliures pour feuillets mobiles.

Dans le même but, et sous la même forme sont repris indépendamment du décret du 16 juillet 1793 portant qu'il ne sera fait aucun paiement en exécution de jugements attaqués par la voie de la cassation sans une caution préalable, les textes ci-après relatifs à l'intervention des commissions de contrôle des opérations immobilières.

- décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public et au regroupement des services administratifs et modifiant l'article 22 du décret du 5 juin 1940 relatif au domaine immobilier de l'Etat (*Journal officiel* du 3 septembre, page 8830).
- décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance ou à un titre quelconque par l'Etat, modifié par le décret n° 53-1094 du 5 novembre 1953 (*Journal officiel* des 30 septembre 1949, page 9694 et 10 novembre 1953, page 10111).
- décret n° 50-443 du 19 avril 1950 portant application des dispositions de l'article 32 du décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public et au regroupement des services administratifs, et modifiant l'article 22 du décret du 5 juin 1940 relatif au domaine immobilier de l'Etat (*Journal officiel* du 20 avril, page 4163).

- loi n° 50-928 du 8 août 1950 relative aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 et à diverses dispositions d'ordre financier, article 51 (*Journal officiel* du 12 août, page 8471).
- décret n° 51-164 du 10 février 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1919 du 28 août 1945 relative aux augmentations ou diminutions de valeur apportées aux immeubles réquisitionnés à la suite de travaux exécutés par l'Etat (*Journal officiel* du 17 février, page 1651).
- arrêté interministériel du 11 février 1955 relatif à l'exemption du contrôle des opérations immobilières en faveur des acquisitions de droits à indemnités de dommages de guerre et des opérations immobilières poursuivies par les départements, les communes et les établissements publics départementaux et communaux (*Journal officiel* du 23 février, page 2055).
- arrêté ministériel du 2 août 1955 relatif au contrôle des acquisitions réalisées par l'Etat, d'immeubles construits ou réparés à l'aide des prêts prévus par les lois n° 46-2389 du 28 octobre 1946 et n° 50-854 du 21 juillet 1950 et mis en adjudication publique après saisie (*Journal officiel* du 18 août, page 8280).
- arrêté interministériel du 26 août 1955 relatif à l'exemption du contrôle des opérations immobilières pour certaines acquisitions immobilières (*Journal officiel* du 4 septembre, page 8850).
- arrêté ministériel du 6 juillet 1956 relatif aux limites de compétences de la commission centrale et des commissions départementales de contrôle des opérations immobilières (*Journal officiel* du 11 juillet, page 6429).
- décret n° 57-526 du 19 avril 1957 fixant les modalités de fonctionnement du fonds national d'aménagement du territoire (*Journal officiel* du 25 avril, page 4300).
- décret n° 57-629 du 21 mai 1957 portant réorganisation du comité départemental des constructions scolaires (*Journal officiel* du 24 mai, page 5220) modifié par le décret n° 57-1181 du 23 octobre 1957 (*Journal officiel* du 24 octobre, page 10167).
- arrêté interministériel du 14 février 1958 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les départements, communes, établissements publics et offices des départements et des communes (*Journal officiel* du 29 mars, page 3074).

APPLICATION DES DISPOSITIONS DU DECRET DU 16 JUILLET 1793

Des difficultés s'étant élevées au sujet de l'application du décret législatif du 16 juillet 1793 qui subordonne l'exécution, notamment par l'Etat, des jugements ou arrêts frappés de pourvoi en cassation, à l'engagement pris par une caution de rembourser la somme versée dans le cas où la décision entreprise viendrait à être cassée, il est précisé :

- a) qu'il ne faut pas en conclure qu'une caution personnelle est seule admissible. En effet, l'article 2041 du Code civil pose en règle que « celui qui ne peut pas trouver une caution... est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant » ;
- b) que, selon la jurisprudence, le créancier est admis à fournir toute sûreté, mobilière ou immobilière, susceptible de répondre du paiement de la dette. En conséquence, le créancier, s'il ne trouve pas de caution, peut donc proposer non seulement des meubles corporels, des valeurs mobilières ou un fonds de commerce, tous objets susceptibles de faire l'objet d'un nantissement mais encore un immeuble pour qu'il soit grevé d'hypothèque ;
- c) que la constitution de la caution doit intervenir avant l'ordonnancement ou le mandatement des sommes dues en exécution de la décision attaquée. C'est donc l'ordonnateur et non le comptable qui doit prendre l'initiative d'exiger la caution et de s'assurer qu'elle est « bonne et suffisante » ;
- d) que le montant de la garantie doit être égal à la somme due par la collectivité (principal augmenté, le cas échéant, des intérêts décomptés au jour du mandatement).

Pour le Directeur de la Comptabilité publique
et par délégation du Ministre :

Le Chef de Service,

R. VÉRON

DECRET DE LA CONVENTION NATIONALE

Du 16 Juillet 1793, l'an second de la République Française,

*Portant qu'il ne sera fait aucun paiement en exécution de jugemens attaqués
par la voie de la cassation, sans une caution préalable.*

(Collection générale des lois, proclamations, instructions
et autres actes du pouvoir exécutif.)

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport du comité des finances, décrète qu'il ne sera fait par la trésorerie nationale, et par les caisses des diverses administrations de la République, aucun paiement en vertu de jugemens qui seront attaqués par la voie de la cassation, dans les termes prescrits par la loi, qu'au préalable ceux au profit desquels lesdits jugemens auroient été rendus, n'ayent donné bonne et suffisante caution pour sûreté des sommes à eux adjugées.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, &c. A Paris, le seizième jour du mois de juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la République Française. *Signé* DEFORGUES. *Contresigné* GOHIER. Et scellé du sceau de la République.

**DECRET N° 49-1209 DU 28 AOUT 1949 RELATIF AU CONTROLE DES OPERATIONS
IMMOBILIERES POURSUIVIES PAR LES SERVICES PUBLICS
OU D'INTERET PUBLIC ET AU REGROUPEMENT DES SERVICES ADMINISTRATIFS
ET MODIFIANT L'ARTICLE 22 DU DECRET DU 5 JUIN 1940
RELATIF AU DOMAINE IMMOBILIER DE L'ETAT**

(Journal officiel du 3 septembre, page 8830 ;
Rectif. Journal officiel des 24 et 27 septembre, pages 9519 et 9598.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Défense nationale, du Ministre de l'Education nationale, du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, du Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme,

Vu le décret du 5 juin 1940 complétant la législation applicable au domaine immobilier de l'Etat, modifié par la loi provisoirement applicable du 1^{er} décembre 1942 ;

Vu les articles 19 et 20 de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement ;

Vu l'ordonnance n° 45-2715 du 2 novembre 1945 tendant à faciliter le regroupement des locaux administratifs dans la région parisienne, modifiée et complétée par l'article 109 de la loi n° 2154 du 7 octobre 1946 et l'article 104 de la loi n° 1465 du 8 août 1947 ;

Vu l'article 49 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 ;

Vu l'article 3 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947, complété par l'article 103 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 ;

Vu la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier ;

Vu les articles 1^{er} et 2 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948 portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagement de certains impôts ;

Vu l'article 100 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

TITRE I^{er}

Des organisations de contrôle.

ARTICLE 1^{er}. — Il est institué auprès de la Présidence du Conseil une commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public.

ARTICLE 2. — La commission centrale comprend douze membres :

Un Conseiller d'Etat, en activité ou honoraire, désigné par arrêté du Président du Conseil des Ministres, président.

Un vice-président, désigné par arrêté du Président du Conseil des Ministres.

Deux membres de l'Assemblée Nationale et un membre du Conseil de la République, désignés dans les conditions fixées par chacune de ces Assemblées.

Le Secrétaire général du Gouvernement ou son représentant.

Le Directeur de l'administration départementale et communale du Ministère de l'Intérieur ou son représentant.

Le Chef du service des Domaines ou son représentant.

Le Directeur du budget du Ministère des Finances ou son représentant.

Le Directeur de l'architecture du Ministère de l'Education Nationale ou son représentant.

Deux représentants du Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, dont le Directeur de l'urbanisme et de l'habitation.

En outre, les Ministres, qui ne sont pas représentés par un membre permanent, peuvent, pour les affaires intéressant leur département, désigner un représentant qui prendra part aux discussions de la commission avec voix délibérative.

ARTICLE 3. — Les services intéressés sont admis à présenter leurs observations sur les affaires dont connaît la commission centrale.

Celle-ci peut également recueillir l'avis de toute personne qualifiée en raison de sa compétence ou de ses fonctions. Ces personnes sont convoquées par les soins du président.

Des rapporteurs sont désignés pour chaque affaire par le président.

La commission délibère valablement dès que cinq membres au moins sont présents. Elle peut se diviser en deux ou plusieurs sous-commissions, qui délibèrent valablement, dès que trois membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, celle du président de la commission ou de la sous-commission est prépondérante.

Le secrétariat de la commission est assuré par le service des domaines.

ARTICLE 4. — Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (direction générale de l'urbanisme et de l'habitation), le Ministre des Finances (service des domaines) et le Ministre de l'Education Nationale (direction de l'architecture) mettent, à titre permanent ou temporaire, à la disposition du Président du Conseil, un ou plusieurs enquêteurs chargés d'éclairer la Commission centrale sur les affaires qui lui sont soumises.

Les administrations publiques ainsi que tous les organismes soumis au contrôle de la commission sont tenus de fournir aux enquêteurs les renseignements que ceux-ci estiment devoir leur demander et de faciliter par tous les moyens l'accomplissement de leur tâche. En cas d'inobservation de ces prescriptions, l'affaire faisant l'objet de l'enquête peut être rayée du rôle de la commission sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par le Président du Conseil, sur proposition de la commission. Le cas échéant, la commission centrale peut confier temporairement les fonctions d'enquêteur à l'un ou plusieurs de ses membres. Les enquêteurs autres que ces derniers prennent part aux délibérations de la commission avec voix consultative.

Les faits entraînés par l'accomplissement des missions confiées aux enquêteurs sont supportés par l'administration dont relève le fonctionnaire qui en a été chargé.

ARTICLE 5. — Dans tous les départements, à l'exception du département de la Seine, est instituée une commission comprenant :

Le Préfet, président, qui peut se faire représenter par le secrétaire général ou par un conseiller de préfecture.

Le Directeur départemental des domaines ou son représentant, vice-président.

Le Trésorier-Payeur Général ou son représentant.

L'Architecte des bâtiments de France.

Le Délégué départemental du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ainsi que le Chef du Service départemental de l'urbanisme et de l'habitation ;

Un Conseiller général désigné par le Conseil général ou, à défaut, par la commission départementale ;

Deux maires, celui du chef-lieu du département et un autre désigné par le Conseil général ou, à défaut, par la Commission départementale ;

Un représentant de la Chambre de commerce la plus importante du département ;

Un représentant du service intéressé ;

Un membre de la Commission centrale désigné par le président peut assister aux séances de la Commission départementale.

ARTICLE 6. — Pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées, les commissions départementales se conforment aux règles générales fixées par la Commission centrale. Elles lui adressent, dans les trois jours, un exemplaire du procès-verbal de chacune de leurs séances.

Les commissions départementales règlent elles-mêmes l'ordre de leurs travaux. Elles délibèrent valablement dès que cinq membres au moins sont présents. Elles peuvent constituer une ou deux sous-commissions qui délibèrent valablement, dès que trois membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, le président de la commission ou de la sous-commission a voix prépondérante.

Des rapporteurs peuvent être désignés par le président, ils sont habilités à effectuer sur place toutes enquêtes nécessaires.

Les commissions départementales fixent elles-mêmes les conditions de fonctionnement de leur secrétariat.

TITRE II

Des organismes soumis au contrôle.

ARTICLE 7. — Sont soumises au contrôle des commissions instituées par les articles précédents, les opérations visées aux articles ci-après et poursuivies par l'Etat, les départements et les communes, par les établissements publics et les offices de l'Etat, des départements et des communes, par les concessionnaires de services publics ou de travaux publics, par les services d'intérêt public, les entreprises publiques ou nationalisées, les sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat ou les collectivités susvisées détiennent la majorité des actions, par les caisses ou organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales et de mutualité sociale agricole, par les organismes de toute nature recevant le concours financier de l'Etat ou des collectivités locales et soumis, à ce titre, au contrôle permanent d'un contrôleur financier désigné par l'Etat ou par lesdites collectivités.

Les mêmes dispositions sont applicables aux opérations poursuivies par les sociétés, associations, entreprises ou organismes de toute nature qui se trouvent placés en droit ou en fait sous le contrôle des collectivités, services, établissements ou organismes susvisés ou qui agissent pour leur compte.

Toutefois, sont exemptées dudit contrôle les opérations immobilières poursuivies au profit des associations syndicales de remembrement ou au profit de sinistrés par application des articles 10 et 20 de la loi des 11 octobre 1940-12 juillet 1941.

TITRE III

De la compétence des organisations de contrôle et de la procédure.

CHAPITRE I^{er}. — *Commission centrale.*

ARTICLE 8. — Sont à la diligence des services intéressés, et, avant toute réalisation, obligatoirement soumis, pour avis, à la Commission centrale instituée à l'article 1^{er} du présent décret :

1° Les baux, accords amiables et conventions quelconques ayant pour objet la prise en location d'immeubles de toute nature ou de fonds de commerce d'un loyer annuel total, charges comprises, égal ou supérieur à 300.000 F, passés par les personnes visées à l'article 7 ci-dessus ;

2° Les acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers et de fonds de commerce, d'une valeur totale, égale ou supérieure à cinq millions de francs, poursuivies à l'amiable par les mêmes personnes, ainsi que les tranches d'acquisitions d'un montant inférieur, mais faisant partie d'une opération d'ensemble portant sur des immeubles, des droits immobiliers ou des fonds de commerce d'une valeur égale ou supérieure à cette somme ;

3° Les acquisitions d'immeubles et de droits immobiliers d'une valeur totale, égale ou supérieure à un million de francs, poursuivies par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique par les mêmes personnes, ainsi que les tranches d'acquisition d'un montant inférieur, mais faisant partie d'une opération d'ensemble portant sur des immeubles ou des droits immobiliers d'une valeur égale ou supérieure à cette somme.

En outre, la Commission centrale peut, à tout moment, soit d'office, soit à la demande des autorités de tutelle, soit à la demande des commissions départementales, examiner les projets de location et d'acquisition et évoquer toutes questions qui ressortiraient normalement de la compétence desdites commissions.

ARTICLE 9. — Dans le département de la Seine, la Commission centrale exerce directement les attributions dévolues par l'article 10 ci-après aux commissions départementales de contrôle des opérations immobilières.

CHAPITRE II. — *Commissions départementales.*

ARTICLE 10. — Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 8 ci-dessus, sont, à la diligence des services intéressés et avant toute réalisation, obligatoirement soumis aux commissions départementales, aux mêmes fins, dans les mêmes conditions de présentation :

1° Les baux, accords amiables et conventions quelconques ayant pour objet la prise en location d'immeubles de toute nature ou de fonds de commerce d'un loyer annuel total, charges incluses, compris entre 50.000 et 300.000 F, passés par les personnes visées à l'article 7 ci-dessus ;

2° Les acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers et de fonds de commerce d'une valeur totale comprise entre 500.000 et 5 millions de francs poursuivies à l'amiable par les mêmes personnes ainsi que les tranches d'acquisition d'un montant

inférieur, mais faisant partie d'une opération d'ensemble portant sur des immeubles, des droits immobiliers ou des fonds de commerce, d'une valeur comprise entre ces sommes ;

3° Les acquisitions d'immeubles ou de droits immobiliers d'une valeur totale comprise entre 250.000 et un million de francs poursuivies par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique par les mêmes personnes, ainsi que les tranches d'acquisition d'un montant inférieur, mais faisant partie d'une opération d'ensemble portant sur des immeubles ou des droits immobiliers d'une valeur comprise entre ces sommes ;

4° Les projets de location et d'acquisition devant entraîner des dépenses inférieures aux sommes visées aux trois alinéas précédents, sur demande des autorités de tutelle ou de contrôle, et chaque fois que le service des domaines aura émis des réserves sur les prix envisagés, en application des dispositions des articles 2 et 3 du décret du 5 juin 1940, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1942, et par l'article 22 du présent décret.

CHAPITRE III. — *Dispositions communes à la Commission centrale et aux commissions départementales.*

ARTICLE 11. — Les acquisitions et les prises en location projetées par les personnes visées à l'article 7 ci-dessus sont soumises aux dispositions du présent décret, même si elles correspondent à des opérations de placement.

ARTICLE 12. — Des arrêtés du Ministre des Finances et du Ministre intéressé, pris sur avis conforme de la Commission centrale, peuvent exclure certaines catégories d'opérations immobilières du champ d'application des articles 8 et 10 ci-dessus, ou instituer, à leur égard, des règles de procédure particulières.

ARTICLE 13. — Les chiffres fixant les compétences respectives des commissions créées aux articles 1^{er} et 5 ci-dessus peuvent être modifiés par arrêté du Ministre des Finances, sur proposition de la Commission centrale.

ARTICLE 14. — Les plans de regroupement des administrations publiques prévus à l'article 3 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947, complété par l'article 103 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, et visés à l'article 100 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948, seront établis :

- 1° Dans les villes chefs-lieux de départements ;
- 2° Dans les villes qui seront tenues d'avoir un projet d'aménagement en application de l'article 36 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 ;
- 3° Dans les autres villes dont la liste sera établie par la Commission centrale, sur proposition du Préfet, après avis de la Commission départementale de contrôle des opérations immobilières.

ARTICLE 15. — Les plans de regroupement des locaux occupés par les services publics, civils et militaires, ou d'intérêt public, sont établis, sous l'autorité du préfet, par le service de l'urbanisme et de l'habitation, en liaison avec le représentant départemental du service des domaines et, s'il y a lieu, avec le ou les architectes désignés par le Service des bâtiments civils.

Ils sont soumis, pour avis, à la Commission départementale, et sont ensuite transmis par le Préfet à la Commission centrale qui en saisit, avec ses propositions, le Président du Conseil des Ministres.

La Commission centrale a compétence pour toutes les questions d'implantation des services des administrations centrales et des services dépendant d'elles dans la

région parisienne, définie à l'article 47 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943. La Commission centrale peut alors s'adjoindre, avec voix consultative, les présidents des commissions instituées dans chacun des départements et parties de département compris dans la région parisienne, ainsi qu'un membre du comité d'aménagement de la région parisienne.

La Commission centrale est chargée, en outre, d'émettre les avis prévus à l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2715 du 2 novembre 1945, complétée par l'article 104 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, et par l'article 2 de la loi n° 48-1405 du 9 septembre 1948.

ARTICLE 16. — La Commission centrale et les commissions départementales de contrôle des opérations immobilières sont chargés, à titre permanent, de s'assurer des conditions dans lesquelles sont utilisés les immeubles du domaine public ou du domaine privé de l'Etat, affectés ou non, civils ou militaires, ainsi que ceux des établissements publics et offices administratifs de l'Etat, qu'il s'agisse d'immeubles leur appartenant ou d'immeubles pris à bail.

Elles exercent le même contrôle permanent à l'égard des immeubles appartenant aux autres personnes visées à l'article 7 ci-dessus, lorsque la demande leur en est présentée soit par le Ministre intéressé, soit par le Ministre des Finances, soit, en ce qui concerne les départements, les communes et leurs établissements publics, par l'autorité de tutelle.

En vue de permettre l'application de ces dispositions, les agents du service des domaines usent du droit de contrôle que leur confère l'article 22 du décret du 5 juin 1940, modifié par l'article 30 du présent décret.

ARTICLE 17. — Le service des domaines établira et communiquera à la Commission centrale et aux commissions départementales, en ce qui concerne leur circonscription, le relevé, par département et par service, des immeubles du domaine public et du domaine privé de l'Etat ainsi que des établissements publics et des offices administratifs de l'Etat.

Il dressera, aux mêmes fins, la liste des locations consenties et des réquisitions prononcées ou renouvelées au profit des services de l'Etat, et des mêmes établissements et offices.

Le service des domaines pourra également communiquer à la Commission centrale et aux commissions départementales les renseignements de même nature qu'il aura pu recueillir concernant les autres personnes visées à l'article 7.

Des arrêtés du Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme et du Ministre des Finances et des Affaires économiques détermineront les conditions d'application du présent article et notamment les dispositions qui permettront la tenue à jour des documents établis.

ARTICLE 18. — La Commission centrale proposera au Président du Conseil et aux Ministres intéressés et les commissions départementales proposeront aux Préfets les changements d'affectation, les aliénations, les mainlevées de réquisitions et les résiliations de baux ou de concessions de logements qui leur paraîtront opportuns.

ARTICLE 19. — Les dossiers des projets de location ou d'acquisition par voie amiable ou d'expropriation dont sont saisies la Commission centrale et les commissions départementales comportent obligatoirement l'indication de l'utilisation projetée et le programme des travaux de construction et d'aménagements à réaliser sur l'immeuble, dont la location ou l'acquisition est envisagée avec une estimation du montant de la dépense qu'entraîneront ces travaux.

Sur demande du Ministre intéressé ou du Ministre des Finances ou des autorités locales de tutelle, la Commission centrale et les commissions départementales peuvent également être appelées à examiner les conditions d'utilisation et les programmes

de travaux de construction et d'aménagements à réaliser sur des immeubles déjà loués ou acquis, à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

La Commission centrale est obligatoirement saisie de tout programme de construction et de travaux destinés à permettre le regroupement des services publics ou d'intérêt public intervenant dans le cadre des plans prévus aux articles 14 et 15 ci-dessus.

Les offices publics d'habitation à bon marché sont dispensés de fournir le programme de leurs travaux à l'appui de leurs demandes d'avis concernant leurs projets d'acquisition ou de location.

ARTICLE 20. — Les affaires sont transmises à la Commission centrale par le Ministre intéressé et aux commissions départementales par les Préfets.

Ces commissions ne doivent être saisies des projets de location, d'acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation, et des programmes de constructions et de travaux, qu'après consultation des administrations et des conseils dont l'avis est requis par la réglementation en vigueur. Ces avis doivent figurer aux dossiers.

ARTICLE 21. — Les affaires sont examinées par la Commission centrale et les commissions départementales, au point de vue tant de leur opportunité que de leur conformité aux plans de regroupement visés aux articles 14 et 15 ci-dessus.

ARTICLE 22. — Les dispositions des articles 1^{er}, 2, 3, 5, 6, 7, 9 et 10 du décret du 5 juin 1940 modifié par la loi du 1^{er} décembre 1942, sont applicables aux acquisitions ou locations d'immeubles, de droits immobiliers et de fonds de commerce projetées par les personnes visées à l'article 7.

Les sommes visées aux articles 2, premier alinéa, 3, premier alinéa, et 4 du décret du 5 juin 1940 précité sont respectivement portées à :

50.000 F, en ce qui concerne les baux, accords amiables et conventions quelconques ;

500.000 F, en ce qui concerne les acquisitions d'immeubles et de droits immobiliers, passées par voie amiable ;

250.000 F, en ce qui concerne les mêmes opérations poursuivies par la voie de l'expropriation ;

500.000 F, en ce qui concerne les projets de constructions immobilières.

Ces chiffres pourront être modifiés par arrêtés du Ministre des Finances.

TITRE IV

Sanctions, dispositions diverses et transitoires.

ARTICLE 23. — L'administration des domaines est seule habilitée à passer pour le compte des services publics de l'Etat, civils ou militaires, les actes d'acquisition et de location d'immeubles, de droits immobiliers et de fonds de commerce les intéressant.

Elle peut se faire assister, si elle le juge utile, par un représentant du ministère ou du service intéressé.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables :

1^o Aux acquisitions mettant en jeu la procédure de l'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsque l'indemnité doit être fixée par la commission d'évaluation ;

2° Aux acquisitions et aux locations poursuivies par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme pour les besoins de la reconstruction et du remembrement ;

3° Pendant une période de cinq ans à compter de la publication du présent décret, aux acquisitions et aux locations poursuivies par le Ministère de l'Intérieur pour les besoins des services de police.

Les actes passés par l'administration des domaines devront comporter en annexe, dans les cas où ils sont prévus par les textes en vigueur, l'autorisation ou l'avis favorable des commissions de contrôle des opérations immobilières ou, à défaut de cet avis favorable, la décision interministérielle visée à l'article 24 ci-dessous.

ARTICLE 24. — Il ne peut être passé outre à l'avis défavorable des commissions centrale et départementale de contrôle des opérations immobilières que par décision concertée du Ministre des Finances et du Ministre intéressé.

ARTICLE 25. — Les services et personnes visés à l'article 7 du présent décret doivent obligatoirement annexer aux actes d'acquisition ou de location conclus par eux, dans les cas où ils sont prévus par les textes en vigueur, l'autorisation ou l'avis favorable des commissions de contrôle ou, à défaut de cet avis favorable, la décision interministérielle prévue à l'article précédent.

ARTICLE 26. — Il est fait défense :

1° Aux contrôleurs d'Etat et aux fonctionnaires en tenant lieu auprès des entreprises publiques ou nationalisées des sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat ou les collectivités locales détiennent la majorité des actions et des organismes de toute nature, recevant le concours financier de l'Etat ou desdites collectivités, de donner leur accord aux projets d'opérations immobilières, locations, acquisitions ou constructions ne satisfaisant pas aux conditions fixées au présent décret ;

2° Aux contrôleurs des dépenses engagées de viser toutes pièces d'engagement de dépenses, toutes ordonnances de paiement ou de délégation, tous mandats afférents à des constructions, acquisitions ou locations dont les actes ne comportent pas, en annexe, lorsque la réglementation en vigueur l'exige, l'autorisation ou l'avis favorable des commissions de contrôle des opérations immobilières ou la décision interministérielle passant outre à leur avis défavorable, ou encore, lorsque les actes ont été conclus en violation des règles fixées à l'article 23 ci-dessus ;

3° Aux Inspecteurs et Receveurs Centraux de l'enregistrement d'accomplir la formalité de l'enregistrement à l'égard des actes d'acquisition ou de locations qui n'auraient pas été soumis préalablement au visa du Directeur des domaines compétent constatant que ces actes satisfont aux conditions fixées au présent décret ;

4° Aux comptables civils et militaires, d'effectuer le paiement des ordonnances de paiement, mandats et autres documents émis en règlement de prix de loyers, indemnités, intérêts et sommes quelconques dus en vertu d'engagement de dépenses de constructions ou d'actes d'acquisitions ou de locations présentant les mêmes vices.

Dans les cas où les pouvoirs conférés aux Contrôleurs visés aux alinéas 1^{er} et 2 ci-dessus ne leur permettent pas de s'opposer aux opérations envisagées en violation du présent décret, ils doivent les signaler immédiatement au Président de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières, sous le couvert du Ministre dont ils relèvent.

ARTICLE 27. — Les infractions aux règles relatives aux conditions dans lesquelles doivent être réalisées les opérations immobilières de toute nature feront l'objet de poursuites disciplinaires, sans préjudice, le cas échéant, des poursuites pénales.

La Cour des Comptes sera seule compétente pour connaître des infractions commises par les comptables à l'interdiction qui leur est faite à l'article 26 ci-dessus d'effectuer le règlement d'actes incomplètement justifiés.

ARTICLE 28. — La Commission centrale et les commissions départementales de contrôle des opérations immobilières, créées aux articles 1^{er} et 5 ci-dessus, rempliront les attributions antérieurement dévolues par l'article 100 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 aux commissions instituées par le décret du 2 novembre 1945.

ARTICLE 29. — Il est mis fin aux travaux de la Commission interministérielle instituée par l'article 49 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 auprès de la Présidence du Conseil pour dresser l'inventaire des immeubles affectés aux départements de la Défense nationale.

ARTICLE 30. — L'article 22 du décret du 5 juin 1940 est modifié comme suit :

« Art. 22. — Le service des domaines dispose d'un droit permanent de contrôle sur les conditions dans lesquelles sont entretenus et utilisés les immeubles du domaine public et du domaine privé de l'Etat, affectés ou non affectés, civils ou militaires, ainsi que les immeubles occupés, à un titre quelconque, par les différents services de l'Etat. A la demande des autorités de tutelle, il exerce le même droit à l'égard des immeubles des départements et des communes, de leurs établissements publics, des entreprises publiques ou nationalisées, des sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat ou les collectivités susvisées détiennent la majorité des actions, des caisses ou organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales et de mutualité sociale agricole, et des organismes de toute nature, recevant le concours financier de l'Etat ou des collectivités locales, qu'il s'agisse d'immeubles leur appartenant ou d'immeubles pris à bail.

« Pour l'accomplissement de cette mission, les agents des domaines, spécialement désignés dans chaque cas par le Directeur départemental peuvent demander la collaboration des représentants du service utilisateur des immeubles, pour la communication des documents intéressant la gestion de ceux-ci ».

ARTICLE 31. — Le premier alinéa de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 45-2715 du 2 novembre 1945, modifiée et complétée par l'article 109 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 et par l'article 104 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme est chargé, dans le cadre du projet d'aménagement de la région parisienne et du plan de regroupement des locaux occupés par les services publics de la région parisienne de l'exécution des opérations de regroupement décidées par le Gouvernement sur proposition de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières ».

ARTICLE 32. — Un décret, pris sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de la Défense nationale, pourra fixer les modalités particulières selon lesquelles sera exercé le contrôle institué par les articles précédents en ce qui concerne les opérations immobilières intéressant la défense nationale et présentant à ce titre un caractère confidentiel.

ARTICLE 33. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées, notamment :

Le décret du 20 septembre 1923 créant des commissions départementales dites « du domaine national ».

L'article 8 du décret du 5 juin 1940, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1942.

Le décret du 2 novembre 1945 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public.

ARTICLE 34. — Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre de la Défense nationale, le Ministre de l'Education nationale, le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, le Ministre de la Recons-

truction et de l'Urbanisme et le Secrétaire d'Etat aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française et entrera en vigueur un mois après la date de sa publication.

Fait à Paris, le 28 août 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Ministre de l'Intérieur,

JULES MOCH.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

MAURICE-PETSCHE.

Le Ministre de la Défense nationale,

PAUL RAMADIER.

Le Ministre de l'Education nationale,

YVON DELBOS.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

DANIEL MAYER.

Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme,

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,

EDGAR FAURE.

N. B. — Les sommes visées aux articles 8, 10 et 22 ont été modifiées en dernier lieu par arrêté ministériel du 6 juillet 1956 (*J. O.* du 11 juillet 1956, page 6429 ; rectific. *J. O.* du 21 juillet, page 6754).

L'article 3 du même arrêté précise les limites de compétence de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières lorsque cet organisme intervient dans les conditions prévues à l'article 9 du décret.

**DECRET N° 49-1313 du 27 SEPTEMBRE 1949 RELATIF A L'AFFECTATION
DES IMMEUBLES DOMANIAUX OU DETENUS EN JOUISSANCE
OU A UN TITRE QUELCONQUE PAR L'ETAT**

(Journal officiel du 30 septembre, page 9694.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques,

Vu l'article 37 de la loi du 31 janvier 1944 ;

Vu la loi du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier ;

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public et au regroupement des services administratifs ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — L'affectation est l'acte en vertu duquel un immeuble dépendant du domaine privé de l'Etat ou détenu en jouissance, à un titre quelconque, par l'Etat, est mis à la disposition d'un département ministériel pour lui permettre d'assurer le fonctionnement du service public dont il a la charge.

Ne sont pas soumis aux règles édictées dans le présent décret les immeubles que l'Etat gère pour le compte de tiers ou qui dépendent de patrimoines séquestrés ou en liquidation.

Les règles de l'affectation sont applicables aux administrations de l'Etat et aux établissements publics nationaux, à l'exception de ceux de ces établissements qui ont un caractère industriel ou commercial et avec lesquels l'Etat traite, en cette matière, dans les conditions du droit commun. La présente disposition ne met pas obstacle à l'attribution par des textes spéciaux, et à titre de dotation, d'immeubles domaniaux, aux établissements publics nationaux de toute nature.

ARTICLE 2. — L'affectation est définitive ou provisoire. La demande d'affectation, dûment motivée et accompagnée d'un projet de décret ou d'arrêté, suivant les cas visés ci-après, est adressée au Ministre des Finances (service des Domaines), qui est chargé de procéder à son instruction et qui doit recueillir, à ce sujet, l'avis de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public.

Le dossier transmis à la commission doit comprendre l'indication de l'utilisation projetée et, le cas échéant, le programme des travaux de construction et d'aménagement envisagé par le service qui demande à bénéficier de l'affectation, ainsi qu'une estimation du montant de la dépense qu'entraîneront ces travaux.

ARTICLE 3. — L'affectation définitive est prononcée par décret, pris sous le contreseing du Ministre des Finances et du Ministre sous l'autorité duquel se trouve placé le service qui est appelé à en bénéficier.

Ce décret mentionne l'adhésion du Ministre qui se dessaisit de l'immeuble ou, le cas échéant, la décision du Président du Conseil visée à l'article 9 ci-dessous.

Il précise d'une manière détaillée le ou les services à l'usage desquels l'immeuble est destiné et l'utilisation qui sera faite de cet immeuble.

ARTICLE 4. — L'affectation provisoire d'un immeuble temporairement inutile à un département ministériel est prononcée par arrêté pris par le Ministre qui demande l'affectation et par le Ministre des Finances. Cet arrêté mentionne l'adhésion du Ministre qui se dessaisit de l'immeuble ou, le cas échéant, la décision du Président du Conseil visée à l'article 9 ci-dessous.

ARTICLE 5. — La remise effective d'un immeuble au nouveau service affectataire est constatée par un procès-verbal dressé contradictoirement entre le représentant de ce service et celui du service détenteur, avec le concours d'un représentant de l'administration des domaines.

ARTICLE 6. — Les transformations apportées au sein d'un même département ministériel à l'utilisation ou à la gestion d'un immeuble domanial font l'objet d'un arrêté concerté du Ministre intéressé et du Ministre des Finances.

ARTICLE 7. — Les arrêtés prévus aux articles 4 et 6 ci-dessus doivent préciser d'une manière détaillée le ou les services à l'usage desquels l'immeuble est destiné et l'utilisation nouvelle qui sera faite de cet immeuble.

ARTICLE 8. — En cas de désaccord entre départements ministériels au sujet de l'affectation d'un immeuble, le département attributaire est désigné par le Président du Conseil des Ministres, après avis de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public.

ARTICLE 9. — Les décrets et arrêtés pris en exécution du présent décret sont publiés au *Journal officiel*, sauf si leurs dispositions intéressent la Défense nationale.

ARTICLE 10. — L'affectation est gratuite. Il est fait exception, toutefois, à cette règle, lorsque les services ou établissements qui détiennent ou auxquels doivent être remis les immeubles à affecter sont dotés de l'autonomie financière. Dans ce cas, l'acte d'affectation mentionne l'indemnité déterminée par le Ministre des Finances qui est mise à la charge du service bénéficiaire de l'affectation et qui est égale à la valeur vénale ou à la valeur locative de l'immeuble, suivant qu'il s'agit d'une affectation définitive ou provisoire. L'indemnité est encaissée au profit du budget autonome ou du budget général, suivant que le service dessaisi est ou non doté de l'autonomie financière.

ARTICLE 11. — Lorsqu'un immeuble domanial devient inutile au service auquel il est affecté, il doit être remis à l'administration des domaines. Cette remise est constatée par un procès-verbal.

ARTICLE 12. — Sont abrogées les dispositions législatives ou réglementaires codifiées dans le présent décret, et notamment l'ordonnance du 14 juin 1833, le décret du 8 janvier 1929, modifié par l'article 23 du décret du 5 juin 1940, et l'article 37 de la loi du 28 décembre 1895.

Sont abrogées également toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

ARTICLE 13. — Le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Secrétaire d'Etat aux Finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,
EDGAR FAURE.

N. B. — Décret modifié par le décret n° 53-1094 du 5 novembre 1953 (*J. O.* du 10 novembre 1953, page 10111).

**DECRET N° 50-443 DU 19 AVRIL 1950 PORTANT APPLICATION
DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 32 DU DECRET N° 49-1209 DU 28 AOUT 1949
RELATIF AU CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES POURSUIVIES
PAR LES SERVICES PUBLICS OU D'INTERET PUBLIC
ET AU REGROUPEMENT DES SERVICES ADMINISTRATIFS, ET MODIFIANT
L'ARTICLE 22 DU DECRET DU 5 JUIN 1940
RELATIF AU DOMAINE IMMOBILIER DE L'ETAT**

(Journal officiel du 20 avril, page 4163.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre de la Défense nationale et du Secrétaire d'Etat aux Finances,

Vu la loi du 10 juillet 1791 sur la conservation et le classement des places de guerre et postes militaires, sur les rapports du pouvoir civil avec l'autorité militaire dans les places, sur la conservation et la manutention des établissements et bâtiments, sur le logement des troupes et sur l'administration des travaux et la police des fortifications, modifiée par la loi du 8 avril 1936 ;

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public et au regroupement des services administratifs et modifiant l'article 22 du décret du 5 juin 1940 relatif au domaine immobilier de l'Etat, et notamment l'article 32,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Les modalités particulières de contrôle des opérations immobilières intéressant la Défense nationale et présentant, à ce titre, un caractère confidentiel sont déterminées par le présent décret.

ARTICLE 2. — Dans le cadre du décret n° 49-1209 du 28 août 1949, relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public, il est institué auprès du Président du Conseil une commission restreinte unique de contrôle qui comprend quatre membres :

Le Président ou, à défaut, le Vice-Président de la Commission centrale instituée par le décret n° 49-1209 du 28 août 1949, président ;

Le Secrétaire général permanent de la Défense nationale ou, à défaut, le Secrétaire général adjoint ;

Le Chef du service des domaines ou, à défaut, l'Administrateur, Chef de division, chargé du domaine ;

Un représentant militaire du Ministre de la Défense nationale.

ARTICLE 3. — Le caractère confidentiel d'une opération immobilière intéressant la Défense nationale résulte d'une décision du Ministre de la Défense nationale ou du Secrétaire d'Etat aux Forces armées intéressé.

ARTICLE 4. — Pour les opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public relevant du Ministre de la Défense nationale et présentant, à ce titre, un caractère confidentiel, les attributions dévolues à la Commission centrale et aux commissions départementales de contrôle des opérations immobilières instituées par le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 sont exercées par la commission prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5. — Le rapport est établi par le service intéressé qui est admis à présenter des observations orales complémentaires.

La commission peut également recueillir l'avis de toute personne qualifiée en raison de sa compétence ou de ses fonctions. Ces personnes sont convoquées par les soins du président.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La commission restreinte fixe elle-même les conditions de fonctionnement de son secrétariat.

ARTICLE 6. — Les opérations de la compétence de la commission restreinte donnent lieu au préalable au seul avis du service des domaines prévu par le décret du 5 juin 1940.

ARTICLE 7. — En cas d'urgence invoquée par l'administration militaire, le Service des domaines devra accorder une priorité aux actes d'acquisition et de location d'immeubles ou de droits immobiliers intéressant la Défense nationale que les agents de l'administration des domaines pourront être appelés à passer pour le compte des services publics militaires en application des dispositions de l'article 23 du décret n° 49-1209 du 28 août 1949.

ARTICLE 8. — Le contrôle prévu par l'article 22 du décret du 5 juin 1940, modifié par l'article 30 du décret n° 49-1209 du 28 août 1949, de l'entretien et de l'utilisation des installations immobilières de la Défense nationale présentant un caractère confidentiel est exercé par la commission restreinte de contrôle, soit directement, soit par l'intermédiaire du Service des domaines dans les conditions suivantes :

Des missions de contrôle ne pourront être confiées qu'aux agents du Service des domaines qui figureront sur une liste dressée par le Ministre des Finances et à laquelle le Ministre de la Défense nationale aura donné son agrément.

Les contrôles seront exercés à l'initiative du Président de la commission restreinte, et il lui en sera exclusivement rendu compte.

Les agents du Service des domaines ne pourront, à l'occasion de ces contrôles, formuler des observations ou des propositions relatives à des questions touchant à la Défense nationale ou à des attributions d'ordre technique dévolues aux services utilisateurs.

ARTICLE 9. — Les membres de la commission restreinte et toute personne consultée à l'occasion de l'examen d'une affaire confidentielle, notamment les agents des domaines désignés en application de l'article 8 ci-dessus, sont tenus au secret.

Toute infraction à la règle édictée par le présent article sera, sans préjudice des sanctions disciplinaires, justiciable des dispositions du Code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

ARTICLE 10. — En cas de désaccord entre le Ministre de la Défense nationale et la commission restreinte, tant en ce qui concerne le caractère confidentiel d'une opération, que ses aspects financiers ou techniques, l'affaire est portée, sans délai, devant le Président du Conseil des Ministres, qui statue.

ARTICLE 11. — Le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Secrétaire d'Etat aux Finances, le Ministre de la Défense nationale et les Secrétaires d'Etat aux Forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 avril 1950.

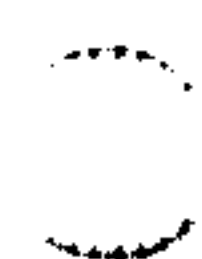
GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Ministre de la Défense nationale,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,
EDGAR FAURE.



LOI N° 50-928 DU 8 AOUT 1950
RELATIVE AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES CIVILS
POUR L'EXERCICE 1950
ET A DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE FINANCIER

(*Journal officiel* du 12 août, page 8471.)

L'Assemblée Nationale et le Conseil de la République ont délibéré,
L'Assemblée Nationale a adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

.....

TITRE III

Dispositions relatives au personnel.

.....

ARTICLE 51. — Il est fait défense aux conservateurs des hypothèques de transcrire les actes d'acquisition d'immeubles souscrits pour le compte de l'Etat, des collectivités ou des organismes visés à l'article 7 du décret n° 49-1209 du 28 août 1949, lorsque ces actes n'auront pas été soumis préalablement au visa du Directeur des domaines compétent, constatant qu'ils satisfont aux conditions fixées par le décret susvisé.

.....

TITRE V

Dispositions diverses.

.....

ARTICLE 94. —

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 8 août 1950.

VINCENT AURIOL

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil des Ministres,

R. PLEVEN

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

MAURICE-PETSCHÉ

Le Ministre du Budget,

EDGAR FAURE

3

C

**DECRET N° 51-164 DU 10 FEVRIER 1951 PORTANT REGLEMENT
D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR L'APPLICATION DE L'ORDONNANCE
N° 45-1919 DU 28 AOUT 1945 RELATIVE AUX AUGMENTATIONS
OU DIMINUTIONS DE VALEUR APPORTEES AUX IMMEUBLES REQUISITIONNES
A LA SUITE DE TRAVAUX EXECUTES PAR L'ETAT**

(Journal officiel du 17 février, page 1651.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre de la Défense nationale, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre du Budget, du Ministre de l'Industrie et du Commerce et du Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 45-1919 du 28 août 1945, relative aux augmentations ou diminutions de valeur apportées aux immeubles réquisitionnés, à la suite de travaux exécutés par l'Etat, notamment l'article 4 ainsi conçu : « Des règlements d'administration publique détermineront, s'il y a lieu, les mesures propres à assurer l'exécution de la présente ordonnance » ;

Vu la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relative à diverses dispositions d'ordre financier, notamment l'article 100 ;

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public ou au regroupement des services administratifs et modifiant l'article 22 du décret du 5 juin 1940 relatif au domaine immobilier de l'Etat ;

Vu le décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance à un titre quelconque par l'Etat ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

TITRE I^{er}

Dispositions générales.

ARTICLE 1^{er}. — Les dispositions du présent règlement sont applicables dans le cadre de la loi du 11 juillet 1938, complétée par l'ordonnance du 28 août 1945 :

1° Aux réquisitions d'usage d'immeubles prononcées par les différents départements ministériels pour les besoins des administrations publiques, ou au profit de tiers occupant dans l'intérêt de l'Etat ;

2° Aux occupations ayant fait l'objet, sous une dénomination quelconque, d'accords amiables de location verbaux ou écrits, passés depuis le 25 août 1939.

Elles visent uniquement les biens ayant un caractère immobilier.

ARTICLE 2. — Les administrations publiques bénéficiaires des réquisitions ou des locations ont la faculté d'enlever les installations amovibles ou fixes réalisées par elles, sous réserve de payer, aux prestataires, une indemnité représentative des dégradations entraînées par l'enlèvement desdites installations.

Cette indemnité est calculée, le cas échéant, selon les prescriptions de la loi du 11 juillet 1938 et des textes subséquents.

ARTICLE 3. — Dès que la levée de la réquisition est prononcée ou que l'occupation est terminée, l'autorité occupante fait procéder, dans le plus court délai, à l'établissement d'un état des lieux, en présence du prestataire ou d'un représentant mandaté par lui, ou, à défaut, d'un représentant de la municipalité, conformément aux articles 29, 33 et 36 du décret du 28 novembre 1938.

Cet état des lieux comporte, d'une part, la description précise des dégâts ou dégradations imputables aux services occupants, d'autre part, le relevé détaillé des travaux d'amélioration exécutés par eux.

ARTICLE 4. — Dans le cas où le prestataire est locataire de l'immeuble, l'état des lieux se rapportant aux travaux d'amélioration est établi en sa présence ainsi qu'en présence du propriétaire ou de leur représentant.

Les usufruitiers ou les titulaires d'un droit d'usage ou d'habitation, s'il en existe, doivent également assister par eux-mêmes ou par représentant à l'établissement des états des lieux.

TITRE II

Travaux ayant entraîné une diminution ou une augmentation de la valeur vénale des immeubles.

ARTICLE 5. — Dans le cas où le prestataire étant locataire de l'immeuble, une clause du bail met à sa charge des travaux de gros entretien, le locataire est substitué au propriétaire pour le remboursement des dépenses effectuées par l'Etat en son lieu et place, conformément aux dispositions de l'article 23 *series* de la loi du 11 juillet 1938 complétée par l'ordonnance du 28 août 1945.

ARTICLE 6. — Doivent être considérés comme ayant apporté une moins-value aux immeubles réquisitionnés ou loués, les travaux tels que : constructions, aménagements ou transformations effectués par l'Etat ou par un tiers occupant dans l'intérêt de l'Etat, dont l'exécution se traduit par une diminution de la valeur vénale desdits immeubles ou par une diminution de leur revenu.

ARTICLE 7. — Doivent être considérés comme ayant apporté une plus-value aux immeubles réquisitionnés ou loués, les travaux tels que : constructions, améliorations, embellissements, aménagements effectués par l'Etat, qui procurent une augmentation de la valeur vénale desdits immeubles ou une augmentation de leur revenu.

ARTICLE 8. — Le recouvrement amiable de la créance de l'Etat au titre de la plus-value définitivement fixée, soit par accord amiable, soit par décision de l'autorité intéressée après avis de la commission d'évaluation, soit par décision judiciaire, est poursuivi par les soins exclusifs de l'autorité chargée du règlement de l'occupation suivant la procédure des ordres de reversement.

Cette autorité a la charge de l'inscription du privilège reconnu à l'Etat.

Les poursuites sont exercées dans les conditions prévues par la loi du 13 avril 1898, article 54, ou par la loi du 13 mars 1942, article 2.

TITRE III

Reprise des immeubles par l'Etat.

ARTICLE 9. — Le propriétaire qui désire opter pour la vente de son immeuble dans les conditions prévues à l'article 23 *quater* de la loi du 11 juillet 1938, complétée par l'ordonnance du 28 août 1945, doit adresser son option à l'autorité requérante ; celle-ci doit en aviser sans délai le Ministre des Finances en lui faisant connaître si elle a ou non l'utilisation de l'immeuble.

Copie de cette communication est adressée, en même temps, au Préfet du département de la situation de l'immeuble. Le Préfet doit, dans le délai de quinze jours, transmettre au Ministre des Finances son avis motivé sur la suite qu'il convient de donner à l'opération en indiquant, dans le cas où il serait favorable à l'acquisition, l'affectation qu'il conviendrait de donner à l'immeuble.

La Commission centrale de contrôle des opérations immobilières, ou la Commission départementale, compétente, en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, est appelée à se prononcer sur le vu du dossier comprenant notamment l'avis du Préfet.

ARTICLE 10. — Si, après avis de la Commission de contrôle, conformément au huitième alinéa de l'article 23 *quater* de la loi modifiée le 11 juillet 1938, le Ministre des Finances s'oppose à l'acquisition, il informe l'autorité compétente chargée de notifier au prestataire la décision prise. Dans ce cas, le prestataire est informé du montant de la créance à récupérer à son encontre, montant réduit au maximum à 50 % de la valeur vénale de l'immeuble au jour de la restitution, terrain non compris s'il s'agit d'un immeuble bâti, compte non tenu des travaux exécutés.

ARTICLE 11. — Dans le cas où l'acquisition est régulièrement autorisée, elle est poursuivie par l'autorité dont dépend le service affectataire de l'immeuble.

ARTICLE 12. — Dans le cas où le propriétaire fait connaître qu'il entend opter pour la vente de son immeuble dans les conditions prévues à l'article 23 *quinquies* de la loi du 11 juillet 1938 susvisée, l'Etat n'est pas en droit de refuser l'acquisition de celui-ci.

L'autorité requérante qui reçoit cette option est tenue aux communications prévues à l'article 9 ci-dessus.

Le Préfet et celle des Commissions de contrôle des opérations immobilières compétente sur l'avis visé à l'article 9 précédent se prononcent uniquement sur l'affectation qu'il convient de donner à l'immeuble.

Si l'immeuble ne peut être affecté à aucun service public, son acquisition est poursuivie à la diligence du Service des domaines, en vue de son incorporation au domaine privé, non affecté, de l'Etat.

TITRE IV

Dispositions diverses.

ARTICLE 13. — Le précédent décret est applicable aux travaux exécutés dans les immeubles des entreprises réquisitionnées, ou louées en tant que telles, par les services publics en vue d'en assurer l'exploitation par les propres moyens.

ARTICLE 14. — Le Ministre de la Défense nationale, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre du Budget, le Ministre de l'Industrie et du Commerce et le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 février 1951.

R. PLEVEN

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Ministre de la Défense nationale,

JULES MOCH

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

RENÉ MAYER

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

MAURICE PETSCHÉ

Le Ministre du Budget,

EDGAR FAURE

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

JEAN-MARIE LOUVEL

Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme,

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT

**DECRET N° 53-1094 DU 5 NOVEMBRE 1953 MODIFIANT LE DECRET N° 49-1313
DU 27 SEPTEMBRE 1949 RELATIF A L'AFFECTATION
DES IMMEUBLES DOMANIAUX OU DETENUS EN JOUISSANCE
OU A TITRE QUELCONQUE PAR L'ETAT**

(Journal officiel du 10 novembre, page 10111.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Vice-Président du Conseil des Ministres, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Secrétaire d'Etat au Budget,

Vu la loi du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier ;

Vu l'article 37 de la loi du 31 janvier 1944 ;

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949, relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public et au regroupement des services administratifs ;

Vu le décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance à un titre quelconque par l'Etat ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Les articles 2, 3, 7 et 9 du décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 2. — L'affectation est définitive ou provisoire. L'affectation est provisoire lorsqu'elle concerne un immeuble temporairement inutile à un département ministériel. La demande d'affectation dûment motivée et accompagnée d'un projet d'arrêté est adressée au Ministre des Finances (Service des domaines), qui est chargé de procéder à son instruction et qui doit recueillir à ce sujet l'avis de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public.

« Le dossier transmis à la commission doit comprendre l'indication de l'utilisation projetée et, le cas échéant, le programme des travaux de construction et d'aménagement envisagé par le service qui demande à bénéficier de l'affectation, ainsi qu'une estimation du montant de la dépense qu'entraîneront ces travaux.

« Art. 3. — L'affectation définitive ou provisoire est prononcée par arrêté conjoint du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre sous l'autorité duquel se trouve placé le service qui est appelé à en bénéficier.

« Cet arrêté mentionne l'adhésion du Ministre qui se dessaisit de l'immeuble ou, le cas échéant, la décision du Président du Conseil visée à l'article 8 ci-dessous.

« Il précise d'une manière détaillée le ou les services à l'usage desquels l'immeuble est destiné et l'utilisation qui sera faite de cet immeuble. »

« Art. 7. — Les arrêtés prévus à l'article 6 ci-dessus doivent préciser d'une manière détaillée le ou les services à l'usage desquels l'immeuble est destiné et l'utilisation nouvelle qui sera faite de cet immeuble. »

« Art. 9. — Les arrêtés, pris en exécution du présent décret, sont publiés au *Journal officiel*, sauf si leurs dispositions intéressent la Défense nationale. »

ARTICLE 2. — Les dispositions de l'article 4 du décret susvisé du 27 septembre 1949 sont abrogées.

ARTICLE 3. — Le Vice-Président du Conseil des Ministres, le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Secrétaire d'Etat au Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Vice-Président du Conseil des Ministres,

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

EDGAR FAURE.

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

HENRI ULVER.

**ARRETE INTERMINISTERIEL DU 11 FEVRIER 1955 RELATIF A L'EXEMPTION
DU CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES EN FAVEUR
DES ACQUISITIONS DE DROITS A INDEMNITES DE DOMMAGES DE GUERRE
ET DES OPERATIONS IMMOBILIERES POURSUIVIES PAR LES DEPARTEMENTS,
LES COMMUNES ET LES ETABLISSEMENTS PUBLICS
DEPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX**

(Journal officiel du 23 février, page 2055.)

**LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, LE MINISTRE DU LOGEMENT
ET DE LA RECONSTRUCTION ET LE SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES
ET AUX AFFAIRES ECONOMIQUES,**

Vu le décret du 5 juin 1940 complétant la législation applicable au domaine immobilier de l'Etat, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1942 ;
Vu le décret n° 45-1370 du 21 juin 1945 relatif aux projets de reconstruction et d'aménagement des communes sinistrées, modifié par le décret n° 46-514 du 23 mars 1946 ;
Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public, et notamment l'article 12 ;
Vu l'arrêté du 4 octobre 1950 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les départements, communes, établissements publics et offices des départements et des communes ;
Vu le Code de l'urbanisme et de l'habitation ;
Vu l'avis conforme émis par la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières dans sa séance du 1^{er} décembre 1954,

ARRETENT :

ARTICLE 1^{er}. — Sont exemptées du contrôle prévu à l'article 7 du décret n° 49-1209 du 28 août 1949 :

1° Les acquisitions de droits à indemnités de dommages de guerre ;

2° Sous réserve que le coût des opérations envisagées n'excède pas l'évaluation effectuée par le Service des domaines en application des dispositions du décret du 5 juin 1940 modifié par la loi du 1^{er} décembre 1942 et par l'article 22 du décret du 28 août 1949 susvisé, les opérations immobilières suivantes, lorsqu'elles sont poursuivies par les départements, les communes et les établissements publics départementaux et communaux :

- a) Opérations dont la réalisation n'est subordonnée qu'à l'intervention d'une délibération non soumise à l'approbation prise par le Conseil général, la Commission départementale, ou le Conseil municipal ;
- b) Acquisitions et locations qui doivent être réalisées entre les personnes morales susvisées ;
- c) Acquisitions d'immeubles non bâtis poursuivies soit en vue de la construction de logements, soit en vue de la création de lotissements ou de groupes d'habitations, lorsqu'il résulte d'un certificat du Directeur des services départementaux du Ministère du Logement et de la Reconstruction que ces immeubles répondent à la destination envisagée ;

d) Opérations immobilières expressément prévues :

Par les projets d'aménagement communaux ou intercommunaux ;

Par les projets de reconstruction et d'aménagement ;

Par les plans d'alignement,

lorsque ces projets et plans ont été approuvés conformément aux dispositions en vigueur.

ARTICLE 2. — Le Directeur de l'administration départementale et communale, le Directeur général de l'aménagement du territoire, le Directeur du budget et le Chef du service des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 février 1955.

Le Ministre de l'Intérieur,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur,

RENÉ PAIRA.

Le Ministre du Logement et de la Reconstruction,

MAURICE LEMAIRE.

Le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques,

GILBERT-JULES.

**ARRETE MINISTERIEL DU 2 AOUT 1955 RELATIF AU CONTROLE
DES ACQUISITIONS, REALISEES PAR L'ETAT, D'IMMEUBLES CONSTRUITS
OU REPARES A L'AIDE DES PRETS PREVUS PAR LES LOIS N° 46-2389
DU 28 OCTOBRE 1946 ET N° 50-854 DU 21 JUILLET 1950
ET MIS EN ADJUDICATION PUBLIQUE APRES SAISIE**

(Journal officiel du 18 août, page 8280.)

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES ET AUX AFFAIRES ECONOMIQUES,

Vu l'article 12 du décret du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public et au regroupement des services administratifs, et modifiant l'article 22 du décret du 5 juin 1940 relatif au domaine immobilier de l'Etat ;

Vu l'avis conforme émis par la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières dans sa séance du 12 juillet 1955,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Sont dispensées du contrôle institué par les articles 8 à 10 du décret n° 49-2109 du 28 août 1949 les acquisitions réalisées par l'Etat, d'immeubles affectés à la garantie de prêts consentis par le Crédit Foncier de France ou le Sous-Comptoir des Entrepreneurs en application des dispositions de l'article 44 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ou de l'article 39 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 sur les investissements et les prêts à la construction, lorsque ces immeubles ont été mis en vente aux enchères, après saisie, et que l'Etat en a été déclaré adjudicataire.

ARTICLE 2. — Le Chef du Service des domaines est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 août 1955.

GILBERT-JULES.

C

C

C

**ARRETE INTERMINISTERIEL DU 26 AOUT 1955 RELATIF A L'EXEMPTION
DU CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES POUR CERTAINES
ACQUISITIONS IMMOBILIERES**

(Journal officiel du 4 septembre, p. 8850.)

**LE MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,**

**Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières
poursuivies par les services publics ou d'intérêt public, notamment l'article 12 ;**

**Vu l'avis conforme émis par la Commission centrale de contrôle des opérations immo-
bilières dans sa séance du 12 juillet 1955,**

ARRESENT :

ARTICLE 1^{er}. — Sont exemptées du contrôle prévu à l'article 7 du décret n° 49-1209 du 28 août 1949 les acquisitions immobilières nécessaires à l'exécution des travaux inscrits, pour l'amélioration du réseau routier national, au programme du Fonds spécial d'investissement routier, lorsque l'avis de la Commission d'enquête ou du Commissaire enquêteur émis dans les formes prévues par le décret du 2 mai 1936 est favorable, qu'aucune opposition n'a été formulée avant la déclaration d'utilité publique par les divers services de l'Etat intéressés et que l'accord est réalisé entre le service acquéreur et l'Administration des domaines en ce qui concerne le montant desdites acquisitions.

ARTICLE 2. — Pour permettre, le cas échéant, l'application des mesures prévues par l'article 26 du décret n° 49-1209 du 28 août 1949, les contrats constatant les acquisitions visées au dernier alinéa de l'article 7 dudit décret doivent contenir la mention expresse que ces opérations sont réalisées au titre de la tranche nationale du Fonds spécial d'investissement routier et que les autres conditions prévues audit alinéa sont dûment remplies.

Fait à Paris, le 26 août 1955.

Le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme,
EDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.



**ARRETE MINISTERIEL DU 6 JUILLET 1956 RELATIF AUX LIMITES
DE COMPETENCE DE LA COMMISSION CENTRALE ET DES COMMISSIONS
DEPARTEMENTALES DE CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES**

*(Journal officiel du 11 juillet, page 6429 ; rectific. Journal officiel
du 21 juillet, page 6754.)*

LE SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET,

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949, et notamment ses articles 8, 9, 10, 13 et 22 ;

Vu l'arrêté du 8 avril 1953 relatif aux limites de compétence de la Commission centrale et des Commissions départementales de contrôle des opérations immobilières ;

Sur la proposition formulée le 20 juin 1956 par la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Pour les opérations poursuivies dans les départements autres que la Seine, les limites de compétence de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières, fixées par l'article 8 du décret n° 49-1209 du 28 août 1949, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 avril 1953, sont portées aux chiffres suivants :

Article 8 (1°) : 1.500.001 F au lieu de 750.000 F.

Article 8 (2°) : 15.000.001 F au lieu de 10 millions de francs.

Article 8 (3°) : 15.000.001 F au lieu de 3 millions de francs.

ARTICLE 2. — Pour les opérations poursuivies dans les départements autres que la Seine, les limites de compétence des Commissions départementales de contrôle des opérations immobilières, fixées par l'article 10 du même décret, modifié par l'article 2 de l'arrêté du 8 avril 1953, sont majorées comme suit :

Article 10 (1°) : Substituer « entre 300.000 F et 1.500.000 F » à « entre 150.000 et 750.000 F ».

Article 10 (2°) : Substituer « entre 3 millions de francs et 15 millions de francs » à « entre 750.000 F et 10 millions de francs ».

Article 10 (3°) : Substituer « entre 3 millions de francs et 15 millions de francs » à « entre 500.000 F et 3 millions de francs ».

ARTICLE 3. — En ce qui concerne le département de la Seine, la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières doit, à la diligence des services intéressés, être obligatoirement saisie, avant leur réalisation :

1° Des opérations visées par l'article 8 (1°) du décret précité du 28 août 1949 lorsque le loyer annuel total, charges comprises, est supérieur à 600.000 F ;

2° Des opérations visées par l'article 8 (2° et 3°) dudit décret portant sur des biens d'une valeur supérieure à 10 millions de francs.

ARTICLE 4. — Les sommes visées à l'article 22 du même décret, modifié par l'article 3 de l'arrêté précité du 8 avril 1953, sont portées :

De 150.000 F à 300.000 F en ce qui concerne les baux, accords amiables et conventions quelconques ;

De 750.000 F à 3 millions de francs en ce qui concerne les acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers et de fonds de commerce passées par voie amiable ;

De 500.000 F à 3 millions de francs en ce qui concerne les mêmes opérations poursuivies par la voie de l'expropriation ;

De 1 million de francs à 3 millions de francs en ce qui concerne les projets de constructions immobilières.

ARTICLE 5. — Les dispositions du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, prendront effet du 1^{er} août 1956.

Fait à Paris, le 6 juillet 1956.

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,
RENÉ LARRE.

**DECRET N° 57-526 DU 19 AVRIL 1957 FIXANT LES MODALITES
DE FONCTIONNEMENT DU FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

(Journal officiel du 25 avril, page 4300.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre des Affaires économiques et Financières, du Ministre de l'Intérieur, du Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement et du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu la loi du 10 août 1871 relative aux Conseils généraux, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'article 11 de la loi du 1^{er} décembre 1942 complétant et modifiant le décret du 5 juin 1940 relatif au domaine immobilier de l'Etat ;

Vu le décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance ou à un titre quelconque par l'Etat, modifié par le décret n° 53-1094 du 5 novembre 1953 ;

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public ;

Vu le Code de l'urbanisme et de l'habitation, notamment ses articles 78-1, 79-1, 80, 81, 81-1, 81-2 et 81-3 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Le Fonds national d'aménagement du territoire a pour objet de faciliter l'aménagement du territoire et la réalisation de toutes opérations d'urbanisme.

Les ressources du Fonds peuvent être utilisées, dans les conditions fixées aux articles ci-après, en vue de faciliter la localisation d'entreprises industrielles et l'aménagement de zones d'habitation, conformément aux prévisions des projets d'aménagement communaux ou intercommunaux approuvés ou pris en considération ou, à défaut de tels projets, dans les zones spécialement déterminées par arrêtés conjoints du Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement et du Ministre de l'Intérieur après avis du Comité d'urbanisme.

TITRE I^{er}

Des avances.

ARTICLE 2. — Les avances du Fonds national d'aménagement du territoire prévues à l'article 80 du Code de l'urbanisme et de l'habitation sont octroyées par un comité de gestion de trois membres composé des représentants du Ministre des Finances, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement.

ARTICLE 3. — Le taux d'intérêt des avances est compris entre les limites fixées par un arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement.

Le délai de remboursement des avances ne peut excéder deux ans. Il peut être prolongé pour une durée égale par décision du Comité de gestion prévu à l'article précédent.

ARTICLE 4. — Dans chaque cas, une convention est passée entre le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement et le bénéficiaire de l'avance. La convention fixe les conditions et les modalités de versement des fonds.

La convention prévoit que le remboursement des avances est immédiatement exigible si l'opération n'est pas entreprise dans le délai prévu.

TITRE II

Des bonifications d'intérêt.

ARTICLE 5. — Les bonifications d'intérêt prévues à l'article 81-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation sont octroyées par le Comité de gestion prévu à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 6. — Le montant des emprunts dont les intérêts pourront être bonifiés est fixé chaque année par arrêté du Ministre des Finances.

Les taux de bonifications d'intérêt sont compris entre des limites fixées par arrêté du Ministre des Finances.

ARTICLE 7. — Dans chaque cas, une convention est passée entre le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement, le Ministre des Finances et le bénéficiaire de la bonification d'intérêt.

La convention fixe les conditions et les modalités de versement des bonifications d'intérêt. Elle détermine, en particulier, les conditions de remboursement ou de suppression des bonifications d'intérêt si les travaux ne sont pas entrepris ou terminés dans les délais fixés.

TITRE III

Des opérations réalisées par l'Etat.

ARTICLE 8. — Le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement, peut, après avis de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières et du Comité de gestion prévu à l'article 2 ci-dessus, procéder aux acquisitions et aux travaux d'aménagement nécessaires pour la réalisation d'opérations entreprises aux fins prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

ARTICLE 9. — Les immeubles du domaine privé de l'Etat peuvent, après avis du Comité de gestion, être affectés au Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement aux fins d'aménagement.

Les arrêtés d'affectation précisent la créance de l'administration des domaines, égale à la valeur vénale de ces immeubles.

Lorsque la réalisation de l'opération nécessite la mise à sa disposition d'immeubles affectés à un service public et effectivement utilisés, le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement, peut, après avis favorable du Ministre des Finances, pourvoir sur les ressources du fonds, à la réinstallation dudit service à un autre emplacement, dans la mesure de ses besoins.

Le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement, peut, à cette fin, procéder, pour le compte du service considéré à des acquisitions d'immeubles nus ou bâtis, à des travaux d'aménagement ou à des constructions. Les dépenses qu'il expose à cet effet, sur les ressources du fonds, ne peuvent, en aucun cas, excéder la valeur des immeubles domaniaux qui sont affectés à son département.

En ce cas, et par dérogation à l'article 10 du décret du 27 septembre 1949, l'affectation ne donne lieu au versement d'une indemnité sur les ressources du fonds que dans la mesure où la valeur des immeubles ainsi affectés dépasse le montant des dépenses exposées.

ARTICLE 10. — La gestion des immeubles acquis ou aménagés en vertu des deux articles précédents est assurée par le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement. Les actes de locations sont passés par l'administration des domaines dans les formes habituelles.

ARTICLE 11. — L'administration des domaines peut procéder, sans limitation de valeur, à l'aliénation des immeubles acquis ou aménagés par le fonds.

Les cessions de gré à gré sont faites en vertu de décisions d'attribution prises par le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement et comportant fixation du prix après avis de l'administration des domaines sur la valeur vénale des immeubles.

ARTICLE 12. — Nonobstant toutes dispositions contraires, les locations des immeubles acquis ou aménagés en vertu des articles 8 et 9 ci-dessus peuvent être consenties pour une durée supérieure à dix-huit ans ; les aliénations peuvent intervenir avant l'achèvement des travaux d'aménagement.

L'affectation desdits immeubles à un service public de l'Etat a lieu moyennant une indemnité correspondant aux prix de revient des immeubles ainsi affectés.

TITRE IV

Des opérations en participation.

ARTICLE 13. — Le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement peut, sur les ressources du fonds et après avis du Comité de gestion prévu à l'article 2 ci-dessus, participer avec les collectivités et les établissements publics à des opérations comportant séparément ou cumulativement l'acquisition et l'aménagement d'immeubles nus ou bâtis aux fins prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Une convention, passée entre le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement et les représentants des collectivités et établissements publics dûment habilités, fixe les conditions de réalisation de l'opération. Elle désigne, notamment, les participants qui seront chargés de réaliser tout ou partie des acquisitions et des aménagements et les conditions selon lesquelles seront effectuées les cessions. Elle fixe la part revenant à chacun des participants dans les recettes.

Les dispositions prévues aux articles 8 et 11 ci-dessus s'appliquent dans ce cas aux acquisitions et aux aliénations effectuées par l'Etat.

ARTICLE 14. — Lorsqu'une opération entreprise par le fonds entraîne la réalisation de travaux incombant normalement à un autre service public de l'Etat, le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement peut passer avec le Ministre dont relève ce service une convention fixant les conditions dans lesquelles ce service contribuera à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15. — Le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement peut passer des conventions avec des particuliers en vue de la réalisation d'opérations entreprises aux fins prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

TITRE V

Dispositions communes.

ARTICLE 16. — Sont imputés au compte spécial :

En recettes :

- 1° Le remboursement des avances ;
- 2° Les intérêts des avances ;
- 3° Le produit de la cession des immeubles ;
- 4° Le prix des immeubles acquis sur les ressources du fonds et affectés à des services d'Etat ;
- 5° La participation des collectivités ou établissements publics aux opérations effectuées en commun par l'Etat et ces collectivités ou établissements publics ;
- 6° La part revenant au fonds dans les recettes réalisées par des collectivités et établissements publics et provenant d'opérations effectuées en commun par l'Etat et ces collectivités et établissements publics ;
- 7° Les sommes versées par des services publics de l'Etat ou par des particuliers en application des articles 14 et 15 ci-dessus ;
- 8° L'évaluation des apports en nature ;
- 9° Les fruits et produits des biens gérés temporairement ;
- 10° Les sommes versées par l'Etat pour couvrir la charge des bonifications d'intérêt ;

En dépenses :

- 1° Les versements d'avances et de bonifications d'intérêt ;
- 2° Les dépenses correspondant aux opérations directement effectuées par le Ministre chargé de la Reconstruction et du Logement sur les ressources du fonds ;
- 3° Les sommes dues à l'administration des domaines pour les immeubles affectés au Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessus ;
- 4° La participation du fonds aux opérations effectuées en commun par l'Etat et les collectivités publiques ou établissements publics ;
- 5° La part revenant aux collectivités et établissements publics dans les recettes réalisées par le fonds et provenant d'opérations effectuées en commun entre l'Etat et ces collectivités ou établissements publics ;
- 6° L'évaluation des apports en nature ;
- 7° Les frais divers de gestion, et notamment les frais exposés pour parvenir aux aliénations.

ARTICLE 17. — Le décret n° 55-121 du 20 janvier 1955 est abrogé.

ARTICLE 18. — Le Ministre des Affaires économiques et financières, le Ministre de l'Intérieur, le Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement et le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 avril 1957.

GUY MOLLET.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Ministre des Affaires économiques et financières,

PAUL RAMADIER.

Le Ministre de l'Intérieur,

GILBERT-JULES.

Le Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement,

BERNARD CHOCHOY.

Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

MAURICE PIC.

**DECRET N° 57-629 DU 21 MAI 1957 PORTANT REORGANISATION
DU COMITE DEPARTEMENTAL DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES**

(Journal officiel du 24 mai, page 5220.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre d'Etat, chargé de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, du Ministre des Affaires économiques et financières, du Ministre de l'Intérieur, du Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement et du Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres,

Vu le décret du 17 juin 1938 réorganisant le Conseil général des bâtiments civils, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ;

Vu le décret n° 54-1300 du 24 décembre 1954 relatif à la simplification des procédures en matière de constructions scolaires, universitaires et sportives, pris en exécution de la loi n° 54-809 du 14 août 1954 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'Intérieur) entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Il est institué au chef-lieu de chaque département un Comité départemental des constructions scolaires, des installations sportives et du domaine de la jeunesse et des colonies de vacances, présidé par le Préfet ou le Secrétaire Général et comprenant :

- 1° L'Inspecteur d'académie ou son représentant ;
- 2° Le Trésorier-Payeur Général ou son représentant ;
- 3° L'Ingénieur en chef des ponts et chaussées ou son représentant ;
- 4° Le Directeur départemental des domaines ou son représentant ;
- 5° Le Directeur des services départementaux de la reconstruction et du logement ou son représentant ;
- 6° Le Directeur départemental de la santé ou son représentant ;
- 7° Deux architectes désignés par le Ministre de l'Education nationale, dont l'architecte des bâtiments de France ;
- 8° Le Fonctionnaire chargé du contrôle technique des travaux, désigné par le Préfet, toutes les fois qu'il n'est pas membre du comité à un autre titre ;
- 9° Deux maires, dont celui du chef-lieu et un autre désigné pour trois ans par le Conseil général du département ou la Commission départementale mandatée à cet effet.

ARTICLE 2. — Assistent aux séances avec voix consultatives l'Inspecteur départemental de l'enseignement technique, l'Inspecteur départemental de la jeunesse et des sports et le médecin chargé du service départemental de santé scolaire et universitaire.

ARTICLE 3. — Le Comité départemental peut recueillir l'avis de toute personne qualifiée en raison de sa compétence ou de ses fonctions. Ces personnes sont convoquées par les soins du Président.

ARTICLE 4. — Les Rapporteurs sont choisis par le Préfet dans les corps techniques dépendant du Ministère de l'Education nationale, du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement, du Secrétariat d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme ou, le cas échéant, parmi d'autres techniciens fonctionnaires en activité ou à la retraite.

ARTICLE 5. — Les frais de déplacement éventuellement exposés pour l'établissement du rapport sont remboursés, dans la limite des crédits ouverts au budget du Ministère de l'Education nationale, dans les conditions fixées par un arrêté conjoint du Ministre de l'Education nationale et du Secrétaire d'Etat au Budget.

ARTICLE 6. — Le Comité départemental doit se réunir quinze jours au plus tard à dater du jour où le Rapporteur a été chargé d'un projet.

Il peut valablement délibérer dès que sept au moins de ses membres sont présents, au nombre desquels doivent figurer obligatoirement le Préfet ou le Secrétaire Général, l'Inspecteur d'académie ou son représentant, le Trésorier-Payeur Général ou son représentant, le Directeur des services départementaux de la reconstruction et du logement ou son représentant, un des architectes et un des techniciens visés aux alinéas 3°, 7° et 8° de l'article 1^{er} ci-dessus et, lorsqu'il s'agit d'une acquisition immobilière ou d'une prise à bail d'immeuble, d'une affectation d'immeuble domanial ou d'une construction d'immeuble par l'Etat, le Directeur départemental des domaines ou son représentant.

En cas de partage, le président a voix prépondérante.

ARTICLE 7. — Le Comité départemental connaît de toutes les questions intéressant les projets de construction, d'agrandissement, de surélévation, de transformation et de grosses réparations des bâtiments scolaires exécutés dans son ressort.

Il exerce, dans les départements autres que la Seine, et dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, les attributions dévolues à la Commission départementale des opérations immobilières créée par le décret du 28 août 1949.

Il remplit également les attributions consultatives dévolues au Conseil général des bâtiments de France par le décret du 17 juin 1938, modifié par l'ordonnance n° 45-1965 du 31 août 1945, pour tous les projets ci-dessus, dont le montant n'excède pas 250 millions.

Le renvoi des projets au Conseil général des bâtiments de France peut être décidé par le Comité départemental ou par le Ministre de l'Education nationale.

ARTICLE 8. — Le Comité départemental connaît de tous les projets concernant la construction, la transformation et l'aménagement des stades, terrains d'éducation physique, gymnases, piscines, centres de rééducation physique, auberges de la jeunesse, maisons de jeunes, et plus généralement de toutes autres installations intéressant l'éducation physique, les sports, les activités de plein air et celles des mouvements de jeunesse. Il est également compétent pour examiner les projets des colonies et des camps de vacances dépendant du Ministère de l'Education nationale ou subventionnés par lui.

Il remplit les attributions dévolues à la Commission consultative des marchés de l'équipement sportif par l'arrêté du 20 mai 1949 et à la Commission nationale des colonies de vacances par l'arrêté du 15 février 1949 pour tous les projets visés au présent article d'un montant inférieur à 50 millions.

ARTICLE 9. — Le décret du 10 décembre 1936 sur les Comités départementaux de constructions scolaires est abrogé.

ARTICLE 10. — Le Ministre d'Etat, chargé de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, le Ministre des Affaires économiques et financières, le Ministre de l'Intérieur, le Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres et le Secrétaire d'Etat au Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mai 1957.

GUY MOLLET.

Par le Président du Conseil des Ministres :

*Le Ministre d'Etat, chargé de l'Education nationale,
de la Jeunesse et des Sports,*
RENÉ BILLÈRES.

Le Ministre de l'Intérieur,
GILBERT-JULES.

Le Ministre des Affaires économiques et financières,
PAUL RAMADIER.

Le Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres,
JACQUES BORDENEUVE.

Le Secrétaire d'Etat au Budget,
JEAN FILIPPI.

N. B. — L'article 2 du décret a été modifié par l'article 1^{er} du décret n° 57-1181 du 23 octobre 1957 (J. O. du 24 octobre 1957, page 10167).

**DECRET N° 57-1181 DU 23 OCTOBRE 1957 MODIFIANT L'ARTICLE 2
DU DECRET N° 57-629 DU 21 MAI 1957 PORTANT REORGANISATION
DU COMITE DEPARTEMENTAL DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES**

(Journal officiel du 24 octobre, page 10167.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, du Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, du Ministre de l'Intérieur, du Secrétaire d'Etat au Budget, du Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement et du Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres,

Vu le décret n° 57-629 du 21 mai 1957 portant réorganisation du Comité départemental des constructions scolaires ;

Le Conseil d'Etat (section de l'Intérieur) entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — L'article 2 du décret du 21 mai 1957 susvisé est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. — Assistent aux séances, avec voix consultative, l'Inspecteur départemental de l'Enseignement technique, l'Inspecteur départemental de la Jeunesse et des Sports, le médecin chargé du service départemental de santé scolaire et universitaire et, selon la nature du projet, le Fonctionnaire de l'Enseignement du second degré ou l'Inspecteur de l'Enseignement du premier degré intéressé. »

ARTICLE 2. — Le Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, le Ministre de l'Intérieur, le Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres et le Secrétaire d'Etat au Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 octobre 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le Président du Conseil des Ministres :

*Le Ministre de l'Education nationale,
de la Jeunesse et des Sports,*

RENÉ BILLÈRES.

*Le Ministre de l'Intérieur,
GILBERT-JULES.*

Le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan,

FÉLIX GAILLARD.

*Le Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres,
JACQUES BORDENEUVE.*

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

JEAN-RAYMOND GUYON.

**ARRETE INTERMINISTERIEL DU 14 FEVRIER 1958 RELATIF AU CONTROLE
DES OPERATIONS IMMOBILIERES POURSUIVIES PAR LES DEPARTEMENTS,
COMMUNES, ETABLISSEMENTS PUBLICS ET OFFICES
DES DEPARTEMENTS ET DES COMMUNES**

(Journal officiel du 29 mars, page 3074.)

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET LE SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET,

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public, et notamment ses articles 8, 9, 10, 11 et 12 ;

Vu l'avis conforme émis par la Commission centrale, en application de l'article 12 du décret précité, dans sa séance du 22 janvier 1958 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1950 relatif aux compétences respectives de la Commission centrale et des Commissions départementales de contrôle des opérations immobilières pour les opérations visées à l'article 8 du décret précité du 28 août 1949 et poursuivies par les départements, les communes, les établissements publics et les offices des départements et des communes,

ARRETENT :

ARTICLE 1^{er}. — Lorsqu'il s'agit d'opérations concernant les départements, les communes et les établissements publics départementaux et communaux, l'avis des Commissions départementales de contrôle des opérations immobilières doit intervenir dans le délai de six semaines à compter de la réception du dossier en état d'examen. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

ARTICLE 2. — Le Directeur de l'administration départementale et communale et le Chef du service des domaines sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 février 1958.

Le Ministre de l'Intérieur,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

ABEL THOMAS.

Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

CLAUDE-PIERRE DUBOIS.

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

ANDRÉ NEURRISSE.

ORDONNANCE N° 58-997 DU 23 OCTOBRE 1958
PORTANT REFORME DES REGLES RELATIVES A L'EXPROPRIATION
POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

(Journal officiel du 24 octobre, page 9394.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre de la Construction et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Vu la Constitution, et notamment son article 92 ;

Vu l'article 545 du Code Civil ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le Conseil des Ministres entendu,

ORDONNE :

CHAPITRE I^{er}

De la déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 1^{er}. — L'expropriation d'immeubles, en tout ou partie, ou de droits réels immobiliers, ne peut être prononcée qu'autant qu'elle aura été précédée d'une déclaration d'utilité publique intervenue à la suite d'une enquête et qu'il aura été procédé contradictoirement à la détermination des parcelles à exproprier, ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres intéressés.

ARTICLE 2. — L'utilité publique est déclarée par décret en Conseil d'Etat.

Si, au vu des avis émis, les conclusions du Commissaire ou de la Commission chargée de l'enquête sont favorables, l'utilité publique pourra cependant être déclarée :

1° Par arrêté ministériel, pour les opérations poursuivies au profit de l'Etat, des établissements publics nationaux, des chambres de commerce, des concessionnaires de l'Etat, des sociétés créées dans les départements d'outre-mer en application de la loi du 30 avril 1946 ou, pour les opérations poursuivies au profit des collectivités locales lorsque les immeubles ou les droits réels immobiliers à exproprier sont situés dans plusieurs départements ou dans un département autre que celui de l'expropriant.

2° Par arrêté préfectoral dans les autres cas.

Toutefois, un règlement d'administration publique déterminera les catégories de travaux ou d'opérations qui, en raison de leur nature ou de leur importance, ne pourront être déclarées d'utilité publique que par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 3. — L'acte déclarant l'utilité publique précise le délai pendant lequel l'expropriation devra être réalisée. Ce délai ne peut, si la déclaration d'utilité publique est prononcée par arrêté, être supérieur à cinq ans. Toutefois, ce délai est porté à dix ans pour les opérations prévues aux projets d'aménagement approuvés.

Lorsque le délai accordé pour réaliser l'expropriation n'est pas supérieur à cinq ans, un acte pris dans la même forme que l'acte déclarant l'utilité publique peut, sans nouvelle enquête, proroger une fois les effets de la déclaration d'utilité publique pour une durée au plus égale.

Toute autre prorogation ne peut être prononcée que par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 4. — Le Préfet détermine par arrêté de cessibilité la liste des parcelles ou des droits réels immobiliers à exproprier si cette liste ne résulte pas de la déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 5. — Par dérogation aux articles premier et 2 ci-dessus, les opérations secrètes intéressant la Défense nationale peuvent être déclarées d'utilité publique par décret, sans enquête préalable, sur avis conforme de la Commission restreinte unique de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public.

CHAPITRE II

Du transfert de propriété et de ses effets.

ARTICLE 6. — A défaut d'accord amiable, le transfert de propriété des immeubles ou de droits réels immobiliers est prononcé, sur le vu des pièces constatant que les formalités prescrites par le chapitre premier ont été accomplies et dans les huit jours de la production de ces pièces, par ordonnance du juge dont la désignation est prévue à l'article 12 ci-après. L'ordonnance envoie l'expropriant en possession, sous réserve qu'il se conforme aux dispositions du chapitre III et de l'article 32 de la présente ordonnance.

ARTICLE 7. — L'ordonnance d'expropriation éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés.

Il en est de même des cessions amiables consenties après la déclaration d'utilité publique et, lorsqu'il en est donné acte dans les formes prévues à l'article précédent, des cessions amiables antérieures à la déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 8. — Les droits des créanciers régulièrement inscrits sur les immeubles expropriés, soit avant la publication au bureau des hypothèques de l'ordonnance d'expropriation, de l'ordonnance de donné acte ou de l'acte de cession consentie après la déclaration d'utilité publique, soit postérieurement à ladite publication en ce qui concerne les privilèges conservés suivant les prescriptions des articles 2108 et 2109 du Code civil, sont reportés sur l'indemnité compte tenu du rang de préférence qui leur est reconnu par les textes qui les régissent.

ARTICLE 9. — Les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire et tous représentants des incapables peuvent, après autorisation du tribunal donnée sur simple requête, en la chambre du conseil, le ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation de ceux des biens de mineurs, d'interdits, d'absents ou autres incapables qui sont compris dans les immeubles ou droits réels immobiliers à exproprier.

Le tribunal ordonne les mesures de conservation ou de remploi qu'il juge nécessaires.

Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux.

Les Préfets peuvent dans le même cas aliéner les biens des départements, s'ils y sont autorisés par délibération du Conseil général, les maires ou administrateurs peuvent aliéner les biens des communes ou établissements publics, s'ils y sont autorisés par délibération du Conseil municipal ou du conseil d'administration, approuvée, s'il y a lieu, par l'autorité supérieure. Les immeubles dépendant du domaine privé de l'Etat peuvent être cédés dans les conditions prévues à l'article L. 85 du Code du domaine de l'Etat.

CHAPITRE III

De la fixation des indemnités.

ARTICLE 10. — En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant publie et notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Dans la huitaine qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par la publicité collective prévue au premier alinéa du présent article et tenus, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à indemnité.

ARTICLE 11. — L'expropriant notifie le montant de ses offres et invite les expropriés à faire connaître le montant de leur demande.

Les indemnités allouées doivent couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain, causé par l'expropriation.

ARTICLE 12. — A défaut d'accord amiable, les indemnités sont fixées, dans chaque département, par un magistrat du tribunal civil siégeant au chef-lieu du département ou par un magistrat du tribunal de l'arrondissement le plus important.

Le premier président de la Cour d'appel procède, à cet effet, à la désignation des magistrats nécessaires. Cette désignation est faite pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 13. — Le juge est saisi par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au secrétariat de la juridiction compétente, soit par l'expropriant, à tout moment après l'ouverture de l'enquête prescrite à l'article premier, soit par l'exproprié à partir de l'ordonnance d'expropriation.

ARTICLE 14. — L'expropriant supporte seul les dépens de première instance.

ARTICLE 15. — Dans les huit jours, le juge fixe, par ordonnance, la date du transport sur les lieux et de l'audition des parties. Cette ordonnance est notifiée, par les soins de l'administration expropriante, aux intéressés ainsi qu'au Directeur départemental des domaines et à un notaire ou à un notaire honoraire. Le juge, en présence du Directeur départemental des domaines ou de son représentant et du notaire, se rend sur les lieux dans les deux mois de l'ordonnance et au moins quinze jours après les notifications.

Le juge entend, à titre de renseignement, toutes personnes qu'il croit devoir l'éclairer.

Il est établi un procès-verbal des opérations.

ARTICLE 16. — A l'issue du transport sur les lieux, le juge entend, en audience publique, le représentant de l'Administration et les expropriés qui ne peuvent développer que les éléments des mémoires qu'ils ont présentés.

Les expropriés peuvent se faire assister ou représenter par un avocat régulièrement inscrit, par un avoué, par un agréé du tribunal de commerce lorsque l'expropriation porte sur un immeuble comportant un fonds de commerce, ou par un parent ou allié jusqu'au sixième degré, muni d'un pouvoir régulier.

Le notaire et le Directeur des domaines sont entendus en leurs observations.

Le juge donne acte, le cas échéant, des accords intervenus et en dresse procès-verbal.

ARTICLE 17. — Si, dans un délai de huit jours à compter du transport sur les lieux, l'expropriant et l'exproprié sont toujours en désaccord sur les conditions d'indemnisation, le juge, après avoir recueilli, le cas échéant, tous éléments d'information auprès du Directeur des domaines et du notaire, se prononce sur les conclusions des mémoires par un jugement motivé.

Le jugement distingue, notamment, dans la somme allouée à chaque intéressé, l'indemnité principale et, le cas échéant, les indemnités accessoires en précisant les bases sur lesquelles ces diverses indemnités sont calculées.

ARTICLE 18. — Le juge prononce des indemnités distinctes en faveur des parties qui les demandent à des titres différents.

Toutefois, dans le cas d'usufruit, une seule indemnité est fixée ; le nu propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité au lieu de les exercer sur la chose. L'usufruitier, autre que le père ou la mère ayant l'usufruit légal, est tenu de donner caution.

ARTICLE 19. — Lorsque l'expropriation ne porte que sur une portion d'immeuble bâti et si la partie restante n'est plus utilisable dans les conditions normales, l'exproprié peut, dans les quinze jours de la notification prévue à l'article 10 ci-dessus, demander au juge l'emprise totale.

Il en est de même pour toute parcelle de terrain nu qui, par suite du morcellement, se trouve réduit au quart de la contenance totale, si toutefois le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu et si la parcelle ainsi réduite est inférieure à 10 ares.

Si la demande est admise, le juge fixe, d'une part, le montant de l'indemnité d'expropriation, d'autre part, le prix d'acquisition de la portion acquise en sus de la partie expropriée.

La décision du juge emporte transfert de propriété dans les conditions du droit commun en ce qui concerne la portion d'immeuble non soumise à la procédure de l'expropriation.

ARTICLE 20. — Si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate au reste de la propriété, le juge statue sur cette augmentation par une disposition distincte. Le montant de la plus-value se compense en tout ou partie avec l'indemnité d'expropriation.

ARTICLE 21. — Le juge fixe le montant des indemnités d'après la valeur des biens au jour de sa décision sans qu'il soit toutefois tenu compte des modifications survenues à l'état des lieux postérieurement à l'ordonnance portant transfert de propriété.

Toutefois, les améliorations de toute nature, telles que constructions, plantations, installations diverses, acquisitions de marchandises, qui auraient été faites à l'immeuble, à l'industrie ou au fonds de commerce, même antérieurement à l'ordonnance d'expropriation, ne donnent lieu à aucune indemnité si, en raison de l'époque à laquelle ces améliorations ont eu lieu, ou de toutes autres circonstances, il apparaît qu'elles ont été faites dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée. Sont présumées faites dans ce but, sauf preuve contraire, les améliorations postérieures à l'ouverture de l'enquête prévue à l'article premier. Il n'est pas non plus tenu compte des contrats qui auraient été passés dans les mêmes conditions, ni de la hausse provoquée par l'annonce des travaux, même constatée par des actes de vente.

Le juge doit également tenir compte, dans l'évaluation des indemnités allouées aux propriétaires, commerçants, industriels et artisans, de la valeur résultant des déclarations faites par les contribuables ou des évaluations administratives rendues définitives en vertu des lois fiscales.

En toute hypothèse, la valeur donnée aux immeubles et droits réels immobiliers expropriés ne peut excéder, sauf modification justifiée dans la consistance ou l'état des lieux, l'estimation donnée à ces immeubles lors de leur plus récente mutation à titre

gratuit ou onéreux, soit dans les contrats conclus ou les déclarations effectuées à cette occasion, soit dans les évaluations administratives rendues définitives en vertu des lois fiscales lorsque cette mutation est antérieure de moins de cinq ans à la décision. Ces évaluations sont toutefois révisées compte tenu des variations du coût de la construction constatées par l'Institut national de la statistique entre la date de la mutation de référence et celle du jugement fixant les indemnités.

Les administrations financières compétentes sont tenues de fournir au juge et au Directeur des domaines tous renseignements utiles sur les déclarations et évaluations fiscales.

ARTICLE 22. — Les indemnités sont fixées en espèces.

Toutefois, l'expropriant peut se soustraire au paiement de l'indemnité en offrant au commerçant, à l'artisan ou à l'industriel évincé un local équivalent situé dans la même agglomération.

Dans ce cas, il peut être alloué au locataire, outre l'indemnité de déménagement, une indemnité compensatrice de sa privation de jouissance.

Le juge statue sur les différends relatifs à l'équivalence des locaux commerciaux offerts par l'expropriant.

ARTICLE 23. — Les contestations relatives au relogement des locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel sont également instruites et jugées conformément aux dispositions du présent chapitre. S'il est tenu au relogement, l'expropriant est valablement libéré par l'offre aux intéressés d'un local correspondant à leurs besoins et n'excédant pas les normes H. L. M. Le juge fixe également le montant de l'indemnité de déménagement et, s'il y a lieu, d'une indemnité de privation de jouissance.

ARTICLE 24. — Lorsqu'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamants et toutes les fois qu'il s'élève des difficultés étrangères à la fixation du montant de l'indemnité et à l'application des articles 19, 22 et 23 ci-dessus, le juge règle l'indemnité indépendamment de ces litiges et difficultés sur lesquels les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de droit.

ARTICLE 25. — Dans le délai d'un mois, soit du paiement ou de la consignation de l'indemnité, soit de l'acceptation ou de la validation de l'offre d'un local de remplacement, les détenteurs sont tenus d'abandonner les lieux. Passé ce délai qui ne peut, en aucun cas, être modifié, même par autorité de justice, il peut être procédé à l'expulsion des occupants.

ARTICLE 26. — Si, dans le délai d'un an à compter de la décision définitive, l'indemnité n'a été ni payée ni consignée, l'exproprié peut demander qu'il soit à nouveau statué sur son montant.

CHAPITRE IV

De l'urgence.

ARTICLE 27. — Lorsque l'acte déclarant l'utilité publique déclare également l'urgence de prendre possession des biens à exproprier, le délai fixé à l'article 15 pour le transport sur les lieux est réduit à un mois et le Directeur des domaines dresse un état des lieux sur lequel les intéressés sont appelés à présenter leurs observations le jour de la visite du juge.

ARTICLE 28. — Le juge peut soit fixer le montant des indemnités, comme il est dit à l'article 17, soit, s'il ne s'estime pas suffisamment éclairé, fixer le montant d'indemnités provisionnelles et autoriser l'expropriant à prendre possession moyennant le paiement ou, en cas d'obstacles au paiement, la consignation des indemnités ainsi fixées.

ARTICLE 29. — La décision fixant le montant des indemnités provisionnelles ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation dans les formes et délais prévus à l'article 30.

Il est procédé, le cas échéant, et dans le délai d'un mois à compter du jugement fixant les indemnités provisionnelles, à la fixation des indemnités définitives selon la procédure prévue aux articles 16 et 17 sans qu'il y ait lieu, sauf décision expresse du juge, à un nouveau transport sur les lieux.

CHAPITRE V

Des voies de recours.

ARTICLE 30. — L'ordonnance d'expropriation ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation et seulement pour incompetence, excès de pouvoir ou vice de forme. Le pourvoi doit être formé dans les quinze jours, à dater de la notification de l'ordonnance par déclaration au greffe du tribunal. Il est notifié dans la huitaine à la partie adverse, le tout à peine de déchéance.

ARTICLE 31. — Les décisions rendues en première instance ne sont pas susceptibles d'opposition.

Appel peut être interjeté devant la Cour d'appel, dans le délai de quinze jours à compter de la notification, des jugements rendus en application du chapitre III.

ARTICLE 32. — L'appel n'est pas suspensif.

L'expropriant peut prendre possession moyennant versement d'une indemnité au moins égale aux propositions faites par lui et consignation du surplus de l'indemnité fixée par le juge.

ARTICLE 33. — Sur requête de l'expropriant ou d'une partie intéressée, le juge ayant statué en première instance ordonne toutes mesures nécessaires à la constatation de l'état des lieux, au cas où celui-ci devrait être modifié par l'exécution des travaux avant la décision de la Cour. Les frais de ce constat sont à la charge de l'expropriant.

ARTICLE 34. — La chambre statuant en appel comprend, outre son président, désigné pour cinq ans par le premier président de la Cour d'appel, deux assesseurs qui seront choisis par le président de la chambre parmi les juges du ressort visés à l'article 12. En cas d'impossibilité, le premier président pourra désigner des magistrats de la Cour.

En aucun cas les juges ne pourront avoir connu de l'affaire en première instance.

ARTICLE 35. — La chambre statue sur mémoire. Les parties peuvent toutefois développer brièvement les arguments du mémoire dans les conditions fixées à l'article 16 ci-dessus. Le représentant du service des domaines est obligatoirement entendu.

Il peut être procédé exceptionnellement à une expertise sur arrêt motivé de la Cour. Dans ce cas et si l'expropriant et les expropriés ne se mettent pas d'accord sur le choix d'un expert unique, celui-ci est désigné par le président de la chambre.

ARTICLE 36. — Le président de la chambre doit demander au représentant du service des domaines tous renseignements propres à l'éclairer.

ARTICLE 37. — La chambre doit rendre sa décision par un arrêt motivé. L'arrêt doit tenir compte des dispositions des articles 17, deuxième alinéa, à 24 ci-dessus.

ARTICLE 38. — L'arrêt est notifié par extrait à la requête de la partie civile la plus diligente.

Il pourra être déféré à la Cour de cassation. Les pourvois seront formés, instruits et jugés suivant la procédure prévue à la section II du titre II de la loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947.

CHAPITRE VI

Des opérations complexes.

ARTICLE 39. — Lorsque les travaux ou les opérations à réaliser intéressent plusieurs collectivités, l'acte déclarant l'utilité publique précise celle qui est chargée de conduire la procédure.

ARTICLE 40. — Lorsque l'exécution de travaux publics a pour effet de modifier sensiblement la structure des parcelles voisines de l'ouvrage projeté, il peut être procédé au remembrement des propriétés intéressées.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, un décret en Conseil d'Etat peut délimiter un périmètre à l'intérieur duquel il sera procédé au remembrement des propriétés et, le cas échéant, à la création d'associations syndicales groupant obligatoirement les propriétaires d'immeubles compris à l'intérieur du périmètre en vue de leur participation aux travaux.

ARTICLE 41. — Peuvent être cédés de gré à gré, à des personnes de droit privé ou de droit public, et sous condition que les cessionnaires les utilisent aux fins prescrites par le cahier des charges annexé à l'acte de cession :

- 1° Les immeubles expropriés en vue de la construction d'ensembles immobiliers à usage d'habitation avec leurs installations annexes ou en vue de la création de lotissements destinés à l'habitation ou à l'industrie ;
- 2° Les immeubles expropriés en vue de la réalisation progressive et suivant des plans d'ensemble des zones affectées à l'habitation ou à l'industrie par des projets d'aménagement approuvés.

ARTICLE 42. — Dans les cas prévus à l'article précédent, les propriétaires expropriés qui ont déclaré au cours de l'enquête leur intention de construire pour leurs besoins ou ceux de leur famille bénéficient d'un droit de priorité pour l'attribution d'un des terrains à bâtir mis en vente à l'occasion de l'opération qui a nécessité l'expropriation.

ARTICLE 43. — Pour l'application de l'article 41, des cahiers des charges types, approuvés par décret en Conseil d'Etat, précisent, notamment, les conditions selon lesquelles les cessions seront consenties et résolues en cas d'inexécution des charges.

Toute dérogation individuelle à ces cahiers doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 44. — Lorsque l'expropriation intéressant une agglomération entraîne la dispersion de sa population, un décret en Conseil d'Etat fixe, après avis du Haut Conseil de l'aménagement du territoire, les mesures relatives à la réorganisation des territoires atteints par les travaux, en vue de permettre, notamment, le rétablissement du domaine public des collectivités locales, la réinstallation des services publics et la dévolution des biens du domaine privé des communes qui pourraient être supprimées. Il arrête un programme de réinstallation.

ARTICLE 45. — Dans le cas prévu à l'article précédent, les propriétaires occupant eux-mêmes les bâtiments expropriés peuvent opter entre le versement d'indemnités d'expropriation calculées en application du chapitre III de la présente ordonnance et celui d'indemnités destinées à permettre la reconstitution de leurs bâtiments dans le cadre du programme de réinstallation.

ARTICLE 46. — Les indemnités de reconstitution prévues à l'article précédent sont versées aux intéressés au fur et à mesure de la reconstitution effective de leurs biens dans le cadre du programme de réinstallation.

ARTICLE 47. — Les créanciers ne peuvent s'opposer à l'emploi des indemnités aux fins prévues aux articles 45 et 46 ci-dessus.

Les droits des créanciers privilégiés et hypothécaires conservent leur rang antérieur sur les immeubles reconstruits si la publicité est renouvelée dans les conditions et délais fixés par décret.

CHAPITRE VII

Dispositions diverses.

ARTICLE 48. — Les indemnités allouées aux expropriés ainsi qu'aux locataires et occupants évincés de locaux de toute nature en vue d'assurer leurs frais de déménagement sont payables aux intéressés nonobstant toutes oppositions de créanciers privilégiés ou non.

ARTICLE 49. — Les contrats de vente, quittances et autres actes dressés en application de la présente ordonnance peuvent être passés dans la forme des actes administratifs.

ARTICLE 50. — Les contributions afférentes aux immeubles qu'un propriétaire a cédés ou dont il a été exproprié pour cause d'utilité publique restent à la charge de ce propriétaire jusqu'au 1^{er} janvier qui suit la date de l'acte de cession ou de celle de l'ordonnance d'expropriation.

ARTICLE 51. — Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, contrats et autres actes, faits en vertu de la présente ordonnance sont exemptés de la formalité de l'enregistrement et du timbre, à l'exception des décisions judiciaires, des contrats de vente, des actes fixant l'indemnité et des quittances qui sont enregistrées gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Il n'est perçu aucun droit pour la publicité des actes au fichier immobilier.

ARTICLE 52. — Les droits de timbre et d'enregistrement perçus sur les acquisitions amiables faites antérieurement à la déclaration d'utilité publique sont restitués lorsque, dans les délais fixés par l'article 1984 du Code général des impôts, il est justifié que les immeubles acquis sont visés par cette déclaration d'utilité publique ou par l'arrêté de cessibilité. La restitution des droits ne peut s'appliquer qu'à la portion des immeubles qui a été reconnue nécessaire à l'exécution des travaux.

ARTICLE 53. — Sont nuls de plein droit et de nul effet les conventions ou accords quelconques intervenus entre les expropriés ou leurs ayants droit et tous intermédiaires en vue de l'obtention d'indemnités d'expropriation, lorsque la rémunération prévue en faveur de ces intermédiaires est directement ou indirectement fonction du montant des indemnités qui seront définitivement allouées. Sont également nulles de plein droit et de nul effet les cessions ou délégations consenties à ces intermédiaires par les expropriés de leur droit à l'indemnité d'expropriation.

ARTICLE 54. — Si les immeubles expropriés à la suite d'une déclaration d'utilité publique ne reçoivent pas la destination prévue par cette déclaration, les anciens propriétaires, ou leurs ayants droit à titre universel, peuvent en demander la rétrocession pendant un délai de dix ans, à compter de l'ordonnance d'expropriation, à moins que l'expropriant ne requière une nouvelle déclaration d'utilité publique.

Ils doivent, dans ce cas et dans le mois de la fixation du prix soit à l'amiable, soit par décision de justice, passer le contrat de rachat et payer le prix, le tout à peine de déchéance.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux immeubles qui auront été acquis sur la réquisition du propriétaire en vertu de l'article 19 ci-dessus et qui resteraient disponibles après exécution des travaux.

ARTICLE 55. — Lorsque, par suite de l'exécution des travaux publics, des propriétés privées auront acquis une augmentation de valeur distincte de celle visée à l'article 20 ci-dessus, la plus-value pourra être récupérée sur les intéressés dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique.

ARTICLE 56. — Les règles de la présente ordonnance se substituent à toutes dispositions générales ou particulières relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'exclusion de celles relatives à la création de servitudes et à l'alignement et à la fixation de la largeur des voies publiques.

Sont notamment abrogés :

Les articles 30 à 32, 48 et 49, 51 et 53, deuxième alinéa, de la loi du 16 septembre 1807, relative au dessèchement des marais ;

Les alinéas 2 et suivants de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux ;

L'article 2 du décret-loi du 26 mars 1852 relatif aux rues de Paris ;

Les articles 35 et 37 du décret du 16 août 1853 sur le classement des places de guerre et des postes militaires et sur les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications ;

L'article 4 de la loi du 10 juin 1854 sur le libre écoulement des eaux provenant du drainage ;

L'article 2 de la loi du 8 juin 1864 relative aux rues formant le prolongement des chemins vicinaux ;

L'article 18 de la loi du 21 juin 1865 modifiée sur les associations syndicales ;

La loi du 27 juillet 1870 relative aux grands travaux publics ;

L'article 3 de la loi du 18 juillet 1895 sur la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques ;

Les articles 10, deuxième alinéa, et 44 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local ;

L'article 6, troisième alinéa, de la loi du 31 décembre 1913 relative aux monuments historiques ;

Les articles 3 et 5 de la loi du 19 avril 1919 relative au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris, à l'annexion de la zone militaire et au desserrement du casernement ;

L'article 58 du décret du 5 novembre 1926 sur la décentralisation et la déconcentration administrative ;

L'article 15 de la loi du 2 mai 1930 ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ;

Le premier alinéa de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1933 concernant la détermination et la conservation des postes militaires relatifs à la défense des côtes ou à la sécurité de la navigation ;

Le décret du 8 août 1935, modifié par le décret du 30 octobre 1935, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Le décret du 30 octobre 1935 relatif aux procédures spéciales d'expropriation (ministère de l'Intérieur) ;

Le décret du 30 octobre 1935 relatif aux procédures spéciales d'expropriation (ministère de l'Air) ;

Le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires ;

Le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'édification d'habitations rurales pour familles nombreuses et nécessiteuses ;

L'article 18 du décret du 17 juin 1938 relatif aux mesures destinées à assurer le développement de l'équipement électrique en France ;

Les articles 13 et 15 du décret du 25 octobre 1938 portant codification des règles applicables aux chemins départementaux ;

Le décret du 20 mars 1939 relatif aux formalités d'expropriation pour travaux de défense passive ;

Le décret du 20 mai 1939 relatif à la déclaration d'utilité publique et d'urgence de certaines acquisitions d'immeubles nécessaires aux besoins de la défense nationale ;

Le décret du 3 novembre 1939 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux entrepris par les administrations rattachées à la présidence du Conseil ;

L'article 10 de la loi des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 relative à la reconstruction d'immeubles d'habitation partiellement détruits par suite d'actes de guerre ;

La loi du 11 octobre 1940 tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence des travaux destinés à lutter contre le chômage, modifiée par la loi n° 1128 du 31 décembre 1942 ;

L'article 3 de la loi du 15 février 1941 sur l'organisation de la production du transport et de la distribution du gaz ;

Le troisième alinéa de l'article premier de la loi du 27 juin 1941 relative à la mise en valeur de la Sologne ;

L'article 12 de la loi du 27 septembre 1941 sur les fouilles archéologiques, à l'exception du second alinéa ;

La loi du 1^{er} mars 1942 concernant les immeubles insalubres et les terrains de la zone de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris ;

L'article 5 de l'ordonnance n° 45-852 du 28 avril 1945 relative à la mise en valeur des landes de Gascogne ;

Les articles 4 et 8 de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 autorisant la construction directe par l'Etat d'immeubles d'habitation de caractère définitif ;

L'article 13 de l'ordonnance n° 45-2497 du 24 octobre 1945 sur les gares routières ;

Les articles 2 à 7 et 12 de l'ordonnance n° 45-2715 du 2 novembre 1945 tendant à faciliter les opérations de regroupement des locaux administratifs, ensemble l'article 104 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 ;

L'article 18 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux ;

L'article 3 du décret n° 53-984 du 30 septembre 1953 sur le relogement des expropriés ;

Les deux premiers alinéas de l'article premier et l'article 2 du décret n° 53-1172 du 27 novembre 1953 relatif à l'autorisation et à la déclaration d'utilité publique des travaux concernant les routes nationales ainsi qu'aux classement et déclassement de celles-ci ;

L'article premier du décret n° 55-646 du 20 mai 1955 relatif aux acquisitions immobilières nécessaires à l'exécution des travaux d'équipement routier ;

L'article 38 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs ;

Les articles 98, quatrième alinéa, le paragraphe 12 du chapitre premier du titre II du livre III du Code des domaines ;

L'article 24 du Code des ports maritimes ;

L'article 96 du Code des postes, télégraphes et téléphones ;

Les articles 56 (premier alinéa), 68 (deuxième alinéa), 120, 141 (premier alinéa) et 947 du Code rural ;

Les articles 43 et 746 du Code de la santé publique ;

Les articles 55, 77, 79-2, le chapitre premier du titre IX du livre premier (art. 141 à 150-1) et le chapitre II du titre III du livre II (art. 317) du Code de l'urbanisme et de l'habitation ;

Le dernier alinéa de l'article 51 du Code des voies navigables et de la navigation intérieure.

ARTICLE 57. — L'article 20 de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les administrations intéressées peuvent, pour tous les travaux intéressant la défense nationale, pénétrer dans les propriétés privées et les occuper temporairement. Cette occupation peut être autorisée tant pour les objets prévus par les articles premier et 3 de la présente loi que pour faire tous aménagements et ouvrages provisoires nécessaires à la défense nationale. »

ARTICLE 58. — Lorsque l'extrême urgence rend nécessaire l'exécution immédiate de travaux intéressant la défense nationale et dont l'utilité publique a été régulièrement déclarée, l'autorisation de prendre possession de propriétés privées peut être donnée à l'administration maître de l'œuvre par un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat.

L'administration soumet au Conseil un projet motivé accompagné d'un plan indiquant les communes où sont situés les terrains qu'elle se propose d'occuper et la description générale des ouvrages projetés.

Dans les vingt-quatre heures de la réception du décret, le préfet prend les arrêtés nécessaires, comme il est dit aux articles premier et 3 de la loi du 29 décembre 1892. Les agents de l'administration peuvent alors pénétrer dans les propriétés privées en se conformant à la procédure des articles premier, 4, 5 et 7 de la même loi. Si la demande en est présentée par les propriétaires ou par les autres intéressés, l'administration fixe et consigne dans la quinzaine une provision représentant l'indemnité éventuelle d'expropriation. A défaut, par elle, de consigner cette provision, l'autorisation d'occuper les terrains cesse d'être valable.

L'administration est tenue, dans le mois qui suit la prise de possession, de poursuivre la procédure d'expropriation. Le juge attribue, le cas échéant, une indemnité spéciale aux intéressés qui justifient d'un préjudice causé par la rapidité de la procédure.

Si l'expropriation de certaines des propriétés dont l'administration a pris possession est abandonnée, notification doit en être faite aux intéressés dans le délai d'un mois prévu à l'alinéa précédent et dans les formes prévues à l'article 4 de la loi du 29 décembre 1892.

A défaut d'accord amiable, l'indemnité due pour les dommages causés par les études ou par l'occupation temporaire des propriétés est réglée comme il est dit aux articles 10 et suivants de la même loi.

ARTICLE 59. — L'article 5 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque l'aménagement de l'entreprise nécessite l'occupation définitive de propriétés privées dans les cas autres que ceux prévus à l'article 4, l'utilité publique de l'entreprise peut être déclarée, soit dans l'acte qui approuve la concession, soit par acte séparé.

« Si, sur une même parcelle, il y a lieu à l'établissement d'une des servitudes prévues à l'article 4 et à l'expropriation, le juge de l'expropriation est compétent pour statuer sur les deux indemnités. »

ARTICLE 60. — L'article 35 de la loi du 8 avril 1946 relative à la nationalisation du gaz et de l'électricité est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'abattage d'arbres, d'aqueduc, de submersion et d'occupation temporaire s'appliquent dès la déclaration d'utilité publique des travaux.

« Un règlement d'administration publique déterminera les formes de la déclaration d'utilité publique des travaux qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes et n'impliquent aucun recours à l'expropriation. Ce règlement fixera également les conditions d'établissement desdites servitudes. »

ARTICLE 61. — 1° Le deuxième alinéa de l'article 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation est ainsi modifié :

« Les opérations prévues au projet d'aménagement sont déclarées d'utilité publique soit dans le décret qui approuve le projet, soit ultérieurement. »

2° Le deuxième alinéa et la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 41 du code de l'urbanisme et de l'habitation sont abrogés ;

3° L'article 41 est ainsi complété :

« Les opérations prévues au projet d'aménagement sont déclarées d'utilité publique, soit dans l'acte qui approuve le projet, soit ultérieurement. »

ARTICLE 62. — Des règlements d'administration publique, pris sur le rapport du Ministre de la Construction, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du ou des ministres intéressés, fixeront, dans un délai de six mois, les délais et conditions d'application de la présente ordonnance, et notamment :

Les règles selon lesquelles il sera procédé à l'enquête prévue à l'article premier, en ce qui concerne en particulier les délais, la publicité et la désignation des personnes qui seront chargées d'y procéder, ainsi que les avis et consultations préalables, compte tenu, le cas échéant, de la nature des travaux ;

Les règles selon lesquelles il sera procédé à la recherche des propriétaires et titulaires de droits réels et les mesures permettant d'assurer la publicité foncière de l'ordonnance visée à l'article 6 ;

Les règles spéciales de procédure et, en particulier, les conditions de désignation du juge mentionné à l'article 12, l'organisation des secrétariats du juge et de la chambre mentionnée à l'article 34, les conditions de désignation du notaire, les modalités particulières de la procédure d'appel et de la procédure d'urgence faisant l'objet du chapitre IV ;

Les conditions d'application de l'article 40 en ce qui concerne en particulier la participation des propriétaires aux travaux et les règles de constitution et de fonctionnement des associations syndicales ;

Les conditions d'application des articles 44 à 46 ;

La forme des notifications et significations ;

Les règles de paiement et de consignation des indemnités ;

La mise en harmonie des codes, lois et règlements en vigueur avec les dispositions de la présente ordonnance.

CHAPITRE VIII

Dispositions transitoires.

ARTICLE 63. — Sont immédiatement applicables, le chapitre premier, les articles 7 à 9, 14, 18, 20, 21, 30, 39, 41 à 43, 48 à 54, 57 et 58 de la présente ordonnance, sous réserve des dispositions suivantes :

1° Les formes et conditions des enquêtes, telles qu'elles sont définies, notamment par le décret du 2 mai 1936 relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, le décret du 29 décembre 1926 relatif aux concessions d'énergie électrique et le décret n° 50-640 du 7 juin 1950, le décret du 13 mai 1948, relatif à l'instruction des projets d'aménagement et le titre II du décret du 8 août 1935, relatif à l'enquête parcellaire, sont maintenues provisoirement en vigueur.

Jusqu'à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 2 de la présente ordonnance, seront déclarés d'utilité publique, par décret en Conseil d'Etat, les travaux dont la déclaration d'utilité publique relevait de la loi et ceux dont la déclaration d'utilité publique relevait du décret en Conseil d'Etat en application de dispositions particulières ;

2° Pour l'application des articles 41 à 42 de la présente ordonnance, les cahiers des charges joints aux actes de cession devront comprendre les clauses types prévues par le décret n° 55-216 du 3 février 1955 et, par dérogation à l'article 2 du décret du 2 mai 1936, l'enquête s'ouvre sur un programme général des opérations projetées.

ARTICLE 64. — Toutes dispositions législatives ou réglementaires relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique non contraires aux dispositions de l'article précédent sont maintenues provisoirement en vigueur jusqu'à la publication des règlements d'administration publique visés à l'article 62 ci-dessus, sous réserve des dispositions suivantes :

1° L'article 61 du décret des 8 août-30 octobre 1935 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'administration peut demander la fixation des indemnités avant la déclaration d'utilité publique ou l'arrêté de cessibilité. »

2° Il est inséré entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 66 un alinéa ainsi rédigé :

« Si l'arrêté de cessibilité intervient avant la décision de la commission arbitrale, il n'est pas procédé aux notifications prévues aux articles 64 et 65. »

ARTICLE 65. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 23 octobre 1958.

CH. DE GAULLE.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

MICHEL DEBRÉ

Le Ministre de l'Intérieur,

EMILE PELLETIER.

Le Ministre des Armées,

PIERRE GUILLAUMAT.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

ANTOINE PINAY.

Le Ministre de l'Education nationale,

JEAN BERTHOIN.

Le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme,

ROBERT BURON.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

EDOUARD RAMONET.

Le Ministre de l'Agriculture,

ROGER HOUDET.

Le Ministre de la Construction,

PIERRE SUDREAU.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

EUGÈNE THOMAS.

**CIRCULAIRE N° 58-75 DU 10 DECEMBRE 1958 CONCERNANT L'APPLICATION
DE L'ORDONNANCE N° 58-997 DU 23 OCTOBRE 1958 (1)
PORTANT REFORME DES REGLES RELATIVES A L'EXPROPRIATION
POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE**

(Journal officiel du 17 décembre, page 11360.)

Circulaire abrogée par la présente circulaire : néant.

Circulaire complétée par la présente circulaire :

Instruction du 26 octobre 1936 relative à l'application du décret-loi du 8 août 1935 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Journal officiel* du 24 novembre 1936.)

Paris, le 10 décembre 1958.

**LE MINISTRE DE LA CONSTRUCTION
ET LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,**

A Messieurs les Préfets,

*Monsieur le Commissaire à la construction et à l'urbanisme
pour la région parisienne,*

*Messieurs les Directeurs des services départementaux du
Ministère de la Construction.*

Le régime de l'expropriation pour cause d'utilité publique, tel qu'il résultait notamment du décret du 8 août 1935 et des textes pris pour son application, avait donné lieu à des critiques. Les modifications apportées en 1935 à la loi du 3 mai 1841 n'avaient donné ni aux expropriés ni aux administrations expropriantes tous les avantages que le législateur en attendait.

La procédure, instituée par le décret du 8 août 1935, demeurait longue et complexe sans apporter aux expropriés la garantie essentielle d'un paiement rapide des indemnités ni permettre aux services publics la prise de possession des immeubles dans un délai raisonnable ; d'où la création de multiples procédures spéciales dites d'urgence ou d'extrême urgence, résultant, pour la plupart, de lois de circonstances qui rendaient presque exceptionnel l'emploi de la procédure de droit commun.

La forme des actes prononçant la déclaration d'utilité publique variait au gré des circonstances qui avaient accompagné le vote des lois multiples organisant les procédures particulières.

Enfin, les opérations de plus en plus complexes, poursuivies notamment dans le domaine de la construction et de l'aménagement, nécessitent souvent l'intervention simultanée de plusieurs services et collectivités. La législation conçue pour la réalisation de travaux individualisés, à la charge d'une administration unique, n'était plus adaptée aux besoins de la vie moderne.

L'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (*Journal officiel* du 24 octobre 1958) portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, unifie la législation, simplifie la procédure et se propose d'en accélérer le cours en

(1) Publiée au *Journal officiel* du 24 octobre 1958.

vue de permettre à la fois un règlement rapide des indemnités dues aux expropriés et la prise de possession des immeubles, dans un court délai, par l'administration expropriante en évitant tout recours à des procédures exceptionnelles.

Elle crée, pour la fixation des indemnités, une nouvelle juridiction spécialisée de caractère judiciaire et apporte des solutions nouvelles aux problèmes posés par la réalisation des opérations collectives.

I. — En premier lieu l'ordonnance soumet à une règle simple et unique toutes les formes de déclaration d'utilité publique jusqu'alors soumises à des textes multiples qui prévoyaient, suivant les cas, la loi, le décret en Conseil d'Etat, le décret simple, l'arrêté ministériel ou interministériel, l'arrêté préfectoral, la délibération du conseil général ou de la commission départementale.

Elle abroge tous les textes particuliers relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique sans pour autant porter atteinte aux possibilités d'exproprier ouvertes aux services publics telles qu'elles résultent de la législation en vigueur et de la jurisprudence, sous le contrôle du Conseil d'Etat.

La déclaration d'utilité publique résultera maintenant d'un décret en Conseil d'Etat lorsque l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sera défavorable. Il en sera de même pour les opérations telles que les grands barrages, les autoroutes, les ports, dont la nature ou l'importance justifie, dans tous les cas, l'intervention de la Haute Assemblée. Dans tous les autres cas, un arrêté ministériel ou un arrêté préfectoral pourra prononcer l'utilité publique.

L'application de ces principes simples permettra d'apporter à une législation confuse la clarté et la précision que les justiciables sont en droit d'exiger du législateur et de donner aux administrateurs, en particulier lorsque l'avis favorable émis au cours de l'enquête rend indiscutable le caractère d'utilité publique de l'opération projetée, des moyens d'action pratiques et rapides.

II. — L'un des inconvénients de la procédure instituée par le décret du 8 août 1935 résultait du fonctionnement des commissions arbitrales créées en vue de l'évaluation des indemnités. Ces commissions, à forme paritaire, constituées pour chaque affaire n'avaient pas la durée qui eût été indispensable pour permettre à la totalité de leurs membres d'acquérir les connaissances nécessaires à l'évaluation des biens immobiliers, des fonds de commerce ou des entreprises industrielles.

L'appel qui était porté devant le tribunal civil ne permettait pas toujours, dans le cadre restreint de l'arrondissement, de dégager les données réelles du marché immobilier.

L'ordonnance apporte à ce problème une solution par la création d'une juridiction permanente, de caractère judiciaire, composée de magistrats spécialisés.

En première instance un juge unique procède obligatoirement à une visite des lieux qui doit faciliter la réalisation ultime d'accords amiables et, si ces accords n'interviennent pas, fixe les indemnités après s'être entouré de tous les renseignements qu'il peut trouver, notamment auprès d'un notaire désigné à cet effet et du représentant du service des domaines.

L'appel est porté devant une chambre spécialisée de la cour d'appel, ce qui permettra, dans un cadre régional suffisamment large, d'assurer une unité réelle dans les méthodes d'évaluation.

Le contrôle de la Cour de cassation assurera la conformité des décisions avec les dispositions impératives de l'ordonnance, en ce qui concerne notamment les règles posées pour l'estimation des biens expropriés.

III. — Le déroulement lent et solennel de la procédure héritée de la loi du 3 mai 1841 retardait exagérément le paiement des indemnités et la prise de possession par l'administration des immeubles expropriés, sans apporter aux inté-

ressés aucune garantie particulière. L'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 dissocie les phases traditionnelles de la procédure en autorisant l'administration à poursuivre parallèlement les formalités nécessaires au prononcé de l'ordonnance d'expropriation et à la fixation des indemnités.

Cette manière de faire sera facilitée par le fait que le même juge sera appelé à prendre l'ordonnance d'expropriation et à fixer les indemnités. Elle permettra, dans de nombreux cas, d'éviter l'irritante situation des expropriés qui devaient attendre parfois plusieurs années après le prononcé de l'ordonnance d'expropriation l'évaluation et le paiement de leurs biens.

IV. — La nécessité de lier entre elles les opérations poursuivies par les services publics et les collectivités locales, notamment dans l'aménagement des villes, la construction de vastes ensembles immobiliers et les travaux variés qu'elle suppose, la création de zones industrielles destinées à redonner aux économies régionales une vie propre et la nécessité de résoudre les problèmes posés par la disparition de communautés humaines, dispersées par la réalisation de grands travaux publics, ont conduit également à prévoir des dispositions nouvelles mieux adaptées au caractère collectif des grandes opérations que la législation traditionnelle prévue pour des travaux limités.

Ainsi de nouveaux moyens sont donnés aux pouvoirs publics en vue de permettre la réalisation des opérations foncières indispensables à toute politique de construction et à la reconstitution des agglomérations détruites par suite de l'exécution de travaux publics.

Telles sont les principales dispositions de la réforme d'ensemble des règles de l'expropriation pour cause d'utilité publique qui s'accompagne d'une mise en ordre de nombreux textes relatifs à la matière dont le seul souci, en dehors de tout esprit de système, d'assurer à la fois aux expropriés des garanties substantielles et aux administrations expropriantes un instrument pratique et efficace.

I. — Dispositions générales relatives à l'application progressive de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958.

L'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique n'a fixé que des règles générales applicable en la matière. Les modalités d'application de la nouvelle procédure doivent être déterminées par des règlements d'administration publique ainsi que le prévoit l'article 62.

Toutefois, il a paru possible de rendre immédiatement applicables certaines dispositions compatibles avec les textes existants.

L'article 63 précise :

« Sont immédiatement applicables, le chapitre premier, les articles 7 à 9, 14, 18, 20, 21, 30, 39, 41 à 43 et 48 à 54, 57 et 58 de la présente ordonnance, sous réserve des dispositions suivantes :

« 1° Les formes et conditions des enquêtes telles qu'elles sont définies, notamment par le décret du 2 mai 1936 relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, le décret du 29 décembre 1926, relatif aux concessions d'énergie électrique et le décret n° 50-640 du 7 juin 1950, le décret du 13 mai 1948 relatif à l'instruction des projets d'aménagement et le titre II du décret du 8 août 1935 relatif à l'enquête parcellaire sont maintenues provisoirement en vigueur.

« Jusqu'à la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 2 de la présente ordonnance, seront déclarés d'utilité publique, par décret en Conseil

d'Etat, les travaux dont la déclaration d'utilité publique relevait de la loi et ceux dont la déclaration d'utilité publique relevait du décret en Conseil d'Etat, en application des dispositions particulières. »

.....

L'article 64 précise, d'autre part, que toutes dispositions législatives ou réglementaires non contraires aux dispositions de l'article 63 sont maintenues en vigueur jusqu'à la publication des règlements d'administration publique prévus à l'article 62 sous la seule réserve de modifications de détail à la procédure d'expropriation conditionnelle.

Jusqu'à la publication des règlements d'administration publique les procédures d'expropriation continueront donc à être poursuivies conformément aux dispositions de textes existants, c'est-à-dire, suivant les cas :

Le décret des 8 août-30 octobre 1935 ;

Le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires ;

La loi du 11 octobre 1940 tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence des travaux destinés à lutter contre le chômage, modifiée par la loi n° 1128 du 31 décembre 1942, en tant qu'elle a été rendue applicable, bien qu'abrogée, à certaines opérations ;

La loi du 1^{er} mars 1942 concernant les immeubles insalubres et les terrains de la zone de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris ;

La loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux et, d'une manière générale, toutes les dispositions législatives ou réglementaires, en vigueur à la date de la promulgation de la présente ordonnance, l'abrogation des textes visés à l'article 56 ne devant prendre effet qu'au fur et à mesure de la publication des règlements d'administration publique prévus à l'article 62.

Ces textes devront toutefois être combinés avec les dispositions de l'ordonnance rendue immédiatement applicable et en particulier avec le chapitre premier en ce qui concerne tant la forme de la déclaration d'utilité publique que les enquêtes.

II. — Déclaration d'utilité publique.

Aux termes de l'article 63, le chapitre premier de l'ordonnance est immédiatement applicable.

Les articles 1^{er} à 5 de l'ordonnance se substituent donc, dès maintenant, au titre premier du décret des 8 août - 30 octobre 1935.

1° Expropriation des droits réels immobiliers.

L'article 1^{er} comporte une modification importante aux dispositions anciennes en ce qu'il rend possible l'expropriation de droits réels immobiliers. Jusqu'ici, en effet, l'expropriation de droits réels ne pouvait intervenir par voie principale et nécessitait obligatoirement l'expropriation de l'immeuble. Il sera notamment possible d'éteindre des servitudes de droit privé gênantes pour la construction d'ensembles immobiliers, sans qu'il soit nécessaire de procéder à l'expropriation du fonds dominant.

Cette nouvelle possibilité, d'une application exceptionnelle, ne modifie, bien entendu, en rien les règles relatives à l'extinction par le seul effet de l'ordonnance d'expropriation, des droits réels existant sur les immeubles expropriés, règles rappelées par l'article 7 de l'ordonnance du 23 octobre 1958.

2° Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'article 1^{er} impose, avant toute déclaration d'utilité publique, une enquête destinée à permettre de recueillir l'avis des collectivités, organismes et particuliers intéressés sur l'utilité publique de l'opération projetée. Un règlement d'administration publique doit fixer les formes et conditions de cette enquête. Dans l'attente de ce règlement, les enquêtes continueront à être menées dans les formes prévues par le décret du 2 mai 1936 relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, sans préjudice des formes particulières d'enquête propres notamment aux projets d'aménagement et aux concessions d'énergie électrique.

Cette enquête est obligatoire pour toutes les opérations, même pour celles qui en étaient dispensées jusqu'à ce jour, à la seule exception du petit nombre de celles intéressant la défense nationale et dont le caractère secret est établi.

Il a semblé nécessaire, en effet, qu'avant de prendre l'acte solennel qu'est la déclaration d'utilité publique avec toutes les conséquences qu'elle comporte non seulement pour la propriété privée mais également pour les finances des collectivités intéressées, l'administration expropriante recueille tous les avis et observations susceptibles de l'éclairer sur l'intérêt public de l'opération projetée.

Pour les opérations secrètes intéressant la défense nationale, la déclaration d'utilité publique sera prononcée sans enquête après avis conforme sur l'emploi de cette procédure exceptionnelle de la commission restreinte unique de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public instituée par le décret n° 50-443 du 19 avril 1950.

3° Déclaration d'utilité publique (art. 2 et 3).

L'ordonnance fixe une règle simple : la déclaration d'utilité publique est prononcée par décret en Conseil d'Etat, sauf pour les opérations secrètes intéressant la défense nationale qui relèvent du décret simple.

L'administration expropriante, quelle qu'elle soit, peut donc toujours, quelles que soient, par ailleurs, la nature et l'importance des opérations poursuivies, demander qu'un décret en Conseil d'Etat prononce la déclaration d'utilité publique de ces opérations.

Toutefois, dans le cas où l'avis du commissaire enquêteur sera favorable, l'utilité publique pourra être prononcée sous une forme moins solennelle, c'est-à-dire :

Par arrêté ministériel pour les opérations relevant principalement de l'Etat, de ses concessionnaires et des établissements publics nationaux ;

Par arrêté du préfet pour les opérations relevant essentiellement des collectivités locales : départements, communes et établissements publics départementaux ou communaux.

Il a paru toutefois qu'un certain nombre d'opérations, soit en raison de leur nature, soit en raison de leur importance, devaient dans tous les cas faire l'objet d'un décret en Conseil d'Etat. Le législateur a entendu, en effet, réserver à l'examen de la haute assemblée les travaux d'une importance exceptionnelle, tels que les autoroutes, les ports, les grands barrages, etc.

Sous réserve d'instructions particulières et en attendant la publication du règlement d'administration publique qui doit déterminer les catégories de ces opérations, seront déclarées d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, aux termes de l'article 63, même si l'avis du commissaire enquêteur est favorable, « les travaux dont la déclaration d'utilité publique relevait de la loi et ceux dont la déclaration relevait du décret en Conseil d'Etat, en application de dispositions particulières ».

III. — Enquête parcellaire.

L'article 1^{er} prévoit également que l'expropriation ne pourra être prononcée, c'est-à-dire le transfert de propriété ordonné, par le juge, avant qu'il ait procédé contradictoirement à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres intéressés.

Dans l'attente du règlement d'administration publique prévu par l'ordonnance, il sera satisfait à ces prescriptions par l'application des dispositions prévues au titre II du décret du 8 août 1935 qui fixe les règles et conditions de l'enquête parcellaire.

Toutes les fois où il sera possible de procéder aux deux enquêtes simultanément, comme le prévoit l'article 14 du décret du 8 août 1935, la déclaration d'utilité publique pourra, à l'issue de ces enquêtes, tenir lieu d'arrêté de cessibilité si elle comporte les précisions exigées tant en ce qui concerne l'identification des biens expropriés que celles des propriétaires.

IV. — Effets de l'ordonnance d'expropriation.

L'article 6 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 n'a pas été rendu immédiatement applicable à raison des délais nécessaires à la mise en place de la nouvelle juridiction ; la procédure continue à être instruite et le transfert de propriété prononcé conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 15 et des articles 16 et 17 du décret des 8 août et 30 octobre 1935.

Les articles 7 à 9 se substituent aux articles 15 (à l'exception du dernier alinéa), 18, 19 (à l'exception de la dernière phrase), 20, 21, 22 et 23 du décret du 8 août 1935. Il en résulte notamment que la publicité et l'affichage de l'ordonnance d'expropriation, de l'ordonnance de donné acte ou de l'acte amiable, conclu après la déclaration d'utilité publique, prévus à l'article 19, ne sont plus requis.

En effet l'importante réforme de la publicité foncière réalisée par le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 rend inutile l'application des règles dérogatoires au droit commun qui avaient été fixées par la loi du 3 mai 1841 et reprises par le décret des 8 août et 30 octobre 1935.

La publicité de l'ordonnance au bureau des hypothèques reste, bien entendu, requise, par application non plus des textes particuliers à l'expropriation, mais des règles générales relatives à la publicité foncière.

Un règlement d'administration publique déterminera, en tant que de besoin, les règles particulières de cette publicité, compte tenu de la nature particulière du transfert de propriété qui résulte de l'ordonnance d'expropriation.

Il est rappelé à cette occasion que l'administration expropriante doit s'efforcer d'identifier exactement, dès le début de la procédure, les propriétaires expropriés. Si, en effet, l'article 82 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, donne aux autorités administratives la possibilité de déclarer qu'elles n'ont pu identifier les expropriés, il importe que cette mesure exceptionnelle soit invoquée uniquement dans les cas où le propriétaire est réellement inconnu.

La notification de l'ordonnance d'expropriation aux parties intéressées reste bien entendu obligatoire en vue de faire courir tant les délais du pourvoi en cassation que ceux prévus à l'article 25 du décret du 8 août 1935.

Il devient, d'autre part, possible, en application de l'article 7 de l'ordonnance, de traiter à l'amiable avec les propriétaires avant même la déclaration d'utilité publique sans que la présence de locataires puisse constituer un obstacle. Il suffira,

en effet, lorsque la déclaration d'utilité publique sera intervenue, de faire donner acte de ces accords, par le juge, pour leur donner tous les effets de l'ordonnance en ce qui concerne en particulier l'extinction des droits des locataires ou fermiers sur les immeubles vendus.

V. — Fixation des indemnités.

Le chapitre III de l'ordonnance fixe les règles générales d'indemnisation des expropriés ainsi que les formes de la procédure qui devra être appliquée par la nouvelle juridiction chargée d'évaluer les préjudices subis par les propriétaires et autres ayants droit du fait de leur dépossession forcée.

La mise en place de la nouvelle juridiction ainsi que le délai de la procédure seront précisés dans les règlements d'administration publique prévus à l'article 62 de l'ordonnance.

Il reste entendu que les administrations expropriantes devront, dans leurs offres aux expropriés, proposer l'indemnisation de l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain et, notamment, en matière agricole, ne pas méconnaître les problèmes posés par le morcellement des propriétés agricoles ainsi que la diminution de rentabilité des exploitations et l'aggravation des charges pouvant résulter d'une expropriation partielle.

Il a paru nécessaire, par ailleurs, de rendre dès maintenant applicables les dispositions de l'article 21 de l'ordonnance tendant à éviter les manœuvres spéculatives.

En particulier, en vue de donner aux estimations un caractère indiscutable, référence doit être faite aux déclarations fiscales des expropriés résultant de mutations récentes, sauf à tenir compte des variations justifiées dans la valeur des biens par l'application d'un coefficient calculé sur la base du coût de la construction tel qu'il est publié au *Journal officiel*.

L'article 14 de l'ordonnance qui laisse à la charge de l'administration expropriante la totalité des dépenses de première instance, est également immédiatement applicable. Cette disposition permettra d'éviter la répartition des dépens entre l'administration et les expropriés et les retards apportés au paiement par la distraction automatique de ces dépens du montant de l'indemnité allouée à l'exproprié.

Il reste entendu qu'en appel il appartiendra au juge de répartir les dépens dans les conditions du droit commun.

L'article 20 reprend une disposition du décret du 8 août 1935 (art. 44).

Toutefois il résulte de la nouvelle rédaction du texte que l'administration expropriante pourra, dans les cas exceptionnels où la réalisation des travaux apportera au reste de la propriété une plus-value supérieure au montant de l'indemnité d'expropriation, recouvrer, dans des conditions qui devront être précisées par un règlement d'administration publique, la partie de la plus-value non compensée par l'indemnité d'expropriation.

VI. — Procédures d'urgence.

Les règles nouvelles de la procédure de prise de possession d'urgence telles qu'elles résultent du chapitre IV de l'ordonnance ne sont pas applicables tant que la nouvelle juridiction prévue n'aura pas été mise en place et les règles de procédure fixées par les règlements d'administration publique prévus.

Restent donc provisoirement applicables les procédures d'urgence et d'extrême urgence qui avaient été instituées par le décret du 30 octobre 1935 sur les travaux militaires, la loi du 11 octobre 1940 sur les grands travaux contre le chômage et la loi du 1^{er} mars 1942 sur la zone de Paris.

Toutefois, la mise en œuvre de ces procédures a perdu de son intérêt. En effet, le chapitre premier de l'ordonnance qui est immédiatement applicable impose dans tous les cas, sauf l'exception relative aux travaux de caractère secret intéressant la défense nationale, l'obligation de procéder tant à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, qu'à l'enquête parcellaire organisée par le titre II du décret du 8 août 1935.

Par ailleurs l'article 64 de l'ordonnance en modifiant les articles 61 à 66 du décret du 8 août 1935 (De l'expropriation conditionnelle) permet de faire procéder à la fixation des indemnités dès le début de la procédure et sans même attendre la déclaration d'utilité publique, chaque fois qu'il sera possible de fixer d'une manière précise l'emprise des ouvrages projetés et de déterminer exactement les droits existant sur les immeubles expropriés.

VII. — Voies de recours.

La loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947 en unifiant les règles et délais des pourvois en cassation avait implicitement abrogé l'article 24 du décret du 8 août 1935 qui fixait à trois jours le délai du pourvoi et organisait une procédure particulière.

L'article 30 de l'ordonnance immédiatement applicable reprend les dispositions de l'article 24 en portant toutefois à quinze jours le délai du recours à compter de la notification de l'ordonnance.

Il est, en effet, indispensable que l'administration expropriante soit, dans un court délai, assurée de la propriété définitive du sol. Le délai de quinze jours fixé par le législateur permettra en outre aux expropriés d'établir, le cas échéant, et en toute connaissance de cause, un mémoire introductif.

VIII. — Opérations complexes.

Le chapitre VI de l'ordonnance comporte des dispositions nouvelles destinées à résoudre un certain nombre de problèmes soulevés par la réalisation d'opérations complexes de natures diverses.

Les dispositions relatives au remembrement des propriétés et à la participation des propriétaires aux travaux par la création d'associations syndicales ainsi que celles relatives à la reconstitution des agglomérations détruites à la suite de grands travaux publics devront faire l'objet de règlements d'administration publique.

Sont, en revanche, immédiatement applicables les dispositions de l'article 39 qui permettront, dans tous les cas où plusieurs collectivités seraient intéressées à une même opération, d'éviter des procédures successives ou parallèles en confiant à l'une d'elles la conduite de la procédure.

L'application immédiate des articles 41 à 43 fera l'objet d'instructions particulières.

IX. — Dispositions diverses.

Outre les dispositions des articles 49, 50, 51 et 52 qui reprennent des dispositions analogues du décret des 8 août-30 octobre 1935, certains des articles du chapitre VII de l'ordonnance sont immédiatement applicables.

Ainsi, en vue d'accélérer la libération des locaux expropriés, l'article 48 prescrit que les indemnités allouées aux intéressés en vue de leur déménagement ne pourront faire l'objet d'oppositions de créanciers privilégiés ou non. En effet, ces indemnités sont allouées en vue de permettre la libération des locaux. Il est donc indispensable que les expropriés puissent les utiliser effectivement à cet usage.

L'article 53 permet de sanctionner les manœuvres d'agents d'affaires qui, spéculant sur l'ignorance des expropriés, tentent d'abuser les intéressés en exigeant d'eux le paiement d'honoraires calculés directement ou indirectement sur le montant de l'indemnité d'expropriation.

L'article 54 fixe les conditions d'exercice du droit de rétrocession dans des conditions un peu différentes de celles prévues par le décret des 8 août-30 octobre 1935 dans ses articles 53 à 55. Le droit de rétrocession est réservé aux ayants droit à titre universel. L'administration peut, si les immeubles expropriés se révèlent utiles à la réalisation d'une opération susceptible d'être déclarée d'utilité publique, faire obstacle à l'exercice du droit de rétrocession en requérant une nouvelle déclaration d'utilité publique.

Il n'est rien changé quant aux règles prévues pour la fixation du prix de rétrocession. Les conditions dans lesquelles l'administration pourra, après mise en demeure, purger le droit des anciens propriétaires sur les biens expropriés feront l'objet d'un règlement d'administration publique en application de l'article 62 de l'ordonnance.

Les articles 57 et 58 reprennent dans leur ensemble les dispositions des articles 14 et 15 du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires.

Ils permettent, à titre exceptionnel, sans préjudice des règles générales fixées par l'ordonnance pour l'expropriation des immeubles, de procéder à l'occupation temporaire ou préalable des immeubles immédiatement nécessaires aux besoins de la défense nationale.

X. — Généralisation de la procédure d'expropriation conditionnelle.

Les articles 10 et 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 permettront à l'administration expropriante, lorsque les règlements d'administration publique auront organisé la nouvelle juridiction, de demander au juge de l'expropriation de fixer le montant des indemnités dues aux expropriés, dès le début de la procédure.

Cette nouvelle manière de faire donnera aux administrations diligentes la possibilité de mener parallèlement les formalités de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, la recherche des propriétaires et la détermination exacte des propriétés expropriées ainsi que la fixation des indemnités dues aux divers intéressés. Il deviendra donc possible, à condition de connaître, d'une manière suffisamment précise, l'emprise des ouvrages à réaliser ou le périmètre des terrains à exproprier, d'obtenir dans des délais peu différents : la déclaration d'utilité publique de l'opération, l'arrêté de cessibilité, l'ordonnance d'expropriation et la décision du juge chargé de la fixation des indemnités.

Dans l'attente des règlements d'administration publique prévus à l'article 62 et dans le cadre des dispositions provisoirement applicables du décret des 8 août-30 octobre 1935, les avantages qu'il convient d'attendre des dispositions nouvelles des articles 10 et 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958, peuvent, dès maintenant, être recueillis.

En effet, l'article 64 de l'ordonnance aménage l'expropriation conditionnelle en rendant la procédure applicable avant même la déclaration d'utilité publique et en supprimant des formalités inutiles.

*
* *

Des instructions ultérieures donneront, au fur et à mesure de la publication des règlements d'administration publique prévus à l'article 62, les explications nécessaires à la mise en œuvre progressive de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958.

Le Gouvernement attend de tous les services appelés à collaborer à la mise en œuvre de la nouvelle procédure la diligence et les initiatives nécessaires pour permettre, dans le strict respect des règles traditionnelles du droit français, à la fois l'indemnisation équitable et rapide des expropriés et l'action efficace de l'administration.

Le Ministre de la Construction,
PIERRE SUDREAU.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
MICHEL DEBRÉ.

**DECRET N° 59-680 DU 19 MAI 1959 PORTANT REGLEMENT
D'ADMINISTRATION PUBLIQUE RELATIF A LA DECLARATION
D'UTILITE PUBLIQUE DE CERTAINES CATEGORIES
DE TRAVAUX OU D'OPERATIONS**

(Journal officiel du 2 juin, page 5553.)

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du Ministre de la Construction, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre des Travaux publics et des Transports, du Ministre de l'Industrie et du Commerce, du Ministre de l'Agriculture et du Ministre délégué auprès du Premier Ministre,

Vu l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment son article 2, dernier alinéa, aux termes duquel... « un règlement d'administration publique déterminera les catégories de travaux ou d'opérations qui, en raison de leur nature ou de leur importance, ne pourront être déclarées d'utilité publique que par décret en Conseil d'Etat » ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Ne peuvent être déclarés d'utilité publique que par décret en Conseil d'Etat, même si les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables :

1° Les travaux de création ou d'établissement de ports maritimes ou fluviaux, d'aérodromes de catégories A et B, d'autoroutes, de chemins de fer, de canaux de navigation, de canalisations d'intérêt général destinées au transport de gaz combustibles ou d'hydrocarbures, de centrales thermiques, d'usines utilisant l'énergie des mers, d'aménagements hydro-électriques et d'installations liées à la production ou au développement de l'énergie atomique ;

2° L'extension ou la modification des ouvrages énumérés au 1° ci-dessus et les canalisations de rivières lorsque la dépense est supérieure à 1 milliard ;

3° Les travaux d'aménagements et d'installations énumérés à l'article 73 du code minier exécutés à l'extérieur du périmètre qui délimite le droit d'exploitation ;

4° Les travaux d'adduction des eaux d'un bassin fluvial dans un autre.

ARTICLE 2. — Le Ministre de la Construction, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Travaux publics et des Transports, le Ministre de l'Industrie et

du Commerce, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre délégué auprès du Premier Ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mai 1959.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur par intérim :

Le Ministre de la Construction,
PIERRE SUDREAU.

Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre,
JACQUES SOUSTELLE.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
EDMOND MICHELET.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports,
ROBERT BURON.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
JEAN-MARCEL JANNENEY.

Le Ministre de l'Agriculture,
ROGER HOUDET.

Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,
MICHEL MAURICE-BOKANOWSKI.

DECRET N° 59-701 DU 6 JUIN 1959
PORTANT REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE RELATIF
A LA PROCEDURE D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION
D'UTILITE PUBLIQUE A LA DETERMINATION DES PARCELLES A EXPROPRIER,
ET A L'ARRETE DE CESSIBILITE

(Journal officiel du 7 juin, page 5724.)

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre de la Construction, du Ministre d'Etat, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre des Armées, du Ministre de l'Education nationale, du Ministre des Travaux publics et des Transports, du Ministre de l'Industrie et du Commerce, du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique et, notamment, son article 62 aux termes duquel « des règlements d'administration publique, pris sur le rapport du Ministre de la Construction, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du ou des ministres intéressés, fixeront, dans un délai de six mois, les délais et conditions d'application de la présente ordonnance, et notamment :

« Les règles selon lesquelles il sera procédé à l'enquête prévue à l'article premier, en ce qui concerne en particulier les délais, la publicité et la désignation des personnes qui seront chargées d'y procéder, ainsi que les avis et consultations préalables, compte tenu, le cas échéant, de la nature des travaux.

« Les règles selon lesquelles il sera procédé à la recherche des propriétaires et titulaires de droits réels » ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié, portant réforme de la publicité foncière, ensemble le décret d'application du 14 octobre 1955 modifié ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

TITRE I^{er}

De l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 1^{er}. — L'expropriant adresse au préfet, pour être soumis à l'enquête, un dossier qui comprend obligatoirement :

I. — Lorsque la déclaration d'utilité publique est demandée en vue de la réalisation de travaux ou d'ouvrages :

- 1° Une notice explicative indiquant notamment l'objet de l'opération ;
- 2° Le plan de situation ;
- 3° Le plan général des travaux ;
- 4° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- 5° L'appréciation sommaire des dépenses.

II. — Lorsque la déclaration d'utilité publique est demandée en vue de l'acquisition d'immeubles :

- 1° Une notice explicative indiquant notamment l'objet de l'opération ;
- 2° Le plan de situation ;
- 3° Le périmètre délimitant les immeubles à exproprier ;
- 4° L'estimation sommaire des acquisitions à réaliser.

III. — Lorsque la déclaration d'utilité publique est demandée pour des opérations ou acquisitions prévues aux plans d'urbanisme et à l'occasion de l'approbation de ces plans :

- 1° Une notice explicative ;
- 2° L'ordre de grandeur des dépenses.

ARTICLE 2. — Le préfet désigne par arrêté un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête dont il nomme le président. Les membres de la commission d'enquête sont en nombre impair.

Le même arrêté précise :

- 1° L'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée, qui ne peut être inférieure à quinze jours, ni supérieure à trente jours ;
- 2° Les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête.

L'arrêté est publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés dans chacune des communes désignées par le préfet, sans que cette formalité soit limitée nécessairement aux communes où ont lieu les opérations. L'accomplissement de cette mesure de publicité est certifié par le maire.

Il est, en outre, inséré en caractères apparents dans un des journaux publiés dans le département.

ARTICLE 3. — Le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête sont choisis par le préfet sur une liste nationale établie chaque année par le Ministre de la Construction ou sur l'une quelconque des listes départementales établies annuellement par les préfets.

Les personnes choisies par le préfet ne doivent pas appartenir à l'administration expropriante ni participer à son contrôle et ne doivent avoir aucun intérêt à l'opération.

La liste nationale est publiée au *Journal officiel*, les listes départementales au Recueil des actes administratifs de chacune des préfectures intéressées.

Peuvent seuls figurer sur les listes départementales : les anciens magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif, les anciens officiers ministériels, les fonctionnaires et anciens fonctionnaires, les ingénieurs, architectes et techniciens et les membres des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et des chambres des métiers.

ARTICLE 4. — Un arrêté conjoint du Ministre de la Construction, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Finances et des Affaires économiques fixe les conditions d'indemnisation du commissaire enquêteur et des membres des commissions d'enquête.

ARTICLE 5. — Sous réserve des dispositions prévues aux articles 9 et 10 ci-après l'enquête s'ouvre, soit à la préfecture, soit à la sous-préfecture, soit à la mairie d'une des communes sur les territoires desquelles l'opération est projetée.

Tous documents, plans et maquettes établis par l'expropriant peuvent préciser les opérations projetées.

L'arrêté du préfet peut, en outre, ordonner le dépôt pendant le délai et à partir de la date fixée à l'article 2, dans chacune des mairies des communes qu'il désigne à cet effet, d'un registre subsidiaire sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le maire et d'un dossier sommaire donnant les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants.

Lorsque l'opération doit être exécutée sur le territoire d'une seule commune, un double du dossier est obligatoirement déposé à la mairie de cette commune si l'enquête est ouverte dans une autre localité.

ARTICLE 6. — Pendant le délai fixé à l'article 2, les observations sur l'utilité publique de l'opération peuvent être consignées par les intéressés directement sur les registres d'enquête. Elles peuvent également être adressées par écrit, au lieu fixé par le préfet pour l'ouverture de l'enquête, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête, lequel les annexe au registre mentionné à l'article précité.

Il en est de même pour les observations qui seraient présentées par les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et les chambres des métiers.

ARTICLE 7. — A l'expiration du délai d'enquête, le ou les registres d'enquête sont clos et signés selon le ou les lieux du dépôt, par le préfet, le sous-préfet ou le maire, sous réserve des dispositions de l'article 9, puis transmis dans les vingt-quatre heures, avec le dossier d'enquête, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

ARTICLE 8. — Le commissaire enquêteur ou la commission examine les observations consignées ou annexées aux registres et entend toutes personnes qu'il paraît utile de consulter ainsi que l'expropriant s'il le demande.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet le dossier avec des conclusions, soit au préfet, si l'enquête est ouverte à la préfecture, soit au sous-préfet dans les autres cas. Le dossier est transmis, le cas échéant, par le sous-préfet au préfet, avec son avis.

Ces opérations, dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé dans l'arrêté du préfet visé à l'article 2.

ARTICLE 9. — Lorsque l'opération projetée doit être exécutée sur le territoire et pour le compte d'une seule commune, l'enquête publique s'ouvre à la mairie de cette commune.

Indépendamment des dispositions de l'article 6, les observations faites sur l'utilité publique de l'opération sont reçues à la mairie par le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête pendant les trois derniers jours de l'enquête, à des heures annoncées à l'avance.

Le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête qui transmet au maire le dossier et le registre dans les trois jours de la date de la clôture de l'enquête, et lui fait connaître les conclusions.

Si les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont défavorables à l'adoption du projet, le conseil municipal est appelé à émettre son avis par une délibération motivée dont le procès-verbal est joint au dossier transmis au sous-préfet; celui-ci transmet ensuite l'ensemble des pièces au préfet, avec son avis. Faute de délibération dans un délai de trois mois à compter de la transmission du dossier au maire le conseil municipal est regardé comme ayant renoncé à l'opération.

ARTICLE 10. — Lorsque l'opération doit être réalisée sur le territoire de deux ou de plusieurs départements, l'enquête s'ouvre à la préfecture du département sur le territoire duquel la plus grande partie de l'opération doit être réalisée. Le préfet de ce département désigné, éventuellement, par le ou les ministres compétents d'après la nature des opérations, est chargé de centraliser les résultats de l'enquête.

Un arrêté concerté des préfets intéressés désigne le commissaire enquêteur ou les membres et le président de la commission d'enquête. Le même arrêté fixe les conditions de l'enquête publique, telles qu'elles sont prévues aux articles 2 et 5 à 8.

Les dossiers et registres d'enquête déposés, dans les lieux situés hors du département où l'enquête a été ouverte, sont transmis au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête par l'intermédiaire du ou des préfets intéressés, lesquels formulent leur avis sur l'opération projetée.

ARTICLE 11. — L'avis du Ministre chargé des Beaux-Arts doit être demandé pour toutes les opérations nécessitant l'expropriation d'immeubles, monuments naturels ou sites classés ou proposés pour le classement.

ARTICLE 12. — L'avis du Ministre de l'Agriculture doit être demandé toutes les fois que l'expropriation atteint des parcelles plantées de vignes soumises au régime des appellations contrôlées et antérieurement déclarées d'intérêt public par arrêté du Ministre.

TITRE II

De l'enquête parcellaire et de l'arrêté de cessibilité.

ARTICLE 13. — L'expropriant adresse au préfet pour être soumis à enquête dans chacune des communes où sont situés les immeubles à exproprier :

1° Un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments ;

2° La liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le conservateur des hypothèques au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens.

ARTICLE 14. — Le Préfet désigne par arrêté, dans les conditions fixées au premier alinéa de l'article 2 et parmi les personnes mentionnées à l'article 3, un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête.

Le même arrêté précise :

1° L'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte, sa durée, qui ne peut être inférieure à quinze jours ni supérieure à trente jours ;

2° Les heures où les dossiers pourront être consultés dans les mairies et les observations recueillies sur des registres ouverts à cet effet qui seront établis sur feuillets non mobiles et cotés et paraphés par le maire ;

3° Le lieu où siège le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête ;

4° Le délai dans lequel le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête doit donner son avis à l'issue de l'enquête, ledit délai ne pouvant excéder quinze jours.

L'arrêté du préfet est publié dans les conditions fixées aux deux derniers alinéas de l'article 2.

Le préfet peut désigner le même commissaire ou la même commission d'enquête pour procéder à la fois aux enquêtes prescrites par les titres premier et II du présent décret.

ARTICLE 15. — Lorsque l'expropriant est en mesure, avant la déclaration d'utilité publique, de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire et la liste des propriétaires, l'enquête parcellaire peut être faite, soit en même temps que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, soit postérieurement.

ARTICLE 16. — Notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article 13 lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant, ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics ; en cas de domicile inconnu la notification est faite en double copie au maire qui en fait afficher une, et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

ARTICLE 17. — Les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au premier alinéa de l'article 6 du décret susvisé du 4 janvier 1955, ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

ARTICLE 18. — Pendant le délai prévu à l'article 14, les observations sur les limites des biens à exproprier sont consignées par les intéressés sur le registre d'enquête parcellaire ou adressées par écrit au maire qui les joint au registre, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

ARTICLE 19. — A l'expiration du délai prévu à l'article 14, les registres d'enquête sont clos et signés par les maires et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête donne son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dresse le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer. Pour cette audition, le président peut déléguer l'un des membres de la commission.

Ces opérations doivent être terminées dans le délai fixé par l'arrêté du préfet ; ce délai ne peut excéder quinze jours.

ARTICLE 20. — Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet le dossier selon le lieu de l'enquête, soit au préfet, soit au sous-préfet qui émet un avis et transmet le dossier au préfet.

ARTICLE 21. — Si le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête propose, en accord avec l'expropriant, un changement au tracé et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces de terrains bâties ou non bâties, avertissement en est donné collectivement et individuellement, dans les conditions fixées aux articles 14 et 16, aux propriétaires qui sont tenus de se conformer aux dispositions de l'article 17.

Pendant un délai de huit jours à dater de cet avertissement, le procès-verbal et le dossier restent déposés à la mairie ; les intéressés peuvent fournir leur observations comme il est dit à l'article 18.

A l'expiration de ce délai le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête fait connaître à nouveau, dans un délai maximum de huit jours, ses conclusions et transmet le dossier au préfet ou au sous-préfet.

ARTICLE 22. — Sur le vu du procès-verbal et des documents y annexés, le préfet, par arrêté, déclare cessibles les propriétés ou parties de propriétés dont la cession est nécessaire.

Ces propriétés sont désignées conformément aux dispositions de l'article 7 du décret susvisé du 4 janvier 1955 et l'identité des propriétaires est précisée conformément aux dispositions de l'alinéa premier de l'article 5 de ce décret ou de l'alinéa premier de l'article 6 du même décret, sans préjudice des cas exceptionnels mentionnés à l'article 82 du décret susvisé du 14 octobre 1955.

Toutefois, il peut n'être établi qu'un seul document d'arpentage pour l'ensemble des parcelles contiguës comprises dans une même feuille de plan cadastral ; il n'est

plus alors exigé de document d'arpentage soit à l'occasion de cessions amiables postérieures à l'arrêté de cessibilité ou à tous actes en tenant lieu, soit à l'occasion de l'ordonnance d'expropriation.

ARTICLE 23. — L'acte déclaratif d'utilité publique intervenant postérieurement à l'enquête parcellaire vaut arrêté de cessibilité lorsque cet acte est établi conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 22.

ARTICLE 24. — Lorsque dans une commune tous les propriétaires sont connus dès le début de la procédure le préfet peut, pour cette commune, dispenser l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie et de la publicité collective prévue à l'article 14.

Dans ce cas, un extrait du plan parcellaire est joint à la notification prévue à l'article 16 et les intéressés sont invités à faire connaître directement leurs observations au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête.

ARTICLE 25. — Lorsque l'expropriation d'un droit réel immobilier a été requise sans qu'il soit nécessaire d'exproprier l'immeuble grevé, l'expropriant procède à la recherche du titulaire de ce droit à l'aide des renseignements délivrés par le conservateur des hypothèques ou par tous autres moyens.

Il dresse le plan de la propriété grevée et, s'il y a lieu, de la propriété à laquelle ce droit profite. Ces pièces sont ensuite déposées à la mairie de la situation des biens pour permettre l'ouverture de l'enquête dans les conditions précisées par le présent titre. Toutefois, dans les communes à cadastre rénové, il n'est pas dressé de plan et un extrait du plan cadastral délivré par le service du cadastre en tient lieu.

ARTICLE 26. — L'article 81 du décret susvisé du 14 octobre 1955 est modifié comme suit :

« 1. — La certification de l'identité des personnes physiques, exigée par l'article 5 du décret du 4 janvier 1955, est faite au vu d'un extrait d'acte de naissance délivré postérieurement :

« A l'arrêté préfectoral désignant le commissaire enquêteur ou la commission chargée de procéder à l'enquête parcellaire, en matière d'expropriation. » (Le reste sans changement.)

TITRE III

Dispositions transitoires.

ARTICLE 27. — Le titre I^{er} du présent décret est applicable immédiatement lorsque l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique n'a pas été commencée.

Le titre II du présent décret est applicable immédiatement lorsque l'enquête qui précède l'arrêté de cessibilité n'a pas été commencée.

Dans les autres cas, les procédures en vigueur antérieurement à la date du présent décret continueront à recevoir leur application.

ARTICLE 28. — Jusqu'à l'établissement des listes sur lesquelles doivent être choisis les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête, et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 1960, le préfet procède à leur désignation dans les conditions fixées par l'article 34 du décret du 2 mai 1936 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 29. — Par dérogation à l'article 27 ci-dessus, en ce qui concerne les aménagements hydroélectriques soumis au régime de la concession par application de la loi du 16 octobre 1919, les dispositions du décret du 29 décembre 1926, modifié par le décret du 7 juin 1950, sont maintenues provisoirement en vigueur. Un règlement d'administration publique ultérieur, pris dans le délai de six mois

de la publication du présent décret sur le rapport des ministres intéressés, précisera les conditions d'instruction de la demande de concession pour les mettre en harmonie avec les dispositions du présent décret.

ARTICLE 30. — Par dérogation à l'article 27 ci-dessus, en ce qui concerne les travaux de restauration et de reboisement nécessaires pour le maintien et la protection des terrains en montagne, les dispositions des articles 2 à 4 de la loi du 4 avril 1882 et du décret du 11 juillet 1882, en tant qu'elles sont relatives à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, sont maintenues provisoirement en vigueur. Un règlement d'administration publique ultérieur, pris dans le délai de six mois de la publication du présent décret sur le rapport des ministres intéressés, précisera les conditions de l'établissement des périmètres de restauration pour mettre ces conditions en harmonie avec les dispositions du présent décret.

ARTICLE 31. — Toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment le décret du 2 mai 1936 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, modifié, et, en ce qui concerne les formalités d'enquête, le décret du 8 août 1935, modifié, sont abrogés.

ARTICLE 32. — Le Ministre de la Construction, le Ministre d'Etat, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Armées, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre de l'Education nationale, le Ministre des Travaux publics et des Transports, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et le Secrétaire d'Etat aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1959.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre de la Construction,
PIERRE SUDREAU.

Le Ministre d'Etat,
ANDRÉ MALRAUX.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
EDMOND MICHELET.

Le Ministre de l'Intérieur,
PIERRE CHATENET.

Le Ministre des Armées,
PIERRE GUILLAUMAT.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Le Ministre de l'Education nationale,
ANDRÉ BOULLOCHE.

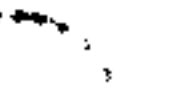
Le Ministre des Travaux publics et des Transports,
ROBERT BURON.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
JEAN-MARCEL JEANNENEY.

Le Ministre de l'Agriculture,
HENRI ROCHEREAU.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
BERNARD CORNUT-GENTILLE.

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.



**CIRCULAIRE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1959 CONCERNANT L'APPLICATION
DE L'ORDONNANCE N° 58-997 DU 23 OCTOBRE 1958 (1) PORTANT REFORME
DES REGLES RELATIVES A L'EXPROPRIATION POUR CAUSE
D'UTILITE PUBLIQUE**

(Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, déclaration d'utilité publique,
enquête parcellaire, arrêté de cessibilité.)

(Journal officiel du 15 septembre, page 9027.)

Circulaire abrogée par la présente circulaire : néant.

Circulaire complétée par la présente circulaire : circulaire n° 58-75 du 10 décembre 1958 (2).

Paris, le 1^{er} septembre 1959.

**LE MINISTRE DE LA CONSTRUCTION ET LE MINISTRE
DE L'INTERIEUR**

A Messieurs les Préfets,

*Monsieur le Commissaire à la construction et à l'urbanisme
pour la région parisienne,*

*Messieurs les directeurs départementaux du ministère de
la construction.*

(1) Publiée au Journal officiel du 24 octobre 1958.

(2) Publiée au Journal officiel du 17 décembre 1958.

○

○

•

•

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I. — *Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique :*

- a) Etablissement des listes départementales ;
- b) Choix du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;
- c) Composition des dossiers d'enquête :
 - Dossier principal ;
 - Dossiers sommaires ;
- d) Publicité ;
- e) Avis à recueillir ;
- f) Déroulement de l'enquête.

II. — *Déclaration d'utilité publique.*

III. — *Enquête parcellaire et arrêté de cessibilité :*

- a) Etablissement du plan parcellaire et de la liste des propriétaires ;
- b) Choix du commissaire enquêteur ;
- c) Renseignements à fournir par les propriétaires présumés ;
- d) Dispense de publicité ;
- e) Etablissement de l'arrêté de cessibilité.

IV. — *Dispositions diverses :*

- a) Expropriation des droits réels immobiliers ;
- b) Enquêtes conjointes ;
- c) Application des articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958.

ANNEXES

I. — Décret n° 59-680 du 19 mai 1959 (*Journal officiel* du 2 juin 1959).

II. — Décret n° 59-701 du 6 juin 1959 (*Journal officiel* du 7 juin 1959).

III. — Articles 5, 6 et 7 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 (*Journal officiel* du 8 janvier 1955), modifié par le décret n° 59-89 du 7 janvier 1959 (*Journal officiel* du 8 janvier 1959).

IV. — Articles 75, 81 et 82 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 (*Journal officiel* du 15 octobre 1955), modifié par le décret n° 59-90 du 7 janvier 1959 (*Journal officiel* du 8 janvier 1959) et le décret n° 59-701 du 6 juin 1959.

V. — Arrêté interministériel du 12 mars 1958 relatif à l'attribution d'indemnités aux commissaires enquêteurs (*Journal officiel* du 20 mars 1958).

VI. — Questionnaire relatif à la déclaration d'identité des expropriés.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions d'application du décret n° 59-680 du 19 mai 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la déclaration d'utilité publique de certaines catégories de travaux ou d'opérations (1) et du décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité (2) :

1° L'article 2 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique a prévu la possibilité de prononcer par arrêté ministériel ou préfectoral, selon le cas, la déclaration d'utilité publique des opérations pour lesquelles les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, mais apporte à cette règle une restriction : « Toutefois, un règlement d'administration publique déterminera les catégories de travaux ou d'opérations qui, en raison de leur nature ou de leur importance, ne pourront être déclarés d'utilité publique que par décret en conseil d'Etat ». C'est l'objet du décret n° 59-680 du 19 mai 1959 ;

2° L'ordonnance du 23 octobre 1958 avait maintenu en vigueur, jusqu'à la publication d'un règlement d'administration publique prévu à son article 63, le décret du 2 mai 1936 relatif à la procédure préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi que le titre II, relatif à l'enquête parcellaire, du décret du 8 août 1935.

Il est apparu possible, sans attendre la publication des autres textes d'application de l'ordonnance du 23 octobre 1958, de mettre fin à ce régime provisoire.

Sous le régime des textes antérieurs, les enquêtes, suivant qu'elles concernaient la déclaration d'utilité publique (décret du 2 mai 1936) ou la détermination des parcelles à exproprier (titre II du décret du 8 août 1935), étaient poursuivies dans des formes et des délais différents ; elles n'étaient pas effectuées par les mêmes personnes ; il existait des régimes spéciaux à certaines catégories de travaux tels que les projets d'aménagement, les aménagements hydro-électriques ou la restauration des terrains en montagne.

Le décret du 6 juin 1959 unifie les conditions dans lesquelles les commissaires ou les membres des commissions sont désignés ainsi que les formes des enquêtes. Il donne aux préfets une large initiative suivant la nature ou l'importance des opérations pour fixer, à l'intérieur des limites prévues, la durée des enquêtes et pour procéder à la désignation, selon les cas, soit d'un commissaire, soit exceptionnellement d'une commission d'enquête. Il supprime, par ailleurs, toutes les réglementations d'exception ; il organise la recherche de l'identité des propriétaires et des titulaires de droits réels de manière à mettre en harmonie la réglementation sur l'expropriation avec le nouveau système de publicité foncière instauré par le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

(1) Publié au *Journal officiel* du 2 juin 1959.

(2) Publié au *Journal officiel* du 7 juin 1959.

I. — Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est destinée à informer l'administration expropriante des observations que peut faire naître le caractère d'utilité publique de l'opération projetée.

Cette enquête administrative est publique, et le décret du 6 juin 1959 permet de l'ouvrir très largement en vue de permettre au plus grand nombre possible de personnes physiques ou morales de faire connaître leurs remarques et d'apporter ainsi des éléments d'information qui pouvaient être mal connus de l'administration et qui sont utiles à l'appréciation exacte de l'utilité publique de l'opération.

Le décret du 6 juin 1959 confie au préfet la charge d'organiser l'enquête, et notamment de désigner un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête.

Il appartient au commissaire enquêteur, après étude des observations formulées au cours de l'enquête et audition de toute personne susceptible de l'éclairer et, en particulier, du représentant de l'administration expropriante, de formuler des conclusions claires et précises sur l'utilité publique des travaux ou des acquisitions demandées, conclusions qui permettront à l'administration de prendre définitivement parti sur la suite à donner à ses projets.

a) Etablissement des listes départementales

Le rôle du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est particulièrement important sous le régime de l'ordonnance du 23 octobre 1958. En effet, sauf dans les cas exceptionnels énumérés par le décret du 19 mai 1959, c'est selon que les conclusions de l'enquête sont ou non favorables que la déclaration d'utilité publique pourra être déclarée par arrêté ministériel ou préfectoral ou devra l'être par décret en conseil d'Etat.

Il appartient, dans ces conditions, aux préfets d'apporter toute leur attention à l'établissement de la liste, prévue par l'article 3 du décret n° 59-701 du 6 juin 1959, des personnalités susceptibles de se voir confier la charge des enquêtes.

Cette liste, qui devra être établie avant le 1^{er} janvier 1960 et révisée tous les ans avant le 31 décembre, sera suffisamment complète pour permettre un large choix, compte tenu de la nature et de l'importance des travaux ou des opérations projetées. En effet, le recours aux personnalités figurant sur les listes d'autres départements ou sur la liste nationale sera exceptionnel et justifié seulement par la nature particulière ou l'ampleur de l'opération.

Seules devront être retenues les personnes appartenant aux catégories prévues par l'article 3 du décret du 6 juin 1959 et présentant à la fois des qualités morales et une compétence professionnelle indiscutables.

Il est en particulier indispensable que les fonctionnaires ou anciens fonctionnaires aient atteint dans la hiérarchie administrative un rang qui leur donne toute l'autorité nécessaire.

MM. les préfets devront s'assurer qu'aucun des intéressés ne s'opposerait à son inscription sur la liste départementale.

Cette liste sera, une fois arrêtée, communiquée aux préfets des départements limitrophes, en vue de leur permettre, le cas échéant, de disposer d'un choix plus large dans la désignation des commissaires enquêteurs.

Un exemplaire de la liste sera également adressé au ministre de la construction (direction de la législation et de la documentation, division des études législatives, LL I).

Les conditions de rémunération des commissaires enquêteurs et des membres des commissions d'enquête ont été fixées par arrêté du 12 mars 1958 (*Journal officiel* du 20 mars 1958) qui reste applicable en attendant la publication de l'arrêté prévu par l'article 4 du décret du 6 juin 1959.

b) CHOIX DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR OU DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Aux termes de l'article 2 du décret du 6 juin 1959, le préfet « désigne par arrêté un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête dont il nomme le président ».

Le Gouvernement a entendu confier un pouvoir très large de décision au préfet en ce qui concerne la possibilité de désigner soit un commissaire enquêteur, soit une commission d'enquête. Pour toutes les opérations simples ne dépassant pas le cadre du département, un seul commissaire pourra être désigné ; encore ce commissaire sera-t-il souvent chargé de l'enquête parcellaire en même temps que de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Le recours à une commission d'enquête qui doit rester exceptionnel ne se justifiera que pour les opérations particulièrement complexes, telles que les aménagements hydro-électriques, ou importantes, en particulier celles qui doivent se dérouler sur le territoire de plusieurs départements et pour lesquels il peut être expédient de constituer une commission comprenant des commissaires désignés par chacun des préfets des départements intéressés.

Les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête seront, d'une manière générale, choisis sur la liste établie dans le département où les opérations sont projetées.

Si toutefois la nature particulière des travaux, ou la nécessité de ne faire appel qu'à des personnalités n'ayant pas d'intérêt dans l'opération, limite à l'excès les possibilités de désignation, le préfet pourra choisir l'une des personnalités figurant sur la liste nationale qui sera publiée au *Journal officiel* ou sur l'une quelconque des listes départementales, en particulier celles des départements limitrophes.

c) COMPOSITION DES DOSSIERS D'ENQUÊTE

L'alinéa 1 de l'article 5 du décret du 6 juin 1959 précise qu'un dossier principal sera déposé au lieu où siégera le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, et l'alinéa 3 qu'un dossier sommaire sera mis à la disposition des intéressés dans les mairies des communes énumérées à l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Dossier principal.

L'expropriation pour cause d'utilité publique n'a pas toujours pour objet la réalisation d'un ouvrage ; les terrains ou les immeubles expropriés sont quelquefois utilisés directement, et en l'état, par l'administration. D'autre part, il est souvent difficile de déterminer avec précision dès l'ouverture de l'enquête les travaux à réaliser sur les terrains expropriés en vue de la construction d'ensembles immobiliers ou de la création de zones industrielles (art. 41 à 43 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958). L'article 1^{er} du décret du 6 juin 1959 précise dans chaque hypothèse la composition du dossier qui doit être soumis à l'enquête.

Il reste bien entendu, ainsi que le rappelle l'article 5 du décret, que l'expropriant pourra à l'occasion de l'enquête soumettre au public tous documents, plans et maquettes susceptibles de l'éclairer. Il est indispensable, en effet, afin que le caractère d'utilité publique de l'opération projetée puisse être apprécié pleinement, qu'un effort soit fait pour informer complètement le public.

Les opérations particulières pour lesquelles la déclaration d'utilité publique est demandée à l'occasion de l'approbation d'un plan d'urbanisme ne font l'objet que de dossiers succincts puisque le dossier général du plan d'urbanisme déposé à l'enquête comprend lui-même une partie des éléments indispensables (plan, tracé des travaux, périmètres délimitant les immeubles expropriés, etc.).

Dossiers sommaires.

Outre le dossier principal déposé au siège de l'enquête, des dossiers sommaires peuvent être déposés dans les mairies des communes désignées par l'arrêté préfectoral ouvrant l'enquête. Ces dossiers devront comporter obligatoirement un plan ainsi que les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants.

Dans le cas où la déclaration d'utilité publique ne portera pas sur la réalisation de travaux publics, les notices explicatives prévues aux paragraphes II (1°) et III (1°) de l'article 1^{er} du décret du 6 juin 1959 devront être obligatoirement jointes aux dossiers.

D'une manière générale, il y aura intérêt à soumettre à l'enquête dans chacune des communes désignées un dossier aussi complet que possible.

d) PUBLICITÉ

Aux termes des deux derniers alinéas de l'article 2 du décret du 6 juin 1959, l'arrêté préfectoral portant désignation des enquêteurs et ouverture de l'enquête est publié par voie d'affiches et éventuellement par tous autres procédés dans chacune des communes désignées par le préfet et il est inséré en caractères apparents dans un journal en vente dans le département.

Cette publicité devra faire l'objet d'une attention particulière. On ne la considérera pas seulement comme une formalité de la procédure administrative de l'enquête, mais surtout comme un acte d'information essentiel permettant d'éclairer le public sur l'intérêt et l'importance de l'opération envisagée.

C'est pourquoi, non seulement l'affichage devra être effectué à des endroits particulièrement visibles, comme la porte principale de la mairie et les emplacements réservés pour les communications officielles, mais encore il est très souhaitable que tous autres procédés de publicité appropriés soient utilisés, depuis le tambour de ville dans les petites communes rurales jusqu'à la radiodiffusion pour les opérations particulièrement importantes.

Le choix du ou des journaux dans lequel sera inséré l'arrêté prescrivant l'enquête doit être fait également avec le souci de porter à la connaissance du plus grand nombre de personnes l'ouverture de l'enquête. L'insertion sera faite en caractères « apparents », c'est-à-dire en caractères différents de ceux utilisés normalement (caractères gras, italiques, etc.).

Outre cette publicité générale destinée à renseigner aussi largement que possible le public, il conviendra, dans le même esprit, de signaler l'ouverture de l'enquête aux organismes susceptibles d'apporter un avis autorisé sur l'utilité publique des opérations projetées. C'est ainsi que des exemplaires de l'affiche annonçant l'ouverture de l'enquête seront adressés, selon les cas, à la chambre de commerce, à la chambre d'agriculture ou à la chambre des métiers.

e) AVIS A RECUEILLIR

L'attention des préfets est appelée sur l'obligation qui est faite à l'expropriant de demander, avant la déclaration d'utilité publique, l'avis du ministre chargé des beaux-arts lorsque l'expropriation porte sur des monuments historiques et l'avis du ministre de l'agriculture lorsque l'expropriation porte sur des vignes déclarées d'intérêt public par arrêté du ministre de l'agriculture. Ces arrêtés seront notifiés aux préfets des départements intéressés (art. 11 et 12 du décret du 6 juin 1959).

Pour répondre à une préoccupation identique, l'avis de l'ingénieur en chef des mines devra être requis pour les expropriations poursuivies à l'intérieur des périmètres d'exploitation des mines.

Il importe que ces avis soient demandés aussitôt que possible et, en tout cas, avant l'ouverture de l'enquête.

Une copie de la demande d'avis et, le cas échéant, de la réponse du ministre intéressé devra être jointe au dossier transmis au préfet en vue de l'enquête.

f) DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Le décret du 6 juin 1959 ne reprend pas les dispositions du décret du 2 mai 1936, qui avaient prévu dans le détail les délais et particularités des enquêtes suivant que les travaux ou opérations étaient prévus dans une seule commune, dans plusieurs communes du même arrondissement ou dans plusieurs communes situées dans des arrondissements différents d'un même département.

Il a paru nécessaire, en effet, de laisser aux préfets toute latitude pour organiser l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, compte tenu des circonstances, qu'il s'agisse de la localité à désigner pour être le siège de l'enquête ou des délais mêmes de l'enquête. Ces délais ont été très largement considérés (quinze à trente jours) en vue de répondre à toutes les éventualités. Sauf difficulté exceptionnelle, le délai minimum de quinze jours permettra de recueillir la totalité des observations susceptibles d'être formulées.

D'une manière générale, l'enquête s'ouvre au siège principal des travaux, c'est-à-dire à la mairie de la commune la plus intéressée par l'opération projetée, sauf dans les cas où le nombre des communes intéressées rend souhaitable le dépôt du dossier d'enquête à la sous-préfecture ou à la préfecture. La plus large liberté est laissée en l'espèce aux préfets pour désigner le lieu où l'enquête doit être ouverte, compte tenu de la nature et de l'importance de l'opération. Les possibilités d'accéder plus ou moins facilement par fer ou par route à l'endroit où sera appelé à siéger le commissaire enquêteur doivent, en particulier, être prises en considération.

De même, les communes à la mairie desquelles seront déposés des dossiers sommaires devront être choisies, à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre des travaux, selon l'importance de l'opération projetée pour l'économie de chacune de ces communes et les conditions d'accès aux mairies.

Dans le cas où l'opération doit être exécutée sur le territoire et pour le compte d'une seule commune, il a paru possible d'assurer notamment aux habitants de la commune appelés, par ailleurs, à contribuer aux dépenses nécessitées par les travaux la possibilité d'un contact personnel avec le commissaire enquêteur pendant les trois derniers jours de l'enquête. En fixant, d'autre part, à trois mois le délai pendant lequel le conseil municipal est appelé à délibérer, dans le cas où le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable, le Gouvernement a entendu que les communes prennent rapidement parti sur les opérations qu'elles se proposent de réaliser en vue d'éviter une gêne trop sensible pour les propriétaires intéressés. La sanction est particulièrement sévère puisque à défaut de décision dans le délai fixé, la déclaration d'utilité publique des opérations ne peut être prononcée sans une nouvelle enquête.

Lorsque l'opération envisagée doit être réalisée sur le territoire de deux ou plusieurs départements, bien que l'enquête garde son unité et que le siège du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête soit unique, la transmission des dossiers sommaires déposés dans des localités situées en dehors du département sur le territoire duquel la plus grande partie des travaux doit être effectuée est faite par l'intermédiaire des préfets intéressés qui pourront ainsi faire connaître leur avis en pleine connaissance de cause.

A l'issue de l'enquête, les registres d'enquête sont clos et signés par l'autorité administrative qui a présidé à l'enquête et transmis avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête (art. 7 du décret du 6 juin 1959).

Le commissaire enquêteur ou exceptionnellement la commission d'enquête examine les observations consignées sur les registres ou celles qui y sont annexées. Il procède, le cas échéant, à l'audition de toute personne qu'il croit devoir consulter. Le représentant de l'administration expropriante est obligatoirement entendu s'il le demande.

Cette instruction ne doit pas excéder quinze jours (art. 8 du décret du 6 juin 1959) ; le commissaire, en transmettant le dossier au préfet ou au sous-préfet suivant les cas, devra faire connaître ses conclusions d'une manière claire et précise sur l'utilité publique de l'opération projetée. Il importe que le préfet intéressé reçoive un avis circonstancié et qui ne permette pas le doute sur l'opinion manifestée par le commissaire enquêteur ; toutes considérations sur le tracé des ouvrages ou le montant des indemnités proposées éventuellement par l'administration expropriante devront être systématiquement exclues.

II. — Déclarations d'utilité publique.

Réserve faite des opérations secrètes intéressant la défense nationale, l'utilité publique est, en application de l'article 2 de l'ordonnance du 23 octobre 1958, déclarée par décret en conseil d'Etat ; toutefois, lorsque les conclusions du commissaire ou de la commission chargée de l'enquête sont favorables, la déclaration peut résulter, selon les cas, d'un arrêté ministériel ou d'un arrêté préfectoral.

Il résulte de la rédaction même de cet article que la possibilité de prononcer l'utilité publique d'une opération par arrêté, lorsque l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est favorable, est une simple faculté dont l'expropriant usera certes largement, mais qui n'exclut pas la possibilité de recourir à la forme solennelle du décret en conseil d'Etat lorsque des difficultés particulières ou l'importance même d'une opération le justifient.

Le décret n° 59-680 du 19 mai 1959 a fixé la liste des travaux ou opérations qui, en raison même de leur nature ou de leur importance, doivent dans tous les cas, et même si les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, être déclarés d'utilité publique par décret en conseil d'Etat.

Ont été retenus les travaux ou opérations susceptibles de perturber d'une manière sensible la vie des populations ou d'entraîner des dépenses exceptionnelles, soit qu'ils constituent un obstacle majeur à la circulation des personnes ou des biens (autoroutes, chemins de fer, canaux), soit qu'ils présentent pour le voisinage des inconvénients qui excèdent ceux que l'on peut attendre habituellement d'ouvrages publics (installations liées au développement de l'énergie atomique, centrales thermiques), soit qu'ils modifient sensiblement l'économie d'une région (aménagements hydroélectriques, opérations tendant à conduire les eaux d'un bassin fluvial dans un autre, usines marémotrices, grands aérodromes, ports), soit que la nature des opérations et la qualité de l'expropriant justifient une particulière attention (mines), soit que le montant des travaux dépasse un milliard en ce qui concerne les canalisations de rivière, ainsi que l'extension ou la modification des ports, aérodromes, autoroutes, chemins de fer, canaux, pipe-lines, centrales thermiques, marémotrices, hydroélectriques ou atomiques.

III. — Enquête parcellaire et arrêté de cessibilité.

L'enquête parcellaire est destinée à permettre aux propriétaires dont les biens sont touchés par les projets d'expropriation de contester que l'exécution des travaux ou la réalisation de l'opération projetée nécessite l'expropriation de telle ou telle partie de leurs immeubles.

C'est pourquoi l'ouverture de cette enquête est notifiée à chacun des propriétaires intéressés, la publicité collective organisée dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique restant le plus souvent nécessaire par suite de l'imprécision des documents cadastraux dans les communes à ancien cadastre et l'imperfection du système hypothécaire dont l'amélioration est progressivement réalisée par l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière.

L'enquête parcellaire permet, d'autre part, de déterminer aussi exactement que possible les véritables propriétaires des biens expropriés et d'obtenir dès le début de la procédure tous les renseignements relatifs à leur identité et à leurs droits, renseignements indispensables non seulement à l'établissement de l'ordonnance d'expropriation et à la fixation des indemnités, mais aussi au paiement rapide des sommes dues aux intéressés.

Le titre II du décret du 8 août 1935 : « Des mesures d'administration relatives à l'expropriation » avait prévu que des commissions siégeant aux chefs-lieux des arrondissements et présidées par les sous-préfets recevraient les observations des propriétaires sur le tracé des travaux.

Le titre II du décret du 6 juin 1959 : « De l'enquête parcellaire et de l'arrêté de cessibilité » laisse aux préfets la plus grande liberté pour organiser l'enquête parcellaire tant en ce qui concerne le lieu où siège le commissaire enquêteur que les délais pendant lesquels les dossiers restent déposés dans les mairies et la possibilité de désigner, suivant la nature ou l'importance de l'opération, un commissaire enquêteur ou exceptionnellement une commission d'enquête.

a) ETABLISSEMENT DU PLAN PARCELLAIRE ET DE LA LISTE DES PROPRIÉTAIRES

Une attention toute particulière doit être portée à l'établissement du plan des immeubles à exproprier et de la liste des propriétaires. Ce sont, en effet, ces documents qui seront utilisés pour permettre le transfert de propriété et l'évaluation des indemnités. Il importe qu'ils comprennent toutes les précisions utiles. En particulier, le plan parcellaire devra être un plan régulier, c'est-à-dire conforme aux normes de l'arrêté interministériel du 24 février 1951 fixant les tolérances applicables aux levés à grande échelle entrepris par les services publics (*Journal officiel* du 14 mars 1951) (1).

Dans les communes à cadastre rénové *par voie de réfection de l'ancien plan*, un extrait du nouveau plan cadastral pourra tenir lieu de plan parcellaire.

La liste des propriétaires devra également être établie avec le maximum de précision. Lorsque la réforme de la publicité foncière réalisée par le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 aura reçu son plein effet par la création d'un fichier immobilier sûr et complet, ce fichier devra constituer la base des renseignements recueillis par l'expropriant. Dès maintenant, grâce aux mesures tendant à assurer la concordance du fichier immobilier et du cadastre, les extraits de documents cadastraux délivrés à l'expropriant feront connaître les propriétaires actuels des immeubles à exproprier, lorsque ces derniers seront situés dans une commune à cadastre rénové et auront fait l'objet d'une formalité de publicité depuis la rénovation du cadastre. Si ces deux dernières conditions ne sont pas remplies, les renseignements fournis par le service du cadastre seront utilisés concurremment avec ceux délivrés par le conservateur des hypothèques ou ceux obtenus par tous autres moyens.

(1) Les tables donnant directement les tolérances découlant des formules prévues à l'arrêté du 24 février 1951 sont en vente au service du cadastre, 11, rue Tronchet, Paris (8^e).

b) CHOIX DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Ainsi qu'il a été précisé en ce qui concerne l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, l'enquête parcellaire pourra très généralement être confiée à un commissaire enquêteur unique.

Ce commissaire, chargé de donner son avis sur les limites des ouvrages projetés et de recevoir les observations des propriétaires intéressés sur les emprises de ces ouvrages, sera choisi sauf circonstance exceptionnelle sur la liste départementale, à raison de ses connaissances techniques.

c) RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS

L'enquête parcellaire, par la publicité qui l'entoure et les contacts qu'elle suppose entre l'administration expropriante et les propriétaires, doit permettre, en particulier, de corriger les imperfections de la liste établie à l'origine en application de l'article 13 du décret. Il importe que les intéressés fournissent à l'expropriant des renseignements sur leur identité en vue de permettre l'établissement de l'arrêté de cessibilité et de l'ordonnance d'expropriation.

En même temps que notification leur est faite du dépôt du dossier à la mairie, les propriétaires seront invités, en application de l'article 17, à préciser leur identité ; un questionnaire pourrait être utilement joint à cette demande (annexe VI).

d) DISPENSE DE PUBLICITÉ

Pour toutes les opérations pour lesquelles tous les propriétaires des biens expropriés dans une même commune sont connus, il a paru possible de supprimer la publicité collective prévue à l'article 14 du décret et le dépôt du dossier à la mairie ; cette publicité est, en effet, inutile dans tous les cas où les propriétaires intéressés peuvent être atteints à coup sûr par une notification individuelle.

La procédure simplifiée qui est ainsi instituée suppose bien évidemment que toutes les précautions auront été prises par l'administration expropriante en vue d'éviter les interventions de tiers susceptibles de revendiquer la propriété des immeubles expropriés. C'est pourquoi, en l'absence de publicité collective, l'administration agira prudemment, en vérifiant auprès du conservateur des hypothèques les droits du propriétaire présumé de l'immeuble à exproprier.

e) ÉTABLISSEMENT DE L'ARRÊTÉ DE CESSIBILITÉ

L'arrêté de cessibilité devra être établi en conformité des dispositions de l'article 22 du décret du 6 juin 1959. En particulier, dans les communes à cadastre rénové, la désignation des immeubles devra être faite conformément à un extrait cadastral ayant moins de trois mois de date au jour de l'arrêté de cessibilité ou de tout acte en tenant lieu.

En ce qui concerne l'identité des propriétaires l'arrêté de cessibilité devra reproduire les nom, prénoms dans l'ordre de l'état civil, domicile, date et lieu de naissance, profession et, le cas échéant, le nom du conjoint (décret n° 55-22 du 4 janvier 1955, art. 5). A l'exception de la profession, ces indications seront portées au vu de la pièce justificative prévue soit à l'article 81 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955, modifié par l'article 26 du décret n° 59-701 du 6 juin 1959 (personnes nées en France métropolitaine ou dans le département de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique ou de la Réunion), soit à l'article 75 du décret précité du 14 octobre 1955 (personnes nées hors de la France métropolitaine ou des départements susvisés).

S'il s'agit de personnes morales l'identification devra être faite conformément à l'article 6 du décret du 4 janvier 1955. Les sociétés commerciales seront notamment désignées par leur dénomination, ainsi que par l'indication de leur forme, de leur siège social et de leur numéro d'immatriculation au registre du commerce.

Dans le cas où l'identification des propriétaires n'aurait pu être établie, il en sera fait mention dans l'arrêté de cessibilité. Toutefois, cette possibilité offerte à l'administration expropriante ne la dispense nullement de procéder à toutes les recherches utiles, et l'application de l'article 82 du décret du 14 octobre 1955 doit rester exceptionnelle.

En toute hypothèse, l'identité des propriétaires n'aura pas à être certifiée dans l'arrêté de cessibilité.

L'article 4 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 permet de déclarer cessibles les propriétés ou parties de propriété à exproprier, dans l'acte prévu qui déclare l'utilité publique de l'opération. Il est bien entendu que cette possibilité offerte aux administrations expropriantes ne les dispense nullement de l'enquête parcellaire. L'article 23 du décret du 6 juin 1959 précise, de plus, que pour valoir arrêté de cessibilité, l'acte déclaratif d'utilité publique devra être établi dans les mêmes formes que celles prévues pour l'arrêté de cessibilité en ce qui concerne notamment la désignation des biens à exproprier et celle des propriétaires ou titulaires de droits.

IV. — Dispositions diverses.

a) EXPROPRIATION DE DROITS RÉELS IMMOBILIERS

L'article 1^{er} de l'ordonnance du 23 octobre 1958 autorise expressément l'expropriation de droits réels immobiliers. L'extinction de servitudes de droit privé peut donc être obtenue à la suite d'une procédure d'expropriation, sans qu'il soit nécessaire de requérir l'expropriation du fonds dominant ou du fonds servant.

Cette manière de faire sera d'une utilisation pratique, lorsque la collectivité intéressée se trouvera propriétaire de terrains acquis — en l'absence de toute déclaration d'utilité publique — et que l'utilisation de ces terrains pour un objet susceptible d'être déclaré d'utilité publique (ouvrage public, construction de logements, zone industrielle, etc.) ne sera pas possible à raison de l'existence d'une servitude de droit privé.

La nature particulière de cette procédure qui tend, non plus à un transfert forcé de propriété, mais à l'extinction d'une servitude établie sur un fonds au profit d'un autre, impose dans l'établissement du dossier de l'enquête parcellaire des précisions particulières. Aussi l'article 25 du décret du 6 juin 1959 a-t-il prévu que le plan soumis à l'enquête comporterait, le cas échéant, non seulement le plan de la propriété grevée, mais également celui de la propriété au profit de laquelle la servitude est établie, afin de permettre à la fois la rédaction explicite de l'arrêté de cessibilité et de l'ordonnance d'expropriation et la fixation par le juge de l'expropriation, en pleine connaissance de cause, de l'indemnité due au titulaire du droit.

b) ENQUÊTES MENÉES CONJOINTEMENT

Le décret du 8 août 1935 avait autorisé les administrations expropriantes à demander que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire soient poursuivies en même temps, mais la forme et les délais de ces enquêtes étaient différents, les personnes chargées d'y procéder n'étant pas les mêmes.

L'ordonnance du 23 octobre 1958 et le décret du 6 juin 1959, en unifiant la forme et les délais d'enquête et en prescrivant le choix des commissaires enquêteurs sur une liste commune qu'il s'agisse des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité

publique ou des enquêtes parcellaires, permet de procéder simultanément aux deux enquêtes dans des conditions simplifiées lorsque l'administration expropriante est en mesure d'établir dès l'origine les dossiers à soumettre aux observations du public.

Quelles que soient les nouvelles facilités ainsi accordées, il convient de ne pas perdre de vue le caractère propre des deux enquêtes tant en ce qui concerne la composition des dossiers qui ne doivent en aucun cas être confondus, que les lieux où ces dossiers doivent être déposés, et les critères à prendre en considération par le préfet en ce qui concerne le choix des commissaires enquêteurs. Sans doute, le plus souvent, pour des opérations de faible ou moyenne importance, un commissaire unique pourrait-il être désigné ; mais pour les opérations complexes ou importantes il serait plus expédient dans certains cas, compte tenu de la nature différente des avis demandés, de choisir pour l'enquête parcellaire un technicien particulièrement apte à apprécier l'emplacement exact à retenir pour l'ouvrage projeté, même si le soin de conclure sur l'utilité publique de l'opération peut être réservé à une autre personnalité.

En toute hypothèse, des registres particuliers devront être réservés à chacune des enquêtes, même si le lieu où ils sont déposés doit être unique, et les intéressés invités suivant la nature de leurs observations à inscrire celles-ci sur l'un ou l'autre des registres.

c) APPLICATION DES ARTICLES 41 A 43 DE L'ORDONNANCE DU 23 OCTOBRE 1958

Les articles 41 à 43 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 se substituent aux dispositions des articles 141 à 150-1 du code de l'urbanisme et de l'habitation et sont applicables, sous réserve que les actes de cession des terrains expropriés soient assortis des clauses types prévues par le décret n° 55-216 du 3 février 1955, sans que la nécessité de publier des textes d'application vienne en retarder la mise en œuvre.

La déclaration d'utilité publique de l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'ensembles immobiliers ou à la réalisation de zones industrielles est donc prononcée en application du chapitre I^{er} de l'ordonnance du 23 octobre 1958 sans formalité supplémentaire sous la seule réserve que les expropriations réalisées en vue de la constitution de réserves foncières dont l'utilisation n'est prévue qu'à longue échéance soient conformes aux dispositions d'un plan d'urbanisme approuvé.

L'article 42 de l'ordonnance reconnaît aux propriétaires désireux de construire pour leurs besoins familiaux un droit de priorité pour l'attribution d'un des terrains à bâtir mis en vente à l'occasion de l'opération, à condition que leur intention se soit manifestée au cours de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'attention des intéressés doit être appelée sur ce droit ; l'arrêté du préfet ordonnant l'ouverture de l'enquête rappellera l'article 42 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 chaque fois que la déclaration d'utilité publique sera demandée en vue de la construction d'ensembles immobiliers à usage d'habitation.

*
* *

Les simplifications importantes apportées par le décret du 6 juin 1959 aux procédures d'enquêtes, les facilités nouvelles accordées aux administrations expropriantes marquent, avec la recherche systématique des propriétaires dès le début des opérations, un progrès sensible sur la législation de 1935, mais supposent de la part de tous les services intéressés un effort particulier en vue de l'établissement de dossiers complets, sûrs et précis qui seuls permettront, aux commissaires enquêteurs, aux autorités chargées de prononcer l'utilité publique des opérations, aux préfets et aux juges, d'assumer aisément leur rôle en pleine connaissance de cause.

Le Gouvernement attend en particulier des administration expropriantes que, dès le début de la procédure, leur intention de régler rapidement les indemnités dues aux expropriés se traduise par la recherche systématique des véritables propriétaires ou titulaires de droits en vue d'éviter au moment du paiement des difficultés susceptibles d'entraîner la consignation des sommes allouées aux intéressés, procédure qui doit, sous le régime de l'ordonnance du 23 octobre 1958, être exceptionnelle.

Le Ministre de la Construction,

PIERRE SUDREAU.

Le Ministre de l'Intérieur,

Pour le Ministre de l'Intérieur et par délégation :

Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

MICHEL MAURICE-BOKANOWSKI.

C

C

C

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Nature (1) :

Situation (1) : commune, rue, n°

Lieudit (2) :

Abornement : tenant à

Contenance (pour les terrains) :

Référence au cadastre (1) : Section, n°
(1 ou 3)

Loi n° (4) Quote-part dans la propriété du sol afférente à ce lot :
.....

Origine de propriété (3) (acte de vente, testament, jugement, etc.) :

....., en date du, publié (transcrit) le

QUESTIONNAIRE RELATIF A L'IDENTITE DU PROPRIETAIRE

Faisant suite à la notification n°, du, le (les) (5)
soussigné (s) déclare (nt), conformément à l'article 17 du décret n° 59-701 du 6 juin 1959
aux termes duquel les propriétaires expropriés sont tenus de fournir toutes indica-
tions utiles relatives à leur identité :

- 1° Etre (ne pas être) (5) le propriétaire de l'immeuble ci-dessus désigné ;
- 2° Connaître (ne pas connaître) (5) le propriétaire dudit immeuble (6) ;
- 3° Certifier l'exactitude des renseignements qui sont fournis ci-après.

Fait à, le

IDENTITE DU PROPRIETAIRE (DU TITULAIRE DU DROIT) (5)

A. — *Personne physique* (5).

Nom et prénoms (7) :

Situation de famille : célibataire, marié, veuf, divorcé, remarié (5).

Date et lieu de naissance :

Nom du conjoint (8) :

Domicile (commune, rue n°, lieudit) :

Profession :

Représenté par (9) :

B. — Personne morale (5) (société, association, syndicat, autre personne morale) (5).

Dénomination :

Siège :

Forme juridique (pour les sociétés) :

Numéro d'immatriculation au registre du commerce (pour les sociétés commerciales) :

Date et lieu de déclaration (pour les associations) :

Date et lieu de dépôt des statuts (pour les syndicats) :

Représenté par (nom, prénoms, qualité et pouvoir du mandataire) :

-
- (1) A remplir par l'administration expropriante.
 - (2) Si l'immeuble n'est pas situé dans une partie agglomérée d'une commune urbaine.
 - (3) A compléter si possible.
 - (4) Lorsqu'il s'agit d'une « fraction d'immeuble » au sens de l'article 7 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et de l'article 71 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 (par exemple : immeuble en copropriété verticale ou horizontale).
 - (5) Rayer les mentions inutiles.
 - (6) Lorsque le déclarant n'est pas propriétaire, il doit néanmoins remplir le questionnaire, fût-ce partiellement en formulant toutes réserves.
 - (7) Dans l'ordre de l'état civil.
 - (8) Eventuellement.
 - (9) Lorsque l'intéressé est mineur, interdit, indivisaire.
-

**CIRCULAIRE DU 29 OCTOBRE 1959 RELATIVE A LA PROCEDURE
DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DES CENTRALES THERMIQUES**

(Journal officiel du 4 novembre, page 10501.)

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

à MM. les préfets

et à MM. les ingénieurs en chef des circonscriptions électriques.

Jusqu'à présent, l'instruction des demandes de déclaration d'utilité publique des centrales thermiques était faite conformément aux dispositions du titre III du décret du 7 juin 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ces conditions se trouvent aujourd'hui abrogées par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui a notamment soumis à des règles uniformes toutes les déclarations d'utilité publique.

C'est ainsi que, désormais, toute déclaration d'utilité publique devra être précédée d'une enquête faite dans les formes prévues par le décret du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance précitée.

D'autre part, le décret n° 59-680 du 19 mai 1959 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 2 de ladite ordonnance prévoit que ne peuvent être déclarés d'utilité publique que par décret en conseil d'Etat les travaux d'établissement de centrales thermiques, même si les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables.

Il résulte de cette nouvelle réglementation qu'il n'est plus obligatoire actuellement de procéder à la consultation des différents services intéressés par la construction d'une centrale thermique ainsi que du conseil supérieur de l'électricité et du gaz, consultation qui était faite en application du titre III du décret du 7 juin 1950 précité.

Cependant, en raison de l'intérêt évident que présente la consultation des services, j'estime nécessaire d'y procéder comme par le passé. En revanche, le conseil d'Etat devant être saisi dans tous les cas des dossiers de demande de déclaration d'utilité publique, j'ai estimé que les garanties que les tiers trouveront dans cet examen permettent de ne plus recourir à la consultation du conseil supérieur de l'électricité et du gaz et d'éviter ainsi d'alourdir sans profit la procédure réglementaire.

Je rappelle d'autre part que rien n'est changé en ce qui concerne l'intervention de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières qui doit, en conformité des dispositions du décret du 28 août 1949, donner son avis préalablement à la déclaration d'utilité publique.

Compte tenu de ce qui précède, l'instruction des demandes de déclaration d'utilité publique pour les travaux de construction d'une centrale thermique devra se dérouler conformément aux instructions ci-dessous.

La demande de déclaration d'utilité publique est adressée au ministre chargé de l'électricité (direction du gaz et de l'électricité), 1^{er} bureau, et accompagnée d'un dossier comprenant :

- Une notice explicative indiquant notamment l'objet des travaux ;
- Un plan de situation (au 1/20.000) ;
- Un plan général des travaux (au 1/2.000) ;
- Les caractéristiques principales des ouvrages et installations les plus importants ;
- L'appréciation sommaire des dépenses. (Dans cette appréciation, le coût des terrains figurera à part.)

Le ministre fixe le nombre des dossiers à fournir par le pétitionnaire ; pour deux de ces dossiers au moins, toutes ces pièces seront dûment signées par le pétitionnaire.

En vue de l'instruction de la demande, le ministre chargé de l'électricité transmet celle-ci à l'ingénieur en chef du contrôle, qui procède alors à la consultation des différents services intéressés. Les services consultés doivent faire connaître leur avis dans les trois semaines, délai de rigueur.

A l'expiration de ce délai, l'ingénieur en chef adresse au ministre les avis recueillis avec ses propositions motivées en ce qui touche la mise à l'enquête.

Si le ministre décide que l'instruction de la demande de déclaration d'utilité publique doit être poursuivie, il invite le préfet du département intéressé à ouvrir l'enquête réglementaire conformément aux dispositions du décret du 6 juin 1959. Les dossiers nécessaires à cette enquête seront adressés au préfet par les soins de l'ingénieur en chef.

L'ingénieur en chef, en possession des résultats de l'enquête qui lui seront adressés par le préfet, invite le demandeur à faire connaître ses réponses aux observations formulées soit au cours de l'enquête, soit pendant l'instruction. Il transmet ensuite au ministre, en deux exemplaires, le dossier de l'affaire avec son avis.

Ces exemplaires du dossier destinés à la consultation, par les soins du ministre chargé de l'électricité, du conseil d'Etat et de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières, seront constitués comme indiqué ci-dessous :

Dossier de la demande (dossier d'enquête comportant le visa, sur chacune des pièces, du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête en ce qui concerne l'exemplaire destiné au conseil d'Etat) ;

Avis des services consultés ;

Dossier des résultats de l'enquête ;

Réponse du demandeur (sous forme d'une note à triple colonne) ;

Avis de l'ingénieur en chef du contrôle.

Il conviendra, en outre, d'ajouter au dossier destiné à la commission centrale de contrôle des opérations immobilières l'état parcellaire en trois exemplaires et l'avis du service des domaines, qui devra, comme à l'accoutumée, porter sur l'évaluation des immeubles à acquérir.

Je précise enfin que, simultanément à la procédure ci-dessus, sera engagée par mes soins, pour les centrales thermiques d'une puissance installée supérieure à 100.000 kW, la procédure d'instruction mixte, laquelle doit être faite à l'échelon central dans les formes fixées par le décret n° 55-1064 du 4 août 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 29 décembre 1952 sur les travaux mixtes.

Il conviendrait en revanche, pour l'ingénieur en chef, d'ouvrir l'instruction mixte, à l'échelon local, dans le cas où il s'agirait d'une centrale thermique d'une puissance supérieure ou égale à 40.000 kW et inférieure à 100.000 kW et située dans une des zones réservées de première catégorie définies par le décret n° 59-172 du 7 janvier 1959 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 29 décembre 1952 précitée.

Fait à Paris, le 29 octobre 1959.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

RAYMOND BARRE.

DECRET N° 59-1335 DU 20 NOVEMBRE 1959
PORTANT REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
RELATIF A L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DES JURIDICTIONS
DE L'ORDRE JUDICIAIRE COMPETENTES EN MATIERE
D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE
ET A LA PROCEDURE SUIVIE DEVANT LESDITES JURIDICTIONS
AINSI QU'A LA FIXATION DES INDEMNITES

(Journal officiel du 25 novembre, page 11295.)

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre de la Construction, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Intérieur,

Vu l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment son article 62 aux termes duquel :

« Des règlements d'administration publique, pris sur le rapport du Ministre de la Construction, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du ou des ministres intéressés, fixeront les délais et conditions d'application de la présente ordonnance, et notamment :

« Les règles spéciales de procédure et, en particulier, les conditions de désignation du juge mentionné à l'article 12, l'organisation des secrétariats du juge et de la chambre mentionnée à l'article 34, les conditions de désignation du notaire, les modalités particulières de la procédure d'appel et de la procédure d'urgence faisant l'objet du chapitre IV ;

« La forme des notifications et significations » ;

Vu le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{er}

Organisation des juridictions.

ARTICLE 1^{er}. — La juridiction instituée dans chaque département par l'article 12 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 susvisée a son siège près un tribunal de grande instance qui, sauf décision contraire du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, est celui du chef-lieu du département.

ARTICLE 2. — Le premier président de la cour d'appel désigne par ordonnance les magistrats de cette juridiction, lesquels sont dénommés juges de l'expropriation.

Il fixe, dans la même forme, le nombre des juges titulaires nécessaires, dans chacun des tribunaux ci-dessus mentionnés pour assurer, tant en première instance qu'en appel, le règlement des procédures d'expropriation.

ARTICLE 3. — Le premier président désigne en outre les magistrats habilités à suppléer chaque titulaire en cas de maladie, congé, récusation, changement ou cessation de fonctions, ou lorsque ce titulaire siège à la chambre statuant en appel.

ARTICLE 4. — Les juges de l'expropriation sont désignés pour une période de cinq années renouvelables. Il en est de même pour leurs suppléants.

ARTICLE 5. — Les juges de l'expropriation et leurs suppléants doivent appartenir au tribunal de grande instance près lequel siège la juridiction mentionnée à l'article 1^{er}.

Ces magistrats doivent avoir, pendant deux années aux moins, soit siégé dans une chambre civile d'un tribunal de grande instance, soit exercé les fonctions visées à l'article 48 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 ou à l'article 30 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, soit présidé des commissions arbitrales d'évaluation.

Ils peuvent également être désignés parmi les magistrats ayant exercé les fonctions de juge d'instance dans les conditions prévues à l'alinéa 3 de l'article 5 du décret n° 58-1277 du 22 décembre 1958.

ARTICLE 6. — Le premier président désigne également par ordonnance un président de chambre de la cour d'appel aux fins de présider, pendant une durée de cinq années renouvelable, la chambre instituée par l'article 34 de l'ordonnance du 23 octobre 1958.

Il désigne, dans la même forme, un conseiller chargé de suppléer le président dans l'exercice de ses fonctions.

Il peut, en cas de besoin, procéder aux désignations nécessaires à la constitution de chambres supplémentaires.

Les présidents de chambre et leurs suppléants doivent avoir pendant deux années au moins soit siégé à une chambre civile d'une cour d'appel, soit exercé les fonctions énumérées à l'article 5 ci-dessus.

ARTICLE 7. — Si, dans le ressort d'une cour d'appel, le nombre des juges de l'expropriation est insuffisant pour permettre la constitution de la chambre soit d'une manière permanente, soit pour le jugement d'une ou plusieurs procédures, le premier président désigne le ou les assesseurs nécessaires parmi les conseillers de la cour. Ceux-ci sont désignés pour une période de cinq années renouvelable si le nombre de juges de l'expropriation du ressort est inférieur à trois.

ARTICLE 8. — L'exercice des fonctions des magistrats désignés par application des articles 1^{er} à 7 ne peut être délégué à aucun magistrat, sauf en cas de nécessité absolue.

ARTICLE 9. — En cas de cessation de fonctions, ou de changement de fonctions par suite d'avancement ou d'affectation nouvelle, lesdits magistrats sont remplacés dans un délai de deux mois.

ARTICLE 10. — Le secrétariat de la juridiction mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus est assuré par le greffier en chef du tribunal de grande instance auprès duquel ladite juridiction a son siège.

Chaque juge est assisté d'un greffier fonctionnaire ou d'un commis greffier assermenté, désigné par le greffier en chef et qui ne peut être suppléé dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas d'empêchement. Si cet empêchement dure plus de deux mois, le greffier en chef désigne un remplaçant.

ARTICLE 11. — Le secrétariat de la chambre d'appel est assuré, dans les mêmes conditions que ci-dessus, par le greffier en chef de la cour.

ARTICLE 12. — Il est ouvert au secrétariat de la juridiction mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus un registre général, établi sur papier non timbré, coté et paraphé par l'un des juges, sur lequel sont mentionnées les demandes prévues aux articles 15 et 25 ci-dessous, les actes d'appel prévus à l'article 54 ci-dessous, ainsi que les décisions intervenues à la suite de l'exercice d'une voie de recours.

ARTICLE 13. — Il est ouvert, pour chaque juge et chaque chambre spéciale de la cour, un registre établi dans les mêmes conditions sur lequel sont mentionnés tous les actes, décisions, notifications, correspondances et formalités auxquels donne lieu l'instruction de chaque affaire.

ARTICLE 14. — Les ordonnances portant transfert de propriété, les jugements et arrêts rendus en matière d'expropriation sont déposés en minute au secrétariat de la juridiction qui a rendu la décision.

Le secrétaire délivre les grosses et expéditions nécessaires dans les délais maximum suivants, comptés du jour où il en est requis par tout intéressé : dix jours en ce qui concerne les jugements et arrêts fixant les indemnités définitives, cinq jours en ce qui concerne les ordonnances prononçant l'expropriation et les jugements fixant les indemnités provisionnelles.

CHAPITRE II

Procédure du transfert de propriété.

ARTICLE 15. — Le préfet transmet au secrétariat de la juridiction du département dans lequel sont situés les biens à exproprier un dossier qui comprend obligatoirement les copies certifiées conformes :

- 1° De l'acte déclarant l'utilité publique de l'opération et, éventuellement, de l'acte le prorogeant ;
- 2° De l'avis de la commission de contrôle des opérations immobilières, sauf attestation par le préfet que cet avis n'est pas obligatoire en l'espèce ;
- 3° Du plan parcellaire des terrains et bâtiments ;
- 4° De l'arrêté préfectoral mentionné à l'article 14 du décret susvisé du 6 juin 1959 ;
- 5° Des pièces justifiant de l'accomplissement des formalités tendant aux avertissements collectifs et aux notifications individuelles prévues aux articles 14, 16 et 21 dudit décret, sous réserve de l'application de l'article 24 de ce décret ;
- 6° Du procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire ;
- 7° De l'arrêté de cessibilité ou de l'acte en tenant lieu, ayant moins de six mois de date.

Le dossier peut comprendre, en outre, tous autres documents ou pièces que le préfet estime utiles.

ARTICLE 16. — Dans un délai de huit jours à compter de la réception du dossier au secrétariat de la juridiction, le juge saisi prononce, par ordonnance, l'expropriation des immeubles ou des droits réels déclarés cessibles ; l'expropriation est prononcée directement au bénéfice de la personne au profit de laquelle elle a été poursuivie.

Si le dossier ne comprend pas toutes les pièces mentionnées à l'article précédent, le juge peut demander au préfet de les lui faire parvenir ; dans ce cas, il prononce l'expropriation dans un délai de huit jours à compter de la réception desdites pièces.

ARTICLE 17. — Le juge refuse, par ordonnance motivée, de prononcer l'expropriation s'il constate que le dossier n'est pas constitué conformément aux prescriptions de l'article 15, ou si la déclaration d'utilité publique ou les arrêtés de cessibilité sont caducs.

ARTICLE 18. — L'ordonnance prononçant l'expropriation désigne chaque immeuble ou fraction d'immeuble exproprié et précise l'identité des expropriés, conformément aux dispositions de l'article 22 du décret susvisé du 6 juin 1959. Elle désigne en outre le bénéficiaire de l'expropriation.

Elle tient compte des modifications survenues éventuellement depuis l'arrêté de cessibilité ou l'acte en tenant lieu en ce qui concerne la désignation des immeubles ou l'identité des parties.

L'avis ou l'attestation mentionné au 2° de l'article 15 ci-dessus est annexé à la minute de l'ordonnance.

ARTICLE 19. — L'ordonnance ne peut être exécutée à l'encontre de chacun des intéressés que si elle lui a été préalablement notifiée par l'expropriant.

CHAPITRE III

• Procédure relative à la fixation des indemnités par le juge de l'expropriation.

ARTICLE 20. — Les publications prévues à l'article 10 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 sont faites conformément aux dispositions des deux derniers alinéas de l'article 2 du décret susvisé du 6 juin 1959.

Les notifications prévues au même article sont faites conformément aux dispositions de l'article 61 ci-après.

Ces publications et notifications doivent reproduire en caractère apparents les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 10 de l'ordonnance du 23 octobre 1958. Elles peuvent être faites en même temps que celles prévues au titre I^{er} ou au titre II du décret susvisé du 6 juin 1959.

ARTICLE 21. — L'expropriant procède à la notification du montant des offres prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 23 octobre 1958, soit après l'intervention de l'arrêté de cessibilité ou de l'ordonnance d'expropriation, soit à partir de l'ouverture de l'enquête d'utilité publique lorsque les conditions mentionnées à l'article 15 du décret susvisé du 6 juin 1959 sont réunies.

ARTICLE 22. — Les notifications des offres sont faites à chacun des intéressés susceptibles d'obtenir une indemnisation.

Elles précisent, en les distinguant, l'indemnité principale, le cas échéant les offres en nature, ainsi que chacune des indemnités accessoires. Elles invitent en outre les personnes auxquelles elles sont faites à faire connaître par écrit à l'expropriant, dans un délai de quinze jours à dater de la notification, soit leur acceptation, soit le montant détaillé de leurs demandes. Elles reproduisent en caractères apparents les dispositions de l'article 25 ci-dessous.

La réponse de chaque intéressé doit contenir ses nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance, ainsi que le titre auquel il est susceptible de bénéficier d'une indemnité, et, pour chaque personne morale, toutes indications propres à l'identifier.

ARTICLE 23. — Si l'indemnité fixée à l'amiable, après la déclaration d'utilité publique, entre l'expropriant et l'exproprié, est inférieure au montant total des créances pour le recouvrement desquelles il a été pris inscription, les créanciers bénéficiaires d'inscriptions de privilèges ou d'hypothèque sur l'immeuble ou le droit réel exproprié, ainsi que les créanciers bénéficiaires d'une inscription de nantissement sur un fonds de commerce dont l'expropriation entraîne l'éviction, peuvent seulement exiger que l'indemnité acceptée par leur débiteur soit soumise au juge.

A cet effet, l'expropriant notifie aux créanciers, au domicile par eux élu dans l'acte constitutif de la créance, l'accord intervenu sur le prix, chaque fois que ce prix n'est pas supérieur d'au moins 10 p. 100 au montant de la créance, de ses intérêts et des frais et dépens garantis par l'inscription.

Lorsque l'accord amiable est antérieur à la déclaration d'utilité publique, l'ordonnance de donné acte ne peut intervenir qu'après envoi aux créanciers inscrits des notifications ci-dessus prévues.

Faute d'avoir fait connaître leur intention à l'expropriant dans le délai d'un mois à compter des notifications prévues aux deux alinéas précédents, les créanciers sont réputés avoir accepté l'indemnité fixée à l'amiable.

ARTICLE 24. — Si l'expropriant ne notifie pas ses offres, tout intéressé peut, à partir de l'arrêté de cessibilité, mettre l'expropriant en demeure d'avoir à y procéder.

ARTICLE 25. — A défaut d'accord amiable dans le délai d'un mois à partir de la notification des offres de l'expropriant ou de la mise en demeure prévue à l'article précédent, le juge de l'expropriation peut être saisi par la partie la plus diligente dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance susvisée du 23 octobre 1958.

La demande est adressée au secrétariat de la juridiction du département dans lequel sont situés les biens à exproprier. Elle est simultanément notifiée à la partie adverse.

ARTICLE 26. — Préalablement à la saisie du juge, le demandeur est tenu de notifier son mémoire au défendeur. La demande prévue à l'article 25 ci-dessus doit, à peine d'irrecevabilité, préciser la date à laquelle il a été procédé à cette notification. Si cette dernière est faite par l'expropriant, elle reproduit en caractères apparents les dispositions des articles 27 et 29 ci-dessous.

ARTICLE 27. — Le défendeur dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification du mémoire du demandeur pour adresser à celui-ci son mémoire en réponse.

Faute par l'exproprié d'avoir notifié son mémoire dans ledit délai, sa réponse à l'offre de l'expropriant est réputée en tenir lieu.

ARTICLE 28. — Copies des mémoires sont adressées par chacune des parties au secrétariat de la juridiction saisie.

L'expropriant peut joindre à son mémoire les copies certifiées conformes de l'offre mentionnée à l'article 22 et, le cas échéant, de la réponse faite par l'exproprié à cette offre.

ARTICLE 29. — Les mémoires comportent l'exposé des moyens et conclusions des parties ; celles-ci y joignent les documents et pièces qu'elles entendent produire.

Les conclusions indiquent le montant demandé ou offert pour l'indemnité principale et, le cas échéant, pour chacune des indemnités accessoires ; elles donnent éventuellement toutes précisions utiles au sujet des offres en nature.

Les copies des mémoires, documents et pièces doivent être certifiées conformes à l'original par celui qui les produit.

Les mémoires doivent être signés par les parties ou leurs représentants ; ceux produits par les expropriés doivent en outre énoncer leurs nom, prénoms, domicile, date et lieu de naissance, ainsi que le titre auquel ils sont susceptibles de bénéficier de l'indemnité demandée et, en ce qui concerne les personnes morales, toutes indications propres à les identifier.

ARTICLE 30. — Pour l'application du quatrième alinéa de l'article 21 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 susvisée, les modifications survenues soit dans la consistance, soit dans la situation juridique ou matérielle des immeubles depuis la mutation de référence, ainsi que, s'il y a lieu, le montant des travaux correspondant à ces modifications peuvent être établis par tous moyens de preuve.

Si les modifications ont affecté la consistance ou l'état matériel des biens et ont conféré une plus-value à ceux-ci, l'indemnité principale révisée le cas échéant, comme il est dit à l'article 21 de l'ordonnance précitée, est majorée soit du montant des travaux, soit du montant de la plus-value lorsque celle-ci est supérieure au montant des travaux.

L'indemnité principale ainsi majorée ne peut excéder la valeur des biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la décision du juge.

L'indemnité de emploi est calculée compte tenu des frais de tous ordres normalement exposés pour l'acquisition de biens de même nature moyennant un prix égal au montant de l'indemnité principale.

Toutefois, il ne peut être prévu d'indemnité de emploi si les biens étaient notoirement destinés à la vente, ou mis en vente par le propriétaire exproprié au cours de la période de six mois ayant précédé la déclaration d'utilité publique.

Le montant de l'indemnité de remploi éventuellement prévue doit être calculé compte tenu des avantages fiscaux dont les expropriés sont appelés à bénéficier lors de l'acquisition de biens de remplacement.

ARTICLE 31. — Le juge désigne, en vue de la visite des lieux, un notaire ou un notaire honoraire inscrit sur une liste établie chaque année pour l'ensemble du ressort de la cour d'appel par le premier président, sur proposition du conseil régional des notaires.

ARTICLE 32. — La date de la visite des lieux doit être postérieure à l'expiration du délai d'un mois fixé à l'article 27 ci-dessus.

ARTICLE 33. — Copie de l'ordonnance fixant les jour et heure du transport sur les lieux et désignant le notaire est transmise, en vue de sa notification, par le secrétaire du juge à l'expropriant.

Si le notaire désigné se trouve dans l'impossibilité d'assister au transport, il peut être remplacé par un autre notaire inscrit sur la liste ci-dessus prévue et convoqué à cet effet par le juge.

ARTICLE 34. — Le juge peut, à titre exceptionnel, désigner une ou plusieurs personnes qui lui paraîtraient qualifiées pour l'éclairer dans le cas de difficultés d'évaluation d'ordre technique.

Ces personnes assistent au transport sur les lieux, au cours duquel elles peuvent, à l'appui de leurs observations, remettre au juge un avis écrit.

ARTICLE 35. — Les avoués habilités à assister ou représenter les parties devant le juge de l'expropriation sont les avoués près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel sont situés les biens à exproprier.

Lorsque l'expropriation concerne le propriétaire d'un fonds de commerce ou d'industrie, les agréés habilités aux mêmes fins sont ceux du tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé le bien à exproprier.

ARTICLE 36. — Le juge fait connaître les lieu et heure de l'audience publique aux parties ou à leurs représentants au plus tard au cours du transport sur les lieux. L'audience peut se tenir hors des locaux où siège le tribunal.

ARTICLE 37. — Le notaire, puis le directeur des domaines ou son représentant sont entendus en leurs observations après les parties.

Ils peuvent, à l'appui de leurs observations, remettre au juge un avis écrit.

ARTICLE 38. — Si l'une des parties s'est trouvée dans l'impossibilité de produire, à l'appui de ses mémoires, certaines pièces ou certains documents, le juge peut, s'il l'estime nécessaire à la solution de l'affaire, l'autoriser sur sa demande à produire à l'audience ces pièces et documents.

ARTICLE 39. — A défaut d'accord amiable dans les huit jours du transport sur les lieux, le juge statue à la demande de la partie la plus diligente.

Le secrétaire notifie aux intéressés les jour et heure auxquels le juge donnera lecture du jugement au siège du tribunal, à moins qu'ils n'aient été fixés au cours de l'audience publique.

ARTICLE 40. — Le juge statue dans la limite des moyens et conclusions des mémoires, et des éléments dont ceux-ci font état.

Si le défendeur n'a pas notifié son mémoire en réponse au demandeur dans le délai d'un mois prévu à l'article 27 ci-dessus, il est réputé s'en tenir à ses offres, s'il s'agit de l'expropriation, et à sa réponse aux offres, s'il s'agit de l'exproprié.

Si l'exproprié s'est abstenu de répondre aux offres de l'administration et de produire un mémoire en réponse, le juge fixe l'indemnité d'après les éléments dont il dispose.

ARTICLE 41. — Le jugement précise notamment les motifs de droit ou de fait en raison desquels chacune des indemnités principale ou accessoires est allouée.

ARTICLE 42. — Dans le cas prévu à l'article 22, alinéa 2, de l'ordonnance du 23 octobre 1958, le juge peut surseoir à statuer jusqu'à ce que les conditions d'équivalence aient pu être appréciées par lui ; il est saisi à nouveau, en ce cas, par la partie la plus diligente.

ARTICLE 43. — Le juge taxe les frais et dépens. La taxe ne doit pas comprendre les frais d'actes ou autres qui auraient été faits antérieurement à la notification des offres de l'administration.

ARTICLE 44. — Lorsqu'il s'agit de statuer sur des difficultés relatives à l'exécution d'une décision rendue en application du présent décret, la demande est portée à une audience tenue à cet effet par le juge de l'expropriation aux jour et heure indiqués par celui-ci.

Il est, en ce cas, statué comme en matière de référé. L'appel est toutefois porté devant la chambre mentionnée à l'article 6 ci-dessus ; les parties, qui peuvent se faire assister ou représenter dans les conditions prévues à l'article 58 ci-dessous, sont dispensées du ministère d'avoué.

ARTICLE 45. — La demande de l'exproprié qui entend se prévaloir des dispositions de l'article 26 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 est formée, instruite et jugée conformément aux dispositions des articles 26 et suivants du présent décret, sans qu'il y ait lieu de procéder à une mise en demeure préalable de l'expropriant ; le juge peut statuer sans se transporter sur les lieux.

CHAPITRE IV

Procédure d'urgence.

ARTICLE 46. — Les dispositions du présent décret sont applicables à la procédure d'urgence sous les réserves ci-après.

ARTICLE 47. — L'expropriant notifie ses offres quinze jours au moins avant de saisir le juge.

ARTICLE 48. — L'expropriant saisit le juge par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui vise l'acte ayant déclaré l'urgence de l'opération. Il joint à sa demande une copie certifiée conforme de l'offre visée à l'article 22 et de la réponse faite par l'exproprié à cette offre. La notification qui en est faite au défendeur précise que l'affaire sera instruite et jugée conformément aux règles du présent chapitre applicables en matière de procédure d'urgence.

ARTICLE 49. — Les parties, le directeur des domaines ou son représentant, le notaire, ainsi que les personnes visées à l'article 34 ci-dessus, sont directement convoqués par le secrétaire au transport sur les lieux.

ARTICLE 50. — Le procès-verbal établi lors de la visite du juge fait mention des observations formulées sur l'état des lieux, lequel est également versé au dossier.

ARTICLE 51. — Au cours de l'audience tenue immédiatement à l'issue du transport sur les lieux, les parties ou leurs représentants peuvent, par dérogation à l'alinéa 1^{er} de l'article 40 ci-dessus, développer tous moyens et conclusions.

Si le juge s'estime suffisamment éclairé, il peut fixer le montant des indemnités définitives dans la limite desdits moyens et conclusions.

ARTICLE 52. — S'il ne s'estime pas suffisamment éclairé, le juge fixe des indemnités provisionnelles dont le montant correspond au préjudice causé aux intéressés tel qu'il paraît établi à l'issue des débats ; les dispositions de l'article 41 ne sont pas, en ce cas, applicables.

ARTICLE 53. — En vue de la fixation des indemnités définitives, les parties, le directeur des domaines ou son représentant, et le notaire, sont convoqués par le secrétaire, quinze jours au moins à l'avance, à l'audience au cours de laquelle seront développés les éléments des mémoires ; ceux-ci peuvent être présentés jusqu'au huitième jour précédant l'audience.

Jusqu'à la même date, les personnes qui auraient été désignées par application de l'article 34 ci-dessus peuvent adresser au juge leur avis écrit.

CHAPITRE V

Procédure d'appel contre les jugements fixant les indemnités.

ARTICLE 54. — L'appel est interjeté, dans le délai de quinze jours à compter de la notification du jugement par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressé au secrétariat de la juridiction qui a rendu la décision.

Il peut l'être également par déclaration faite audit secrétariat et dont il est dressé procès-verbal.

L'acte d'appel formé par l'exproprié doit comporter élection de domicile dans le ressort de la cour d'appel.

ARTICLE 55. — Dès qu'il en est saisi, le secrétaire notifie l'appel à chaque intimé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et en donne simultanément avis au secrétaire de la chambre d'appel.

Dans les trois jours, il transmet à ce dernier les pièces de l'affaire. Il lui transmet en outre, sans délai, tous autres actes d'appel, mémoires ou pièces concernant ladite affaire et qui lui parviendraient ultérieurement.

ARTICLE 56. — Dans le délai d'un mois à dater de l'appel, l'appelant adresse, en double exemplaire, chaque mémoire, ainsi que les pièces et documents qu'il entend produire, au secrétaire de la chambre.

Celui-ci en notifie aussitôt un exemplaire à chaque intimé.

L'intimé adresse de son côté au secrétaire de la chambre ses mémoires, pièces et documents, en double exemplaire, dans le mois de la notification prévue à l'alinéa précédent.

Appel incident peut être formé dans le mémoire en réponse.

ARTICLE 57. — Le président arrête le rôle et en informe les assesseurs appelés à composer la chambre.

ARTICLE 58. — Les parties sont convoquées à l'audience par le secrétaire ; elles peuvent se faire assister ou représenter par un avocat régulièrement inscrit, par un avoué près la cour d'appel ou par un parent ou allié jusqu'au sixième degré muni d'un pouvoir régulier.

ARTICLE 59. — Le représentant du service des domaines est obligatoirement entendu en ses observations après les parties.

Il peut, à l'appui de ses observations, remettre au président de la chambre un avis écrit.

ARTICLE 60. — Les articles 38, 40, 41 et 43 ci-dessus sont applicables à la procédure d'appel.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses et transitoires.

ARTICLE 61. — Les notifications prévues par le présent décret sont, sauf disposition contraire, faites au domicile des parties ou de leurs représentants par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Lorsqu'une notification n'a pas touché son destinataire, il y est procédé à nouveau par acte extrajudiciaire.

Les arrêts de la cour d'appel et de la cour de cassation sont obligatoirement signifiés par acte extrajudiciaire.

ARTICLE 62. — La notification ou signification des jugements et arrêts comporte au moins les motifs et le dispositif intéressant l'ensemble des parties et ceux intéressant chacune des parties à laquelle elle est faite. Celle des jugements doit reproduire les dispositions de l'article 54 ci-dessus.

ARTICLE 63. — Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} avril 1960. Toutefois, ses articles 21, 22 et 23 sont applicables à partir du 1^{er} mars 1960 et l'article 47 à partir du 15 mars 1960.

ARTICLE 64. — Les affaires pour lesquelles les dates de réunion des commissions arbitrales d'évaluation auront déjà été fixées avant le 1^{er} avril 1960 continueront d'être instruites et jugées par lesdites commissions conformément aux règles de procédure antérieurement applicables.

Les fonctionnaires, les notaires et les représentants de la propriété privée appelés à compléter la commission arbitrale seront choisis parmi les personnes figurant sur les listes établies pour l'année 1959, en application de l'article 31 du décret du 8 août 1935 modifié.

Les commissions arbitrales sont supprimées à compter du 1^{er} juillet 1960.

ARTICLE 65. — Le règlement des affaires concernant les opérations pour lesquelles l'urgence a été déclarée avant le 1^{er} avril 1960 pourra être poursuivi jusqu'au 1^{er} juillet 1960, conformément aux dispositions des articles 3 à 11 du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires et, le cas échéant, de l'article 3 de la loi du 11 octobre 1940 tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution des travaux destinés à lutter contre le chômage.

ARTICLE 66. — Les affaires visées aux articles 64 et 65 ci-dessus qui n'auront pas été jugées le 1^{er} juillet 1960 seront transférées en l'état aux juridictions désormais compétentes sans qu'il y ait lieu de renouveler les actes et formalités régulièrement faits à l'exception toutefois des mémoires qui ne seraient pas rédigés conformément à l'article 29. Les affaires ainsi transférées sont instruites et jugées, à la demande de la partie la plus diligente, selon les règles de procédure prévues au présent décret.

ARTICLE 67. — Les appels contre les décisions des commissions arbitrales qui n'auront pas été formés avant le 1^{er} avril 1960 seront interjetés dans les conditions fixées à l'article 54.

Toutefois, le délai de quinze jours court, à l'égard des parties présentes ou représentées devant la commission, à compter de la décision de cette dernière.

Ces appels seront instruits et jugés conformément aux dispositions du chapitre V du présent décret.

ARTICLE 68. — Les appels interjetés avant le 1^{er} avril 1960 contre les décisions des commissions arbitrales seront instruits et jugés par le tribunal de grande instance de la situation des biens selon les règles antérieurement applicables.

Lorsque, après cassation d'un jugement de tribunal civil statuant en appel, il y aura lieu à renvoi, celui-ci sera ordonné devant la chambre mentionnée à l'article 6 ci-dessus.

ARTICLE 69. — Lorsque les textes législatifs ou réglementaires disposent que les contestations relatives au montant des indemnités dues en raison de l'établissement de servitudes d'utilité publique sont jugés comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, il est statué conformément aux dispositions des chapitres III, IV et V du présent décret.

ARTICLE 70. — La compétence du juge de l'expropriation est substituée à celle de la commission arbitrale d'évaluation dans tous les cas où la compétence de cette commission était prévue par une disposition législative ou réglementaire ; il est alors statué conformément aux dispositions du présent décret.

ARTICLE 71. — Sont abrogées à compter de l'entrée en vigueur du présent décret toutes dispositions contraires à ce décret, et notamment :

Le décret du 25 octobre 1935 modifié portant règlement d'administration publique relatif à la constitution et au fonctionnement de la commission arbitrale d'évaluation instituée par l'article 31 du décret du 8 août 1935 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Le décret du 2 mai 1936 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 70 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique et fixant la forme de l'expertise pour cause de plus-value ;

Le décret du 14 décembre 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique (procédure d'appel).

ARTICLE 72. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de la Construction, le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 novembre 1959.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier Ministre :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
EDMOND MICHELET.

Le Ministre de l'Intérieur.
PIERRE CHATENET.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Le Ministre de la Construction,
PIERRE SUDREAU.
